



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

RAPPORT ANNUEL

Exercice 2022

CONSEIL GENERAL



Irène KABURA MURIHANO
1er Vice-Gouverneur



Edouard Normand BIGENDAKO
Gouverneur



Marie-Goreth NDAYISHIMIYE
2ème Vice-Gouverneur



Annonciate NSHIMIRIMANA
Membre



Lydia IRAKOZE
Membre



Vincent NGENDAMBIZI
Membre



Jean MUVAYO
Membre

MISSIONS DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

- 1. Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;*
- 2. Définir et mettre en œuvre le régime de change ;*
- 3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;*
- 4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;*
- 5. Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie ;*
- 6. Promouvoir un système financier stable et solide ;*
- 7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;*
- 8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;*
- 9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;*
- 10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.*

VISION DE LA BANQUE :

« Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

PREFACE



Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,

La cinquante-neuvième édition du Rapport Annuel de la Banque de la République du Burundi que j'ai l'honneur de vous présenter, porte sur l'exercice 2022.

Ce rapport passe en revue l'évolution de l'activité économique internationale et régionale, la conjoncture économique et financière du Burundi, les principales activités réalisées relatives aux principales missions de la Banque au cours de l'année 2022 ainsi que les perspectives économiques nationales de l'année 2023.

En 2022, l'économie mondiale a été considérablement touchée par les effets de la guerre Russo-Ukrainienne déclenchée en février 2022, qui a principalement entraîné la rupture des chaînes d'approvisionnement des entreprises et le renchérissement des prix des produits énergétiques et alimentaires. Par conséquent, le taux de croissance du PIB mondial a diminué en 2022, se fixant à 3,4% contre une croissance de 6,2% en 2021. Cette baisse a touché aussi bien les pays avancés (2,7 contre 5,4%), pays émergents et en développement (3,9 contre 6,7%) et l'Afrique Sub-Saharienne (3,1 contre 4,7% l'année précédente). De même, au niveau des échanges internationaux, la croissance du volume du commerce mondial a diminué (5,4 contre 10,4%) en 2021, principalement en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement qui a impacté les importations des matières premières en provenance de la Russie et de l'Ukraine. L'inflation mondiale s'est accélérée à 8,8% contre 4,7% en 2021, suite principalement à la hausse de l'inflation alimentaire et à la crise énergétique qui a suivi l'éclatement de la guerre Russo-Ukrainienne.

Pour faire face à cette accélération de l'inflation, les banques centrales ont procédé au resserrement de leurs politiques monétaires à partir de la deuxième moitié de l'année 2022 en augmentant les taux d'intérêts directeurs et en réduisant leurs programmes d'achats d'actifs.

En ce qui concerne la conjoncture économique et financière du Burundi, l'activité économique a décéléré à 1,8 contre 3,1% de l'année précédente. L'économie burundaise a subi d'une part, des chocs externes liés principalement aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne et d'autre part, des chocs internes dus notamment à la mauvaise pluviométrie et à la disponibilité limitée de fertilisants qui ont impacté la croissance de la production du secteur primaire (-1,5 contre 4,7%). L'inflation globale a fortement accéléré, passant de 8,3 à 18,8% en 2022, tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (24,5 contre 10,4%) et non alimentaire (11,3 contre 6,3%).

Au niveau des comptes extérieurs, la balance des paiements pour l'année 2022 s'est caractérisée par un déficit du solde des transactions courantes de 1.240 Mrds de BIF plus important que celui de l'année précédente (826 Mrds de BIF). Ce creusement du déficit a principalement résulté d'une augmentation de la valeur des importations de biens plus importante que celle des exportations et de l'aggravation du déficit des services. En pourcentage du PIB, ce déficit du compte courant représente 13,5%, contre 10,8% en 2021. Ce déficit continue de peser sur les réserves de changes, qui ont diminué de 33,9% d'une année à l'autre, passant de 266,6 millions de dollars en 2021 à 176,2 millions USD en 2022. En termes de mois d'importations de biens et services, ces réserves couvraient 1,8 mois à fin décembre 2022, contre 3,2 mois, l'année précédente.

Le solde budgétaire global dons compris (base droit constatés) est déficitaire de 457.193,1 MBIF en 2022 contre un déficit de 215.891,0 MBIF l'année précédente. Les ressources totales de l'Etat (1.798,4 Mrds de BIF) ont augmenté de 21,5% pendant que les dépenses totales (2.255,6 Mrds de BIF) se sont accrues de 32,9% d'une année à l'autre. Rapporté au PIB, le ratio du déficit budgétaire (dons compris) a augmenté et s'est établi à 5,0 contre 2,8% en 2021, la limite maximale convenue dans les critères de convergence de la CEA étant 3,0%.

La dette publique continue d'augmenter, elle est passée de 4.353,3 à 5.339,4 Mrds de BIF en 2022, soit une hausse de 22,7%. La dette intérieure, qui représente 75,0% de la dette totale à fin 2022, s'est accrue de 30,8% alors que la dette extérieure n'a augmenté que de 3,4%. Rapportée au PIB, la dette publique totale représente 57,9% en 2022 contre 56,7% en 2021.

Au niveau du secteur monétaire, la Banque Centrale a poursuivi, au début de l'année de 2022, la politique monétaire accommodante initiée dans la deuxième moitié de l'année 2019. Cependant, à partir de la deuxième moitié de l'année 2022, la Banque de la République du Burundi a adopté la politique monétaire consistant à restreindre la liquidité bancaire pour faire face aux pressions inflationnistes. En décembre 2022 la Banque de la République du Burundi a suspendu la politique de refinancement des secteurs identifiés comme porteur de croissance à l'exception du secteur agro-pastoral pour limiter l'accroissement de la liquidité bancaire, lutter contre la hausse des prix et soutenir les réformes en cours visant la modernisation de la politique monétaire et de change.

Toutefois, la politique monétaire restrictive adoptée par la Banque Centrale a été défiée par la hausse du crédit à l'Etat. Ainsi, la masse monétaire M3 a significativement augmenté de 37,2% à fin décembre 2022 contre 20,3% à la fin de l'exercice précédent, se fixant à 4.512,5 Mrds de BIF contre 3.289,9 Mrds de BIF à fin décembre 2021,

en raison de la progression du crédit à l'Etat (31,2 contre -4,7%). Le crédit à l'économie ayant décéléré son rythme de croissance (43,6 contre 65,4% en 2021).

Concernant les principaux indicateurs de solidité du secteur bancaire, le niveau des fonds propres du secteur bancaire a augmenté de 25,0% par rapport à l'année précédente, atteignant 694,6 Mrds de BIF contre 555,7 Mrds de BIF à fin 2021. Toutefois, le ratio de solvabilité globale a diminué de 2,3 points de pourcentage, se fixant à 20,7%, mais reste au-delà de la norme réglementaire de 14,5%. La qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est améliorée, le taux de détérioration du portefeuille s'est établi 2,7% à fin décembre 2022 contre 3,4% à fin décembre 2021. Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 22,6% tandis que le résultat net a baissé de 7,1%. De même, les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont respectivement baissé pour s'établir à 2,4% et 20,4% à fin décembre 2022 contre 3,4% et 28,0% à fin décembre 2021.

Dans les perspectives, les projections du cadrage macroéconomiques pour l'année 2023, montrent que la croissance économique s'améliorerait à un rythme plus accéléré que l'année précédente (3,0 contre 1,8% en 2022) et bénéficierait de la performance des secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8 contre 2,7%). La croissance du secteur tertiaire va stagner à 3,2%. Dans un contexte de fortes pressions inflationnistes observées depuis le début de l'année 2022, en raison des chocs internes et externes, et qui tardent à s'estomper, la Banque de la République du Burundi poursuivra les réformes entreprises et mènera une politique monétaire restrictive visant à assurer la stabilité macroéconomique du Burundi.

Edouard Normand BIGENDA KO



GOUVERNEUR.

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	v
TABLE DES MATIERES	viii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	xiii
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	1
I.1. Production économique et commerce mondial.....	1
I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale	2
I.3. Politique monétaire et marchés financiers.....	2
I.4. Activité économique dans les pays de la CEA.....	3
II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	4
II. 1. Production et prix	4
II.1.1. Production.....	4
II.1.2. Demande.....	14
II.1.3. Evolution de l'inflation	15
II.2. Balance des paiements.....	16
II.2.1. Compte des transactions courantes.....	18
II.2.2. Compte de capital	24
II.2.3. Compte des opérations financières.....	24
II.3. Finances publiques.....	26
II.3.1. Recettes et dons.....	27
II.3.2. Dépenses.....	28
II.3.3. Solde global et financement.....	29
II.3.4. Dette publique	29
II.4. Secteur monétaire et financier.....	32
II.4.1. Situation monétaire.....	32
II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire	37
II.4.3. Liquidité de l'économie.....	38
II.4.4. Activité du secteur bancaire.....	40
II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	40
II.4.6. Activité et solidité du secteur de la microfinance	42
II.4.7. Crédits à l'économie	42
II.4.8. Taux d'intérêt bancaires.....	44

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE.....	46
III.1. Politique monétaire : Objectif et instruments.....	46
III.1.1. Objectif de politique monétaire.....	46
III.1.2. Instruments de politique monétaire.....	46
III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire	47
III.2. Marché des changes et taux de change.....	49
III.3. Circulation fiduciaire.....	51
III.4. Systèmes de paiement et de règlement	51
III.5. Supervision des établissements de crédits, des institutions de microfinances et des établissements non bancaires	53
III.5.1. Organisation de la supervision.....	53
III.5.2. Autres activités de supervision réalisées.....	54
III.5.3. Renforcement du cadre légal et réglementaire.....	55
III.5.4. Défis des établissements assujettis.....	56
III.5.5. Projets et perspectives.....	56
III.6. Recherche et statistique.....	57
III.7. Projets de développement du marché financier	58
III.8. Intégration régionale et coopération.....	59
III.8.1. Intégration au niveau de la Communauté Est Africaine	59
III.8.2. Marché Commun d’Afrique Orientale et Australe	60
III.8.3. Association des Banques Centrales Africaines	60
IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE.....	62
IV.1. Conseil général	62
IV.2. Comité de direction.....	63
IV.3. Organes de contrôle	63
IV.4. Gestion des risques.....	64
IV.5. Plan stratégique de la banque	64
IV.6. Gestion des ressources humaines.....	64
IV.6.1. Effectif du personnel.....	64
IV.6.2. Politique sociale.....	65
IV.6.3. Formation.....	65
CONCLUSION GENERALE.....	66
ANNEXES.....	67

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières.....	2
Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)	4
Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb)	7
Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation.....	15
Graphique 5: Composition des recettes fiscales (en % du total).....	28
Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en % du total)	28
Graphique 7 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mrds de BIF).....	31
Graphique 8: Masse monétaire et ses contreparties (en Mrds de BIF).....	33
Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens.....	45
Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)	49
Graphique 11 : Volume des paiements réglés dans le système ATS	52
Graphique 12 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mrds BIF).....	52
Graphique 13 : Taux des paiements réglés en moins de 15 minutes.....	52
Graphique 14: Liquidité moyenne des banques dans le système en BIF, en USD et en Euros.....	52
Graphique 15 : Effectif du personnel par catégorie	65
Graphique 16 : Effectif du personnel par tranche d'âge.....	65

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en%).....	1
Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde.....	2
Tableau 3 : Evolution de la croissance du PIB de la CEA (en %)	3
Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi	4
Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)	5
Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T).....	5
Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel.....	6
Tableau 8 : Production du café arabica à fin décembre 2021 (en T).....	7
Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région	7
Tableau 10 : Production du thé (en tonnes).....	8
Tableau 11 : Vente de thé sec.....	9
Tableau 12 : Indice pondéré de la production industrielle.....	10
Tableau 13 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE	12
Tableau 14 : Ressources et Emplois	14
Tableau 15 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs en % du PIB.....	14
Tableau 16 : Epargne nationale brute en Mrds de BIF	15
Tableau 17 : Taux d'inflation par composantes.....	16
Tableau 18 : Balance des paiements (en MBIF).....	17
Tableau 19 : Evolution des exportations de biens (en MBIF).....	18
Tableau 20 : Evolution des importations de biens (en MBIF).....	19
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique (%)	20
Tableau 22 : Répartition des importations par zone géographique (en % du total).....	21
Tableau 23 : Exportation des services (en MBIF).....	22
Tableau 24 : Importations des services (en MBIF).....	22
Tableau 25 : Solde des revenus primaires (en MBIF).....	23
Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF).....	23

Liste des tableaux

Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF).....	24
Tableau 28 : Compte des opérations financières (en MBIF).....	25
Tableau 29 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)	26
Tableau 30 : Recettes et dons (en MBIF)	27
Tableau 31 : Structure de la dette publique (en MBIF).....	29
Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)	30
Tableau 33 : Dette extérieure (en MBIF)	31
Tableau 34 : Service de la dette (en MBIF).....	32
Tableau 35: Situation monétaire à fin d'année (en MBIF)	33
Tableau 36 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %).....	33
Tableau 37 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	34
Tableau 38 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	35
Tableau 39 : Dépôts en devises par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	36
Tableau 40 : Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)	36
Tableau 41 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF).....	38
Tableau 42: Composantes de la liquidité de l'économie.....	38
Tableau 43 : Taux de liquidité de l'économie	39
Tableau 44 : Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire en MBIF.....	40
Tableau 45 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire	41
Tableau 46: Encours des crédits à l'économie (en MBIF)	43
Tableau 47: Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF).....	44
Tableau 48 : Cours de change de fin période des principales monnaies en BIF.....	49
Tableau 49 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF.....	50
Tableau 50 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017).....	50
Tableau 51 : Evolution des critères de convergence macroéconomique du Burundi.....	60

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: <i>Automated Clearing House</i>
AfSS	: Afrique Subsaharienne
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
ATS	: <i>Automated Transfer System</i>
BCE	: Banque Centrale Européenne
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique Africaine
BRARUDI	: Brasserie et Limonaderies du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAF	: Coût, Assurance et Fret
CCC	: Chambre de Compensation du COMESA
CEA	: Communauté Est Africaine
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: <i>Common Market for Eastern and Southern Africa</i>
Cts/lb	: Centimes de Dollar la Livre
CSD	: <i>Central Securities Depository</i>
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
ENAB	: Enquête Nationale Agricole du Burundi
FED	: <i>Federal Reserve</i>
FMI	: Fonds Monétaire International
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IMC	: Institut Monétaire du COMESA
IMF	: Institutions de Microfinance
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
Kg	: Kilogramme
M2	: Masse Monétaire au sens strict
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mrds	: Milliards

Liste des abréviations et sigles

MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
ND	: Non Disponible
OBR	: Office Burundais des Recettes
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODECA	: Office pour le Développement du Café
OFID	: OPEC Funds for International Development
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
OTB	: Office du Thé du Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
PROTHEM	: Promotion du Thé à MWARO
REGIDESO	: Régie de Distribution de l'eau et de l'électricité
R.D.C.	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Régie Nationale des Postes
ROA	: <i>Return On Assets</i>
ROE	: <i>Return On Equity</i>
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SIP	: Société Immobilière Publique
T	: Tonnes
USD	: Dollar Américain

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. Production économique et commerce mondial

La croissance économique mondiale a fortement ralenti en 2022, se fixant à 3,4% contre une croissance de 6,2% en 2021. Ce ralentissement est essentiellement expliqué par la guerre russo-ukrainienne éclatée en

février 2022, qui a principalement occasionné la rupture des chaînes d'approvisionnement des entreprises et le renchérissement des prix des produits énergétiques et alimentaires.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en%)

	2018	2019	2020	2021	2022
I. Production mondiale	3,6	2,9	-3,1	6,2	3,4
I.1. Pays Avancés	2,9	1,7	-4,5	5,4	2,7
Etats-Unis	2,7	2,3	-3,4	5,9	2,0
Zone Euro	1,8	1,6	-6,4	5,3	3,5
Japon	0,6	-0,2	-4,5	2,1	1,4
Royaume-Uni	1,3	1,4	-9,9	7,6	4,1
I.2. Pays émergents et en développement	4,6	3,7	-2,0	6,7	3,9
Pays émergents et en développement d'Asie	6,3	5,3	-1,0	7,4	4,3
Chine	6,7	5,8	2,3	8,4	3,0
Inde	6,1	4,0	-8,0	8,7	6,8
Pays émergents et en développement d'Europe	3,2	2,4	-2,0	6,9	0,7
Amérique latine et Caraïbes	1,1	0,2	-7,0	7,0	3,9
Moyen-Orient et Asie centrale	1,0	0,8	-3,4	4,5	5,3
Afrique Subsaharienne	3,3	3,2	-1,9	4,7	3,1
Nigeria	1,9	2,2	-1,8	3,6	3,0
Afrique du Sud	0,8	0,2	-7,0	4,9	2,6
II. Volume du Commerce mondial (biens et services)	3,8	0,9	-8,5	10,4	5,4

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023

Dans les pays avancés, la croissance économique a ralenti, s'établissant à 2,7% en 2022, contre 5,4% l'année précédente, touchant plusieurs pays notamment les Etats-Unis (2,0 contre 5,9%), la Zone Euro (3,5 contre 5,3%), le Japon (1,4 contre 2,1%) et le Royaume-Uni (4,1 contre 7,6%).

La croissance a également reculé dans les pays émergents et en développement (3,9

contre 6,7%), dû notamment à la décélération enregistrée en Chine (3,0 contre 8,4%), en Inde (6,8 contre 8,7%) et dans les pays émergents et en développement de l'Europe (0,7 contre 6,9%).

L'Afrique Subsaharienne a été aussi touchée par le ralentissement de l'activité économique internationale. Ainsi, la croissance du PIB s'est établie à 3,1 contre 4,7% l'année précédente.

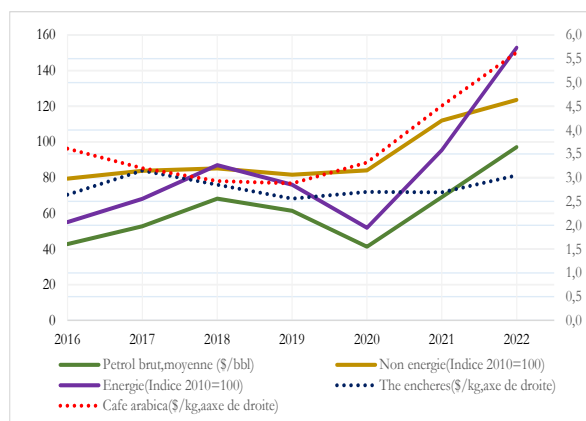
Cette décélération est principalement tirée par celle enregistrée dans les pays, principaux moteurs de l'économie subsaharienne, tels que l'Afrique du Sud (2,6 contre 4,9%) et le Nigéria (3,0 contre 3,6%).

En terme des échanges, la croissance du volume du commerce international a reculé, se fixant à 5,4% en 2022 contre 10,4% en 2021, en raison principalement des perturbations des chaînes d'approvisionnement qui ont freiné les échanges commerciaux.

I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale

Les prix de matières premières ont augmenté au cours de l'année 2022 suite au conflit russo-ukrainien dans les principaux pays fournisseurs des produits de base.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, prix des matières premières, janvier 2023

En 2022, le cours du pétrole (Brent) a fortement augmenté de 40,5%, se fixant à 97,1 USD par baril contre 69,1 USD/baril l'année précédente. De même, l'indice de l'énergie et celui des produits non énergétiques ont progressé de 60,3% et 10,4% respectivement, d'une année à l'autre. Les cours du café arabica et du thé aux enchères de Mombasa se sont également inscrits en hausse par rapport à l'année précédente.

L'inflation mondiale s'est accélérée au cours de l'année 2022, s'établissant à 8,8 contre 4,7% en 2021. Dans les pays avancés, elle s'est accélérée principalement aux Etats-Unis (8,1 contre 4,7%) et dans la Zone Euro (8,3 contre 2,6%), en liaison avec la flambée des prix de matières premières induite par la guerre russo-ukrainienne. De même, l'inflation s'est accélérée dans les pays émergents et en développement, notamment en Chine (2,2 contre 0,9%), en Inde (6,9 contre 5,5%) et en Afrique subsaharienne (14,4 contre 11,1%).

Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde

	2018	2019	2020	2021	2022
Monde	3,6	3,5	3,2	4,7	8,8
Pays avancés	2,0	1,4	0,7	3,1	7,2
Etats-Unis	2,4	1,8	1,2	4,7	8,1
Zone euro	1,8	1,2	0,3	2,6	8,3
Japon	-	0,5	0,5	-0,2	2,0
Pays émergents et en développement	5,0	5,1	5,1	5,9	9,9
Chine	2,1	2,9	2,4	0,9	2,2
Inde	3,4	4,8	6,2	5,5	6,9
Afrique subsaharienne	8,3	8,2	10,2	11,1	14,4

Source: FMI www.imf.org

I.3. Politique monétaire et marchés financiers

Au début de l'année 2022, les banques centrales ont mené des politiques monétaires accommodantes dans le but de soutenir leurs économies encore touchées par la pandémie du Covid-19. Cependant, face aux tensions inflationnistes apparues surtout au deuxième semestre 2022, dues notamment à la guerre russo-ukrainienne, plusieurs banques centrales ont procédé au resserrement de leurs politiques monétaires à travers la hausse des taux d'intérêts directeurs et la réduction des programmes d'achats d'actifs.

Aux Etats-Unis, jusqu'au premier semestre 2022, la FED menait une politique monétaire accommodante, avec une fourchette cible de taux de [0 ; 0,25%]. Dans le but d'atteindre son objectif d'inflation de 2%, elle a commencé à resserrer sa politique monétaire au deuxième semestre 2022 en augmentant la fourchette cible à [4,50 ; 4,75%]. De plus, elle a adopté un programme de réduction des achats de titres.

En Zone Euro, la Banque Centrale Européenne (BCE), dans le souci de juguler l'inflation, a relevé sensiblement plusieurs fois ses trois taux d'intérêt, à savoir le taux des principales opérations de refinancement (2,50%), le taux de facilité de prêt marginal (2,75%) et celui de facilité de dépôt (2,0%) contre 0,00% ; 0,25% ; -0,50% respectivement de l'année précédente.

Cependant, la Banque Centrale Japonaise (BOJ) a maintenu sa politique monétaire ultra accommodante de taux d'intérêt négatif (-0,10%) sur la facilité de dépôts des banques afin de soutenir la reprise économique, estimant que les conditions de la croissance et de l'inflation ne sont pas réunies pour resserrer sa politique monétaire.

La réaction des marchés financiers a été brutale, tant au niveau des actions que des obligations, suite aux resserrements des politiques monétaires des banques centrales et des inquiétudes sur l'accélération de l'inflation. L'indice MSCI ACWI a affiché un recul de 14,7% et, la zone euro a enregistré des performances extrêmement négatives, notamment -18,1% pour l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond et -10,6% pour l'indice Bloomberg Euro Yield.

En parallèle, sur le marché des changes, l'euro s'est

déprécié face au dollar en 2022, en liaison avec les perspectives d'une hausse des taux plus importante aux Etats-Unis que dans la Zone Euro, tandis que pour les monnaies des principaux pays émergents, les évolutions ont été contrastées avec notamment la chute de la livre turque en raison des inquiétudes suscitées par la conduite de la politique monétaire dans ce pays.

I.4. Activité économique dans les pays de la CEA

En 2022, l'activité économique a décéléré pour l'ensemble des pays de la CEA pour se situer à 5,1 contre 6,6% de l'année précédente. Cette décélération est principalement expliquée par la baisse de la demande et la pénurie des ressources de financement liée au conflit russo-ukrainien.

Tableau 3 : Evolution de la croissance du PIB de la CEA (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
Burundi*	5,3	4,5	0,3	3,0	1,8
Kenya	6,3	5,4	-0,1	7,2	5,4
Ouganda	6,0	8,0	-1,3	6,0	4,9
Rwanda	8,6	9,4	-3,4	10,9	6,8
Tanzanie	7,0	7,0	1,0	4,9	4,7
Sud Soudan	-5,9	0,9	-6,5	5,3	6,6
CEA	5,6	6,3	0,9	6,6	5,1
AfSS	4,2	3,1	-1,7	4,8	3,9

Sources : FMI, Perspectives Economiques Régionales : Afrique Subsaharienne, avril 2023

*MFBPE, Cadrage Macroéconomique, janvier 2023.

II. 1. Production et prix

II.1.1. Production

En 2022, l'activité économique a décéléré, s'établissant à 1,8 contre 3,1% en 2021, principalement en liaison avec la baisse de l'activité

dans le secteur primaire (-1,5 contre 4,7%). Par contre, l'activité dans le secteur secondaire (2,7 contre 2,1%) et tertiaire (3,2 contre 2,5%) s'est accélérée.

Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi

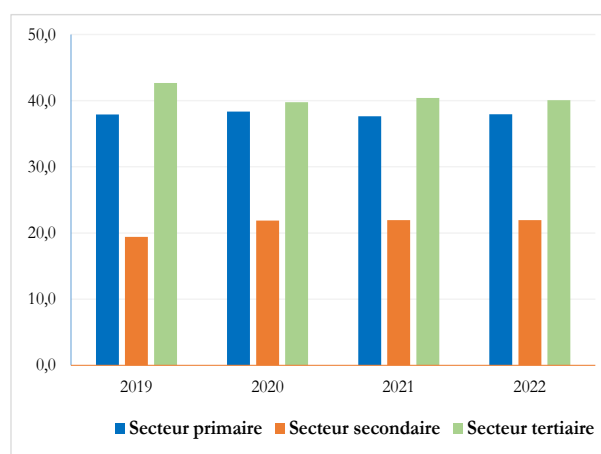
	2018	2019	2020*	2021*	2022*
A. PIB en Milliards de Francs burundis à prix courants					
1. Secteur primaire	2 090,9	2 122,1	2 359,8	2 620,9	3 165,9
2. Secteur secondaire	1 059,8	1 085,5	1 346,8	1 527,6	1 831,5
3. Secteur tertiaire	2 208,9	2 388,0	2 447,5	2 813,5	3 342,7
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	5 359,7	5 595,6	6 154,2	6 962,0	8 340,1
5. Impôts indirects moins subventions	554,7	621,3	651,4	714,4	873,8
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	5 914,4	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9
B. Variations du PIB réel (en %) à prix constants de 2005					
1. Secteur primaire	7,4	2,8	0,4	4,7	-1,5
2. Secteur secondaire	2,5	1,1	11,3	2,1	2,7
3. Secteur tertiaire	3,2	7,2	-3,4	2,5	3,2
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	4,3	4,7	0,6	3,0	1,6
5. Impôts indirects moins subventions	12,9	3,0	-1,7	3,5	2,7
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	5,3	4,5	0,3	3,1	1,8

(*) : Données provisoires

Source : Cadrage Macroéconomique, janvier 2023

Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)

La contribution des différents secteurs dans le PIB aux coûts des facteurs montre que les parts des secteurs primaire (38,0 contre 37,6%) et secondaire (22,0 contre 21,9%) a légèrement augmenté tandis que celle du secteur tertiaire (40,1 contre 40,4%) a légèrement fléchi.



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

II.1.1.1. Secteur primaire

L'activité dans le secteur primaire a décliné (-1,5 contre 4,7%). Cette baisse est expliquée particulièrement par la décroissance de la branche de l'élevage (-3,0 contre 15,1%) et le ralentissement de la branche de l'agriculture vivrière (1,5 contre 5,3%).

a. Agriculture vivrière

En 2022, la production des principales cultures vivrières a diminué de 18,0% (6.383.774 contre 7.783.693 tonnes en 2021), suite aux mauvaises conditions climatiques et à la disponibilité limitée de fertilisants.



Champ de maïs

Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)

Année/Culture	2018	2019	2020	2021	2022
Bananes	1 654 955	1 179 759	917 298	1 301 443	265 344
Tubercules	3 272 393	3 544 646	4 519 890	4 314 259	4 371 052
Céréales	585 162	503 960	686 287	1 164 933	1 085 349
Légumineuses (+Oléagineux)	405 605	711 731	783 776	1 003 058	662 029
Total	5 918 115	5 940 096	6 907 251	7 783 693	6 383 774

Source : Statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement

b. Pêche

Les prises de poissons sur le lac Tanganyika se sont établies à 23.141 contre 22.160 tonnes d'une année à l'autre, soit une augmentation

de 4,4%. De même, la production de poissons dans les lacs du Nord a augmenté de 5,2%, passant de 4.121 à 4.334 tonnes.

Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T)

	2018	2019	2020	2021	2022
LACTANGANIKA					
Pêche artisanale	19 056	17 047	20 247	20 410	21 508
Pêche coutumière	2 226	2 621	1 756	1 750	1 633
LACS DU NORD					
Pêche coutumière	5 001	4 768	4 236	4 121	4 334
TOTAL	26 283	24 436	26 239	26 281	27 475

Source: ENAB

c. Elevage

De 2021 à 2022, l'effectif du bétail a augmenté tant pour les bovins (1.170.181 contre 1.117.598 têtes) que pour les caprins (4.379.476 contre 4.182.683 têtes). De même, l'effectif des ovins (665.068 contre 635.183 têtes) et porcins

(1.410.985 contre 1.347.582) a augmenté.

Quant aux volailles et aux lapins, leurs effectifs ont atteint respectivement 3.050.860 et 1.048.350 têtes, en 2022.

Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel

	2018	2019	2020	2021	2022
Bovins	1 110 936,0	756 036,0	838 991,0	1 117 598,0	1 170 181,0
Caprins	3 249 827,0	3 227 903,0	2 788 052,0	4 182 683,0	4 379 476,0
Ovins	548 608,0	728 050,0	759 687,0	635 183,3	665 068,0
Porcins	774 689,0	804 013,0	794 974,0	1 347 582,1	1 410 985,0
Volailles	-	-	-	-	3 050 860,0
Lapins	-	-	-	-	1 048 350,0

Source: ENAB



Elevage de lapins

d. Agriculture d'exportation

En 2022, la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation a augmenté par rapport à l'année précédente (7,5 contre -14,1%), suite à la crois-

sance de la valeur ajoutée du café (46,1 contre -61,9%) et des autres cultures d'exportation (14,0 contre 9,5%).

• Café

La production du café arabica en parche a fortement augmenté par rapport à celle de la même période de l'année précédente, passant de 8.552 à 23.126 tonnes, suite à la cyclicité des caféiers. Par conséquent, le volume total du café vert a augmenté, se fixant à 17.539 contre 6.272 tonnes.

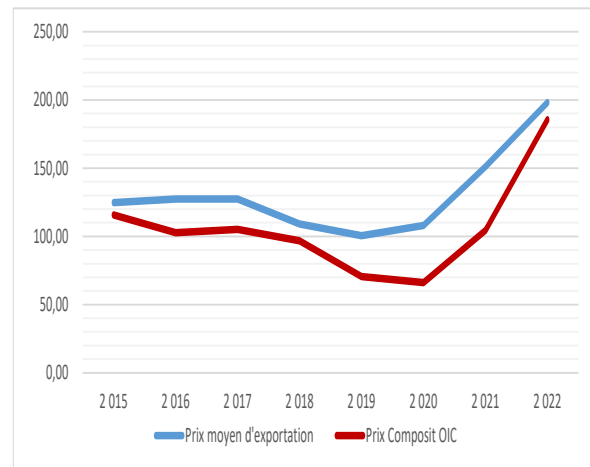
Tableau 8 : Production du café arabica à fin décembre 2022 (en T)

Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2017/2018	21 628	16 079	74,3
2018/2019	32 786	25 766	78,6
2019/2020	10 885	8 184	75,2
2020 / 2021	18 868	13 856	73,4
2021 / 2022	8 552	6 272	73,3
2022 / 2023	23 126	17 539	75,8

Source: ODCA

Le volume total du café vendu s'est établi à 13.126,8 contre 16.578,9 tonnes pour l'exercice 2021, à un prix moyen de 8.110,8 BIF/kg ou 185,6 cts/lb. Le prix moyen sur le marché international calculé par l'Organisation Internationale du Café (OIC) a augmenté, s'établissant à 198,1 contre 151,2 US cts/lb, suite principalement à la baisse de la production des principaux pays producteurs comme le Brésil et la Colombie. Ainsi, les recettes d'exportation du café ont fortement augmenté (80,2%) s'établissant à 106.390,8 contre 59.054,5 MBIF.

Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb)



Source : BRB, à partir des données de l'ODECA et de l'OIC

• Coton

La production du coton a diminué de 35,7% au cours de l'année 2022, s'établissant à 649 contre 1.010 tonnes l'année précédente, principalement liée à la diminution de la superficie exploitée et au manque de fertilisants.

De même, le rendement par hectare a diminué, s'établissant à 347 contre 467 kg/ha d'une année à l'autre. Ainsi, le volume du coton-fibre obtenu après usinage a diminué de 36,0%, passant de 406 à 260 tonnes.

Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région

	2018	2019	2020	2021	2022
A. Superficies exploitées (en Ha)					
Imbo Nord	1 691	1 288	1 428	1 812	1 487
Imbo Sud	1 291	1 050	316	280	321
MOSO	50	62	67	71	60
TOTAL	3 032	2 400	1 811	2 163	1 868
B. Production (en tonnes)					
Imbo Nord	1 412	516	616	876	447
Imbo Sud	643	326	128	115	184
Moso	11	28	19	19	18
TOTAL	2 067	870	763	1 010	649
Rendement (kg/ha)	681	362	421	467	347
Coton fibre (en tonnes)	868	365	302	406	260

Source : COGERCO

• Thé

La production du thé en feuilles vertes a régressé de 4,1%, s'établissant à 51.473 contre 53.676 tonnes en 2021. De même, le volume de thé sec produit a diminué de 4,4%, passant de 11.426

à 10.928 tonnes d'une année à l'autre. Ainsi, le rendement moyen à l'usinage s'est presque stabilisé (21,2 contre 21,3%).



Cueillette du thé

Tableau 10 : Production du thé (en tonnes)

	2018	2019	2020	2021	2022
Production de l'OTB					
Feuilles vertes	37 411	51 351	52 097	52 127	50 540
Thé sec	7 718	10 866	10 920	11 109	10 737
Production de PROTHEM					
Feuilles vertes	2 782	2 647	2 713	1 549	933
Thé sec	605	577	456	317	191
Total					
Feuilles vertes	40 193	53 998	54 810	53 676	51 473
Thé sec	8 323	11 443	11 376	11 426	10 928
Rendement	20,7	21,2	20,8	21,3	21,2

Source : Rapports OTB et PROTHEM

La quantité de thé sec vendue en 2022 a légèrement augmenté (0,6%) par rapport à l'année précédente, se fixant à 10.729 contre 10.664 tonnes. De même, les recettes ont augmenté de

1,5%, s'établissant à 43.263 contre 42.619MBIF, suite à la hausse du prix moyen tant aux ventes locales (2.911 contre 2.297 BIF/kg) qu'aux ventes directes (11.411 contre 11.374 BIF/kg).

Tableau 11 : Vente de thé sec

Marché/Année		2018	2019	2020	2021	2022
1. Ventes locales	Tonnes	572,0	570,0	632,5	742,0	792,0
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 440,0	3 126,0	3 046,0	3 096,0	3 674,0
	Valeur en MBIF	1 966,0	1 780,0	1 926,5	2 297,0	2 911,0
2. Exportations						
Enchères Mombassa	Tonnes	8 252,0	8 049,0	7 543,2	7 279,0	7 278,7
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 463,0	4 065,0	4 211,0	3 977,0	3 976,0
	Valeur en MBIF	36 829,0	32 721,0	31 766,4	28 948,0	28 941,1
Ventes directes	Tonnes	1 625,0	1 773,0	2 010,0	2 643,0	2 658,3
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 837,0	4 265,0	4 530,0	4 303,0	4 292,5
	Valeur en MBIF	7 862,0	7 565,0	9 107,4	11 374,0	11 410,7
3. Total général	Tonnes	10 449,0	10 391,0	10 185,7	10 664,0	10 729,0
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 465,2	4 048,3	4 202,0	3 996,5	11 942,5
	Valeur en MBIF	46 657,0	42 066,0	42 800,3	42 619,0	43 262,8

Source: OTB

II.1.1.2. Secteur secondaire

L'activité dans le secteur secondaire a repris (2,7 contre 2,1%), suite particulièrement à la progression de la valeur ajoutée dans les branches de l'électricité, gaz et eau (12,0 contre 11,7%) et de la construction (9,7 contre 6,0%).

L'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 15,3%, passant de 152,6 à 175,9 d'une année à l'autre, en liaison avec l'augmentation de la production des industries alimentaires (+16,3%) et chimiques (+6,1%).



Savons produits par SAVONOR

Tableau 12 : Indice pondéré de la production industrielle

	2018	2019	2020	2021	2022
Industries alimentaires	127,6	126,4	142,4	137,8	160,3
dont : Boissons	88,9	90,6	95,4	101,0	102,2
Sucre	19,2	18,3	20,1	12,6	19,2
Industries chimiques	11,2	11,6	12,5	14,6	15,5
dont: Savons	7,2	7,1	7,9	8,4	9,6
Peinture	2,4	3,0	3,2	3,9	4,5
Autres industries	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1
dont: Tubes en PVC	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0
Indice pondéré	139,1	138,3	155,1	152,6	175,9

Source: BRB, Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 15,9%, s'établissant à 288,7 contre 248,7 GWH enregistrée l'année précédente. Cette augmentation est liée à la hausse de la

production des centrales hydroélectriques, suite particulièrement au démarrage de la centrale hydroélectrique de Ruzibazi.



Centrale hydroélectrique de RUZIBAZI

L'Office National de la Tourbe (ONATOUR) a poursuivi l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi, Gitanga, Kidimbagu et Kashiru. La production s'est stabilisée, passant de 12.955,7 à 12.962,3 tonnes, en rapport avec l'assiduité des techniciens et l'approvisionnement régulier en carburant.

Dans la branche de la construction, les activités de l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) ont principalement consisté à la réhabilitation des bâtiments publics, à la construction des infrastructures et équipements publics de base, à la planification urbaine, aux travaux de protection

de l'environnement et d'assainissement et à la construction de logements à caractère social.

L'Agence Routière du Burundi a mené des travaux de finalisation sur la RN18 (Kibumbu-Gitega), d'aménagement, de construction et de bitumage sur la RN16 (Bururi-Gakuba) et la RN3 (Nyanza-Lac-Rumonge et Gitaza-Rumonge), ainsi que des travaux de dédoublement sur la RN5 (tronçon Rond-Point Chanic-Aéroport Melchior Ndadaïye). Elle a conduit des travaux en régie de traitement des points critiques sur la RN1, la RN2, la RN3, la RN9 et la RN11. D'autres travaux ont été effectués notamment la réhabilitation des points critiques et l'amélioration de l'assainissement sur la RN1,



RN5 (tronçon Rond-Point Chanic-Aéroport Melchior NDADAYE)

RN7, la RN29 et les routes revêtues en Mairie de Bujumbura.

II.1.1.3. Secteur tertiaire

L'activité dans le secteur tertiaire s'est accrue (3,2 contre 2,5%), suite à l'amélioration de l'activité dans les branches d'hébergement, restaurant et autres services marchands (10,0 contre 6,8%), d'administration publique (5,0 contre 3,2 %) et d'éducation (3,5 contre 0,5%).

L'activité au port de Bujumbura a baissé par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises a chuté de 15,4% ; passant de 249.289,6 à 210.842,0 tonnes en liaison avec la diminution des importations de ciment. Le trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE a augmenté de 47,7%; le nombre de passager, passant de 148.706 à 219.663 passagers en rapport avec la reprise des vols des aéronefs. Le nombre de vols s'est établi à 4.868 contre 4.248 vols l'année précédente.

Tableau 13 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE

	2018	2019	2020	2021	2022
1. Arrivées					
Passagers	139 078,0	130 627,0	34 636,0	87 860,0	118 708,0
Bagages (en T)	0,0	0,0	285,0	96,0	0,0
Fret (en T)	1 609,8	2 065,6	1 979,1	1 507,3	1 531,9
Poste (en T)	36,5	38,7	40,0	22,0	22,3
Aéronefs	2 356,0	2 198,0	1 244,0	2 125,0	2 434,0
2. Départs					
Passagers	87 505,0	98 706,0	29 820,0	60 846,0	100 955,0
Bagages (en T)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fret (en T)	180,7	176,7	196,4	319,0	209,4
Poste (en T)	63,3	44,7	7,0	33,6	41,7
Aéronefs	2 356,0	2 200,0	1 244,0	2 123,0	2 434,0

Source : AACB

Les recettes touristiques se sont améliorées d'une année à l'autre, passant de 1.139,5 à 5.492,3 MBIF.

Au niveau des télécommunications, l'ARCT a procédé à l'octroi et au renouvellement des licences d'installation et d'exploitation des ressources en fréquences et en numéros ainsi qu'à l'octroi des autorisations de fourniture des services. Le chiffre d'affaires s'est accru de 19,3%, se fixant à 132,0 contre 110,6 Mrds de BIF en 2021.

Dans le domaine des assurances, le montant des primes perçues s'est accru de 15,6%, passant de 75.524,8 à 87.314,9 MBIF d'une année à l'autre. Le taux de croissance de la valeur ajoutée dans la branche « Administration publique » a accéléré (5,0 contre 3,2%). Les effectifs recrutés au niveau de la Fonction Publique ont baissé, s'élevant à 1.944 contre 2.410 unités en 2021.



Antenne-relais de téléphonie mobile

II.1.2. Demande

En volume, les emplois ont décéléré (2,4 contre 3,0%) par rapport à l'année précédente, sous l'effet principalement de la décroissance des ex-

portations (-5,0 contre 6,4%) et de la baisse de la consommation (8,2 contre 12,0%).

Tableau 14 : Ressources et Emplois

	2018	2019	2020	2021*	2022*
A. Milliards de BIF (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5 914,4	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9
2. Importations (biens et services)	1 614,0	1 874,6	1 961,0	2 328,0	2 833,8
3. Ressources = Emplois	7 528,4	8 091,5	8 766,6	10 004,4	12 047,7
4. Dépenses intérieures	7 019,3	7 539,4	8 045,7	8 941,4	11 523,2
- Consommation	6 116,4	6 684,3	6 990,5	8 048,7	9 896,3
- Investissements Bruts	876,2	855,1	1 256,0	1 418,6	1 626,9
5. Exportations (biens et services)	535,9	552,1	520,1	537,1	524,5
B. Variations (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5,3	4,5	0,3	3,1	1,8
2. Importations (biens & services)	6,1	0,3	0,4	2,9	3,8
3. Ressources = Emplois	5,5	3,2	0,3	3,0	2,4
4. Dépenses intérieures	5,4	2,7	0,5	2,8	2,9
- Consommation	5,4	3,3	-6,4	0,1	1,2
- Investissements Bruts	5,3	0,1	34,4	12,0	8,2
5. Exportations (biens et services)	8,0	9,6	-2,7	6,4	-5,0

(*) : Données provisoires à partir de l'année 2020.

Source : INSBU

En valeur, la demande intérieure a progressé (11.523,2 contre 8.941,4 MBIF), en liaison avec l'augmentation de la consommation finale (9.896,3 contre 8.048,7 MBIF) et dans une moindre mesure des investissements bruts (1.626,9 contre 1.418,6 MBIF).

II.1.2.1 Ecart entre ressources et emplois

En 2022, les ressources intérieures n'ont pas couvert les emplois intérieurs. L'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB, a augmenté; s'établissant à 25,1 contre 16,5 % l'année précédente.

Tableau 15 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs en % du PIB

	2018	2019	2020	2021*	2022*
1. Emplois intérieurs	118,7	121,3	118,2	116,5	125,1
2. Ressources intérieures = PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	18,7	21,3	18,2	16,5	25,1
4. Importations de biens et services non facteurs	27,3	30,2	28,8	30,3	30,8
5. Exportations de biens et services non facteurs	9,1	8,9	7,6	7,0	5,7

(*) : Données provisoires

Source: INSBU

II.1.2.2. Epargne nationale

D'une année à l'autre, le déficit intérieur a presque doublé (-682,4 contre -372,3 Mrds de BIF), en rapport avec l'accélération du rythme de la consommation intérieure comparé à celui de la production intérieure. Le besoin net de financement de l'économie a augmenté, passant de 562,4 à 991,0 Mrds de BIF, en rap-

port avec l'accroissement des investissements bruts (1.626,9 contre 1.418,6 Mrds de BIF) et la baisse de l'épargne nationale brute (294,9 contre 591,0 Mrds de BIF) alors que les transferts de capital nets avaient augmenté (341,0 contre 265,3 Mrds de BIF).

Tableau 16 : Epargne nationale brute en Mds de BIF

	2018	2019	2020	2021*	2022*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5 914,4	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9
2. Consommation privée et publique	6 116,4	6 684,3	6 990,5	8 048,7	9 896,3
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-201,9	-467,4	-184,9	-372,3	-682,4
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	459,9	678,3	827,9	963,3	977,2
5. Epargne nationale brute (3+4)	258,0	210,9	643,0	591,0	294,9
6. Transferts de capital nets	211,0	250,7	259,2	265,3	341,0
7. Investissements bruts	876,2	855,1	1 256,0	1 418,6	1 626,9
8. Besoin (-) ou capacité(+) net de financement (5-6)	-407,1	-393,5	-353,8	-562,4	-991,0

(*) : Données provisoires.

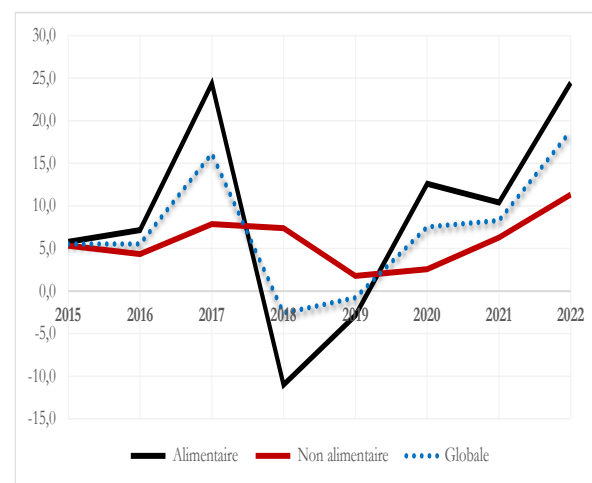
Source: BRB sur base des données du Cadrage Macroéconomique, janvier 2023

II.1.3. Evolution de l'inflation

Au cours de l'année 2022, l'inflation globale a augmenté s'établissant à 18,8 contre 8,3% en liaison avec la hausse importante à la fois, de l'inflation alimentaire (24,5 contre 10,4%) et non alimentaire (11,3 contre 6,3%).

La hausse des produits alimentaires a porté sur l'ensemble des sous rubriques principalement : « pains et céréales » (37,4 contre 3,6%); « viande » (20,8 contre 10,1%); « poisson » (32,9 contre 4,6%); « légumes » (19,5 contre 12,2%); « sucre, confitures, miel et chocolat et confiserie » (11,6 contre -2,9%).

Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

La hausse de l'inflation non alimentaire a porté principalement sur les sous rubriques : « articles d'habillement et articles chaussants » (11,5 contre 5,5%) ; « Ameublement, équipement mé-

nager et entretien courant de la maison » (20,1 contre 5,5%); « transport » (21,0 contre 1,6%); « communications » (11,4 contre 2,1%) et « loisirs et culture » (12,0 contre 1,0%).

Tableau 17 : Taux d'inflation par composantes

	2018	2019	2020	2021	2022
Alimentaire	-11,0	-2,9	12,6	10,4	24,5
-Pains et céréales	-15,4	0,5	11,3	3,6	37,4
-Viande	5,9	4,4	17,1	10,1	20,8
- Poisson	14,8	4,3	4,9	4,6	32,9
- Lait, fromage et œufs	2,7	5,0	5,6	10,9	11,4
- Huiles et graisses	10,6	2,6	1,0	28,9	33,3
- Fruits	2,1	-1,7	5,3	25,3	13,0
- Légumes	-17,5	-6,7	17,4	12,2	19,5
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	-6,6	0,1	5,3	-2,9	11,6
- Produits alimentaires non définis ailleurs	3,6	4,2	9,3	1,2	5,0
Non alimentaire	7,4	1,8	2,6	6,3	11,3
- Boissons alcoolisées et Tabac	6,0	-0,9	1,8	4,5	6,9
- Articles d'habillement et articles chaussants	6,4	3,2	4,8	5,5	11,5
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	12,4	2,5	5,1	7,8	10,0
- Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	6,4	2,8	3,0	5,5	20,1
- Santé	8,8	3,5	2,4	28,8	14,7
- Transport	8,9	0,8	-1,2	1,6	21,0
- Communications	0,9	0,4	-0,3	2,1	11,4
- Loisirs et culture	6,6	6,9	6,4	1,0	12,0
- Enseignement, éducation	22,8	2,2	1,7	5,0	2,0
- Hôtellerie, café et restauration	5,7	-0,4	1,7	3,8	9,7
- Autres biens et services	8,3	2,2	3,1	3,3	8,2
Globale	-2,6	-0,8	7,5	8,3	18,8

Source: BRB, calculs établis à partir des données de l'INSBU

II.2. Balance des paiements

La balance des paiements de l'année 2022 s'est soldée par un déficit des transactions courantes plus accru par rapport à celui de l'année précédente (1.265,7 contre 785,2 Mrds de BIF). Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du compte courant représente 13,5 contre 10,8% en 2021. Le solde excédentaire du compte de capital s'est significativement amélioré

(+28,6%), se fixant à 341,0 Mrds de BIF, principalement constitué par de dons projets.

Le compte financier s'est soldé par un déficit de 880,1 Mrds de BIF en 2022 contre 574,9 Mrds de BIF en 2021, principalement tiré par le déficit du compte des autres investissements, notamment sous forme de crédits commerciaux.

Tableau 18 : Balance des paiements (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
Compte courant	-693 850,5	-724 857,0	-664 255,0	-785 210,1	-1 265 654,2
Crédit	1 072 488,2	1 296 168,0	1 454 010,9	1 694 399,5	1 779 121,3
Débit	1 766 338,8	2 021 025,0	2 118 265,9	2 479 609,6	3 044 775,5
Biens	-867 145,2	-995 108,5	-1 147 732,7	-1 354 133,2	-1 680 378,8
Exports FOB	348 832,8	406 919,3	354 943,1	382 433,8	497 706,6
Imports FOB	1 215 977,9	1 402 027,9	1 502 675,8	1 736 567,0	2 178 085,5
Services	-210 215,5	-327 324,0	-297 165,1	-352 166,6	-518 237,0
Crédit	187 065,6	145 186,7	164 818,8	215 788,8	174 088,3
Débit	397 281,1	472 510,7	461 984,0	567 955,4	692 325,3
Revenus primaires	-64 944,9	-64 705,5	-47 935,8	-65 072,4	-54 996,7
Crédit	30 625,7	36 944,0	54 919,9	50 293,5	58 887,3
Débit	95 570,6	101 649,4	102 855,7	115 365,8	113 884,0
Revenus secondaires	448 455,1	662 281,0	828 578,6	986 162,0	987 958,4
Crédit	505 964,2	707 118,0	879 329,1	1 045 883,4	1 048 439,1
Débit	57 509,2	44 837,0	50 750,4	59 721,4	60 480,7
Compte de capital	211 043,6	250 739,6	259 195,1	265 247,5	341 035,8
Crédit	211 888,2	254 136,5	260 191,2	265 881,5	341 724,0
Débit	844,5	3 396,9	996,1	634,0	688,2
Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	-482 806,9	-474 117,4	-405 059,9	-519 962,6	-924 618,4
Compte financier					
Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte financier)	-286 014,0	-496 351,1	-446 048,2	-574 907,6	-880 066,5
Investissements directs	-11 880,3	-54 522,8	-38 474,6	-41 976,0	-47 446,3
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	1 380,6	2 174,5	2 240,7	3 993,2
Accroissement net de passifs	11 880,3	55 903,4	40 649,2	44 216,7	51 439,5
Investissements de portefeuille	-3 941,9	-5 007,4	-6 463,7	-9 435,5	-14 258,6
Acquisition nette d'actifs financiers	1 714,0	-2 801,7	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	5 655,9	2 205,8	6 463,7	9 435,5	14 258,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-216 437,0	-518 218,1	-359 106,0	-878 591,9	-630 833,2
Acquisition nette d'actifs financiers	119 113,0	72 328,6	177 621,0	87 387,3	133 183,3
Accroissement net de passifs	335 550,0	590 546,6	536 727,0	965 979,3	764 016,5
Avoirs de réserves	-53 754,8	81 397,2	-42 003,9	355 095,8	-187 528,4
Erreurs et omissions	196 792,9	-22 233,6	-40 988,3	-54 945,0	44 551,9
Solde du compte courant en % du PIB	-10,4	-10,4	-9,0	-10,8	-13,5
Pour mémoire PIB (en milliards de BIF)	5 914,4	6 216,9	6 655,6	7 676,4	9 213,9

Source: BRB

II.2.1. Compte des transactions courantes

Le déficit du compte des transactions courantes enregistré en 2022 a été tiré principalement par les déficits du compte des biens, des services et du revenu primaire.

Ainsi, le solde du compte des biens est déficitaire de 1.680,4 Mrds de BIF contre un déficit de 1.354,1 Mrds de BIF l'année précédente. Ce creusement a principalement résulté d'une forte hausse des importations, qui n'a pas été équilibrée par la hausse des exportations. Pour le compte des services, son déficit s'est également creusé (518,2 contre 352,2 Mrds de BIF), suite principalement à l'aggravation du déficit des services de transport. Le déficit des revenus primaires s'est allégé, revenant à 55,0 contre 65,1 Mrds de BIF en 2021.

Par ailleurs, le compte des revenus secondaires est excédentaire, s'établissant à 988,0 contre 986,2 Mrds de BIF l'année précédente.

II.2.1.1. Balance commerciale

Le déficit commercial s'est accru en 2022, atteignant 2.141,3 contre 1.702,0 Mrds de BIF en 2021. Ce creusement du déficit est tiré par la hausse des importations CIF (2.564,2 contre 2.025,4 Mrds de BIF) plus importante que celle des exportations (422,9 contre 323,4 Mrds de BIF).

II.2.1.1.1. Exportations de biens

Les exportations ont atteint 422,9 milliards en 2022, en hausse de 30,8% à celles de l'année précédente. Cette augmentation a concerné aussi bien les exportations des produits primaires (25,8%) que celles des produits manufacturés (+41,5%).

Tableau 19 : Evolution des exportations de biens (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
1. Produits primaires	253 182,4	260 871,2	210 716,9	221 856,2	279 251,6
dont: Café	72 827,9	69 796,3	58 726,9	56 395,6	109 019,4
Thé	46 407,2	40 663,8	40 192,8	48 271,5	46 103,7
Minerais de Niobium	21 913,8	18 670,9	12 389,7	27 072,2	15 903,7
Or	100 775,8	123 428,5	88 036,5	80 170,5	105 579,2
2. Produits manufacturés	68 073,0	71 298,7	100 276,3	101 524,4	143 623,8
dont: Farine de blé	16 095,3	19 014,8	17 656,2	10 811,6	18 994,4
Bières	5 809,1	5 735,5	8 886,9	14 615,2	20 225,7
Cigarettes	6 445,5	7 476,8	13 185,0	12 674,7	20 924,1
Bouteilles en verre foncé	735,0	2 127,1	5 163,7	7 809,8	9 492,2
Total	321 255,4	332 169,9	310 993,2	323 380,6	422 875,4

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et INSBU)

Parmi les produits primaires, les exportations du café (+93,3%), et de l'or non monétaire (+31,7%) ont fortement augmenté. Par contre, les exportations des minerais de Niobium (-41,2%) et du thé (-4,5%) ont baissé d'une année à l'autre.

Quant aux exportations des produits manufacturés, leur hausse a porté sur toutes les catégories des produits manufacturés, notamment les bières (+38,4%), les bouteilles en verre foncé (+21,5%), la farine de blé (+75,7%) et les cigarettes (+65,1%).

II.2.1.1.2. Importations de biens

D'une année à l'autre, les importations CIF ont augmenté de 26,6% en 2022, s'élevant à 2.564,2 contre 2.025,4 Mrds de BIF en 2021.

Cette hausse des importations a porté sur les biens de production (44,2%), les biens de consommation (14,6%) et les biens d'équipement (6,7%).

Tableau 20 : Evolution des importations de biens (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
1. Biens de production	629 446,0	739 588,9	750 547,4	925 982,3	1 335 033,2
dont: Huiles minérales	274 147,6	296 812,2	263 208,0	321 625,3	601 719,7
Métallurgie	82 689,4	91 848,7	119 438,2	178 055,1	155 630,2
Alimentation	85 689,9	109 486,9	104 347,0	126 588,5	145 820,7
Construction	49 998,7	100 828,4	90 977,8	107 799,5	113 713,3
Agriculture et élevage	71 873,1	62 155,7	85 020,3	77 942,8	179 024,0
2. Biens d'équipement	275 997,2	278 899,7	364 785,2	388 246,7	414 264,9
dont: Matériel électrique	75 603,9	63 272,4	105 762,5	82 711,7	79 663,5
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	68 878,9	94 714,3	97 571,9	107 521,0	101 988,7
Chaudières, engins mécaniques	83 276,2	76 091,9	99 045,3	123 048,8	142 770,4
3. Biens de consommation	509 218,9	619 938,9	626 575,4	711 177,7	814 927,2
dont: Alimentaires	159 271,9	159 449,9	174 058,0	192 560,3	210 959,3
Pharmaceutiques	107 981,7	117 435,0	123 812,4	138 087,4	124 669,7
Textiles	55 789,0	87 898,2	60 222,2	79 962,4	98 202,7
Véhicules	42 344,3	66 287,0	80 604,4	77 623,2	84 410,4
Total	1 414 662,1	1 638 427,5	1 741 908,0	2 025 406,7	2 564 225,3

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR, INSBU)

Concernant les importations de biens de production, leur augmentation est principalement imputable aux huiles minérales (87,1%), aux biens destinés à l'agriculture et élevage (129,7%), aux biens destinés à l'alimentation (15,2%) et ceux destinés à la construction (5,5%). En revanche, les importations des biens métallurgiques ont baissé (-12,6%).

L'accroissement des importations de biens d'équipement a principalement porté sur les chaudières, engins mécaniques (16,0%).

Par contre les importations du matériel électrique (-3,7%) et les tracteurs, véhicules et engins de transport (-5,1%) ont diminué.

S'agissant des importations de biens de consommation, leur hausse est tirée notamment par les biens alimentaires (9,6%), les textiles (22,8%) et les véhicules (8,7%). Par contre, les importations des produits pharmaceutiques (-9,7%) ont diminué.

II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

En 2022, l'Afrique, l'Asie, et l'Europe sont restés, respectivement, les principaux partenaires commerciaux du Burundi.

Au niveau des exportations, l'Afrique a été la principale destination des produits burun-

dais, avec une part de 38,1% du total des exportations, en diminution par rapport à celle de l'année précédente (40,6%). Elle est suivie par l'Asie (37,1 contre 41,4%), l'Europe (23,0 contre 16,4%), l'Amérique (1,2 contre 1,3%) et l'Océanie (0,5 contre 0,4%) en 2021.

Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique (%)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Europe	19,0	21,1	16,6	16,3	16,4	23,0
dont: Suisse	5,1	5,3	5,7	4,9	2,1	9,5
Belgique	4,7	6,7	3,6	5,0	8,3	8,0
Allemagne	5,1	4,2	3,6	3,7	3,2	1,9
Royaume-Uni	2,8	2,5	2,2	1,7	1,9	2,0
Asie	49,2	50,2	55,0	44,1	41,4	37,1
dont: Emirats arabes Unis	34,9	34,0	39,2	32,2	27,6	28
Pakistan	8,2	7,3	6,2	5,6	6,2	4,9
Afrique	30,3	27,3	27,0	38,4	40,6	38,1
dont: RDC	15,7	10,5	10,5	19,6	20,6	18,6
Pays de l'EAC	6,9	9,2	8,1	10,1	10,5	8,0
Egypte	4,1	3,6	3,1	2,7	3,0	3,0
Amérique	1,4	1,3	1,3	1,1	1,3	1,2
Océanie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR, INSBU)

En Asie, le Burundi a exporté principalement vers les Emirats Arabes Unis et le Pakistan, respectivement 28,0% et 4,9% du total des exportations 27,6% et 6,2% l'année précédente. En Afrique, le pays a exporté essentiellement vers la R.D.C (18,6% contre 20,6%).

Les exportations du Burundi vers l'Europe ont été principalement à destination de la Suisse (9,5 contre 2,1% en 2021), de la Belgique (8,0 contre

8,3%), du Royaume-Uni (2,0 contre 1,9%) et de l'Allemagne (1,9 contre 3,2%).

Du côté des importations, l'Asie est restée le principal fournisseur des biens au Burundi en 2022 (58,0 contre 53,4% en 2021), suivie de l'Afrique (26,7 contre 30,1%), l'Europe (12,7 contre 14,7%), l'Amérique (2,1 contre 1,6%) et l'Océanie (0,4 contre 0,2%).

Tableau 22 : Répartition des importations par zone géographique (en % du total)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EUROPE	18,5	18,4	17,3	17,4	14,7	12,7
dont: Belgique	3,9	3,4	4,2	5,3	3,7	2,5
France	3,7	3,4	1,5	1,9	1,6	1,4
Allemagne	1,9	1,6	2,5	1,4	1,4	1,4
Royaume-Uni	0,8	1	1,8	2,1	1,6	0,6
Danemark	1,7	2	2,1	1,4	1,3	0,6
Turquie		0,8	0,8	1,1	1,1	1,7
ASIE	49,5	55,2	52,6	51,4	53,4	58,0
dont: Chine	14,1	13,0	15,1	15,6	18,5	14,1
Arabie Saoudite	8,6	17,2	15,1	11,8	12,4	14,7
Inde	13,0	7,1	7,7	9,5	8,6	8,5
Emirats arabes Unis	6,7	8,8	7,0	6,8	7,2	13,9
Japon	3,6	3,9	3,6	4,1	3,3	3,3
AFRIQUE	28,4	24,6	28,0	29,4	30,1	26,7
dont: Pays de l'EAC	20,0	16,9	17,3	19,0	22,7	21,7
Zambie	4,0	3,2	4,9	3,6	3,6	2,0
Egypte	-	-	-	2,3	1,9	1,3
Afrique du Sud	1,2	1,2	2,2	1,7	0,9	0,7
AMERIQUE	3,6	1,7	2,0	1,6	1,6	2,1
OCEANIE	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR, INSBU)

En Asie, les importations du Burundi ont été essentiellement en provenance des pays tels que la Chine (14,1%), l'Arabie saoudite (14,7%), Emirats arabes Unis (13,9%), l'Inde (8,5%) et le Japon (3,3%).

En Afrique, le Burundi a principalement importé les biens de la Zambie (2,0%), de l'Egypte (1,3%).

Les importations en provenance de l'Europe sont essentiellement venues de la Belgique (2,5%), la Turquie (1,7%), l'Allemagne (1,4%), du Royaume-Uni (0,6%), et de la France (1,4%).

II.2.1.2. Balance des services

Par rapport à l'année précédente, le solde des services est resté déficitaire et s'est détériorée en 2022, s'établissant à -518,1 contre -352,2 Mrds de BIF.

Cette détérioration est imputable à la hausse plus importante des importations de services (+124,4 Mrds de BIF) en combinaison avec la baisse des exportations de services (-41,7 Mrds de BIF).

II.2.1.2.1. Les exportations des services

En glissement annuel, les exportations des services ont baissé de 19,3%, s'établissant à 174,1 contre 215,8 Mrds de BIF, en liaison principalement avec la diminution des recettes des services fournis aux administrations publiques étrangères (-38,0%). Toutefois, les exportations des « autres services aux entreprises » ont repris de 6,1%.

Tableau 23 : Exportations des services (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	0,0	132,1	256,7	2 198,0	1 586,2	1 524,4
3. Services de transports	3 238,9	3 952,8	2 889,4	3 766,9	6 154,3	8 232,4
dont: Fret	812,4	1 035,6	1 887,4	2 841,1	5 380,6	5 700,1
Passagers	2 346,8	2 743,8	913,3	14,7	290,9	6,8
4. Services de voyages	5 197,8	6 983,3	4 474,6	1 392,9	1 139,5	5 492,3
a. professionnels	735,9	550,1	628,6	381,2	320,8	1 673,9
b. personnels	4 461,8	6 433,2	3 846,0	1 011,7	818,7	3 818,4
5. Services de construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. Services d'assurance et de pension	1 539,6	1 400,1	2 926,0	5 480,9	6 085,7	4 802,3
7. Services financiers (autres qu'assurance)	1 456,9	1 385,4	767,9	951,7	5 415,7	5 153,1
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	23,7	0,0	0,0	0,0	34,7	0,0
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	5 471,7	7 438,3	5 712,2	7 989,3	6 431,5	7 172,0
10. Autres services aux entreprises	12 660,3	22 047,2	25 934,4	37 395,5	53 830,2	57 094,4
11. Services personnels, culturels et récréatifs	0,0	38,6	26,3	68,8	29,0	885,9
12. Services fournis par les administrations publiques, n.c.a	139 607,3	143 687,8	102 199,4	105 574,9	135 082,0	83 732,6
TOTAL	169 196,2	187 065,6	145 186,7	164 818,8	215 788,8	174 089,4

Source : BRB

II.2.1.2.2. Les importations des services

Les importations des services ont augmenté de 21,9% en 2022, atteignant 692,3 Mrds de BIF en 2021. Cette hausse est principalement imputable à l'accroissement des ser-

vices de transport (+ 33,2%) et de ceux de voyage (+42,2%).

Tableau 24 : Importations des services (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	297,8	0,0	32,1	334,6	177,8	58,1
3. Services de transports	256 727,4	274 254,2	304 097,0	313 115,9	363 005,9	483 680,6
dont: Fret	216 989,5	240 086,7	268 517,5	290 616,5	343 744,6	440 589,7
Passagers	36 967,3	31 744,2	34 008,4	21 475,4	17 103,0	39 088,1
4. Services de voyage	41 481,7	40 635,1	46 759,7	22 214,8	37 374,1	53 147,8
a. professionnels	20 081,4	22 427,3	26 774,4	8 223,8	17 172,4	30 159,2
b. personnels	21 400,3	18 207,9	19 985,3	13 991,0	20 201,7	22 988,6
5. Services de construction	3 388,3	3 188,0	29 594,7	22 698,4	64 459,5	55 907,7
6. Services d'assurance et de pension	4 052,1	2 078,7	2 789,5	2 362,0	2 005,8	1 592,5
7. Services financiers (autres qu'assurance)	4 375,3	3 918,9	1 644,7	1 588,1	995,5	738,4
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	33,2	0,0	0,0	0,2	5 073,8	1 145,4
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	13 900,7	15 300,0	18 225,4	19 037,8	19 462,2	27 905,0
10. Autres services aux entreprises	36 368,5	34 074,2	51 176,1	50 358,1	45 477,9	39 753,6
11. Services personnels, culturels et récréatifs	46,1	23,6	14,5	509,7	33,8	439,3
12. Services aux administrations publiques, n.c.a	39 867,7	23 808,5	18 176,9	29 764,4	29 889,0	27 956,8
Total	400 538,8	397 281,1	472 510,8	461 984,0	567 955,4	692 325,3

Source : BRB

II.2.1.3. Les revenus primaires

Le compte des revenus primaires est constitué essentiellement par la rémunération des salariés et des revenus des investissements. Par rapport à l'année 2021, le solde des revenus primaires

s'est amélioré, s'établissant à 36,3 contre 48,3 Mrds de BIF. Le solde excédentaire des rémunérations des salariés a augmenté (18,5%) tandis que le solde déficitaire des revenus des investissements a diminué de 4,6% d'une année à l'autre.

Tableau 25 : Solde des revenus primaires (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Rémunérations des salariés	15 158,7	20 494,5	29 114,8	48 500,7	42 613,8	50 491,9
Crédit	23 054,0	27 198,3	35 835,2	54 250,1	48 299,9	56 995,8
Débit	7 895,3	6 703,9	6 720,5	5 749,4	5 686,1	6 503,9
2. Revenus des investissements	-4 966,2	-76 970,0	-82 791,3	-84 499,3	-90 950,0	-86 762,2
Crédit	3,0	33,9	62,6	0,0	0,0	66,6
Débit	4 969,3	77 004,0	82 853,9	84 499,3	90 950,0	86 828,9
3. Autres revenus primaires	-0,2	0,0	-2,5	0,0	0,0	0,0
Crédit	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	13,1	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0
Total	10 192,3	-56 475,6	-53 679,1	-35 998,6	-48 336,2	-36 270,4

Source : BRB

II.2.1.4. Les revenus secondaires

Le solde excédentaire des revenus secondaires a légèrement diminué en 2022, s'établissant à 943,8 contre 943,9 Mrds de BIF en 2021. Les soldes des transferts courants des administra-

tions publiques ont augmenté de 4,6% tandis que ceux du secteur privé ont baissé de 0,9%. Les transferts personnels affichent une régression de 2,7% du total des revenus secondaires.

Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Administrations publiques	70 390,1	57 043,8	118 877,2	127 278,4	192 038,1	200 809,0
Crédit	74 089,5	57 043,8	118 877,2	145 834,0	217 294,1	230 075,8
Débit	3 699,4	0,0	0,0	18 555,6	25 256,0	29 266,8
2. Secteur privé	339 582,1	391 411,2	543 403,9	701 300,2	794 123,9	787 149,4
Crédit	380 920,0	448 920,4	588 240,8	733 495,1	828 589,3	818 363,3
Débit	41 337,9	57 509,2	44 837,0	32 194,8	34 465,4	31 213,9
a. Transferts personnels (transferts courants entre ménages)	16 009,4	31 203,4	108 516,8	198 602,4	255 097,2	248 154,2
Crédit	35 350,5	58 965,7	134 045,6	223 901,8	283 690,3	275 455,3
Débit	19 341,1	27 762,3	25 528,8	25 299,4	28 593,1	27 301,1
b. Autres transferts courants	323 572,7	360 207,8	434 887,1	502 697,9	539 026,8	538 995,2
Crédit	345 569,5	389 954,7	454 195,3	509 593,3	544 899,1	542 908,0
Débit	21 996,7	29 746,9	19 308,2	6 895,4	5 872,3	3 912,8
Total	409 972,2	448 455,1	662 281,0	795 446,2	943 936,4	943 853,5

Source : BRB

II.2.2. Compte de capital

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 341,0 contre 265,2 Mrds de BIF l'année précédente, soit une augmentation importante de 28,6%, essentiellement tirée par les transferts de capital sous forme de dons projets au profit de l'administration publique.

Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Transferts de Capital	142 167,5	211 043,6	250 739,6	259 195,1	265 247,5	341 035,8
2.1. Administrations publiques	142 845,8	211 207,0	252 873,3	256 372,3	254 500,2	329 589,6
Crédit	144 288,2	211 336,6	253 937,0	257 023,4	254 925,4	330 208,5
Débit	1 442,3	129,5	1 063,7	651,1	425,1	618,9
2.2 Autres secteurs	-678,3	-163,4	-2 133,7	2 822,8	10 747,3	11 446,2
Crédit	839,7	551,6	199,5	3 167,8	10 956,1	11 515,5
Débit	1 518,0	715,0	2 333,2	345,1	208,9	69,3
Total	142 167,5	211 043,6	250 739,6	259 195,1	265 256,7	341 035,8

Source : BRB

II.2.3. Compte des opérations financières

Les transactions enregistrées au niveau du compte financier font ressortir une atténuation du déficit du solde des autres investissements, principale rubrique du compte financier, qui s'est établi à 630,8 contre 876,6 Mrds de BIF en 2021.

En conséquence, les avoirs de réserves ont diminué de 187,5 Mrds de BIF en 2022 alors qu'ils avaient augmenté de 355,1 Mrds de BIF l'année précédente suite aux appuis du FMI pour face à la pandémie de Covid-19.

Tableau 28 : Compte des opérations financières (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	-11 880,3	-54 522,8	-38 474,6	-41 976,0	-47 446,3
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	1 380,6	2 174,5	2 240,7	3 993,2
Accroissement net des passifs	11 880,3	55 903,4	40 649,2	44 216,7	51 439,5
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-3 941,9	-5 007,4	-6 463,7	-9 435,5	-14 258,6
Acquisition nette d'actifs financiers	1 714,0	-2 801,7	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	5 655,9	2 205,8	6 463,7	9 435,5	14 258,6
3. DERIVES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AUTRES INVESTISSEMENTS	-216 437,0	-518 218,1	-359 106,0	-878 591,9	-630 833,2
Acquisition nette d'actifs financiers	119 113,0	72 328,6	177 621,0	87 387,4	133 183,3
4.1 Autres participations	0,0	188,1	0,0	2 852,6	12 449,4
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	4 016,6	-5 387,4	85 282,2	-20 316,3	5 593,1
Banque centrale	4 750,1	3 998,4	38 298,3	-7 164,9	5 695,5
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-733,6	-9 385,8	46 983,9	-13 151,3	-102,4
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.3 Prêts	-2 413,4	225,3	1 005,0	-1 303,6	-2 958,3
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-2 413,4	-688,0	905,4	616,9	-2 052,1
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (autres sociétés financières, non financières, ménages et ISBLM)	0,0	913,3	99,6	-1 920,5	-906,2
4.4. Crédits commerciaux (accordés)	120 391,4	72 700,3	93 049,5	109 113,8	119 288,3
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM)	120 391,4	72 700,3	93 049,5	109 113,8	119 288,3
4.5. Autres comptes à recevoir	-2 881,6	4 602,4	-1 715,8	-2 959,2	-1 189,3
ACCROISSEMENT NET DES PASSIFS	335 550,0	590 546,7	536 727,0	965 979,3	764 016,5
4.1 Autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	-1 977,1	23 378,1	28 185,2	53 979,5	-12 487,2
Banque centrale	2 826,1	4 718,3	-8 610,7	25 894,1	-20 673,2
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-4 803,3	18 659,8	36 795,9	28 085,4	8 186,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.3 Prêts	1 585,7	170 104,5	67 330,6	202 343,1	126 603,5
Banque centrale	-31 562,2	45 255,5	-41 133,8	-52 437,5	-44 153,8
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	29 210,5	16 274,8	66 427,9	25 660,1	122 599,7
Administration publique	29 309,9	99 706,0	37 935,3	223 579,7	41 946,3
Autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM)	-25 372,5	8 868,2	4 101,2	5 540,8	6 211,3
4.4. Crédits commerciaux (reçus)	335 946,6	396 987,4	441 200,7	293 642,1	642 906,7
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (autres sociétés non financières, ménages et ISBLM)	335 946,6	396 987,4	441 200,7	293 642,1	642 906,7
4.5. Autres comptes à payer	-5,1	76,6	10,4	31,4	6 993,5
4.6 Droits de tirage spéciaux (endettement net)	0,0	0,0	0,0	415 983,2	0,0
5. AVOIRS DE RESERVES	-53 754,8	81 397,2	-42 003,9	355 095,8	-187 528,4
SOLDE DU COMPTE FINANCIER	-286 014,0	-496 351,1	-446 048,2	-574 907,6	-880 066,5

Source : BRB

II.3. Finances publiques

Au cours de l'année 2022, le déficit budgétaire (dons compris) s'est creusé par rapport à celui de l'année précédente (-457.193,1 contre -215.891,0 MBIF). En conséquence, rapporté

au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) a augmenté et s'est établi à 5,0 contre 2,8% en 2021, la limite maximale convenue dans les critères de convergence de la CEA est de 3,0%.

Tableau 29 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022	Prévisions 2022	Tx de réal (%)
A. RECETTES ET DONS	1 048 225,7	1 244 007,7	1 302 582,0	1 480 686,0	1 798 360,6	1 878 473,9	95,7
a) RECETTES	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	1 237 322,0	1 468 152,1	1 544 525,3	95,1
Recettes fiscales	770 877,9	890 452,3	970 491,0	1 098 871,5	1 234 128,8	1 371 398,2	90,0
Recettes non fiscales	66 011,3	99 618,4	102 776,4	138 450,5	234 023,3	159 307,4	146,9
b) DONS	211 336,6	253 936,9	229 314,7	243 363,9	330 208,5	333 948,6	98,9
Dons en capital	211 336,6	253 936,9	229 314,7	243 363,9	330 208,5	333 948,6	98,9
B. DEPENSES	1 312 439,4	1 514 529,1	1 717 311,4	1 696 577,0	2 256 581,6	2 053 084,2	109,9
a) Dépenses courantes	914 155,8	929 222,8	1 318 231,3	1 158 405,1	1 459 992,3	1 122 386,4	130,1
dont: -Dépenses sur biens et services	578 213,8	603 298,9	728 860,6	652 028,3	732 680,6	644 589,9	113,7
Salaires	408 657,4	441 630,5	532 122,9	484 297,8	542 715,4	504 045,1	107,7
Achats de biens et autres services	169 556,4	161 668,4	196 737,6	167 730,6	189 965,2	140 544,8	135,2
-Subventions et autres transferts	290 373,5	289 936,8	508 935,2	310 520,5	534 422,2	365 373,7	146,3
SOLDE COURANT HORS DONS	-77 266,7	60 848,0	-244 963,9	78 917,0	8 159,8	422 138,9	1,9
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	134 069,9	314 784,9	-15 649,3	322 280,9	338 368,3	756 087,5	44,8
b) Dépenses en capital	398 283,5	585 306,3	399 080,1	538 171,9	796 589,3	930 697,8	85,6
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-475 550,2	-524 458,4	-644 044,1	-459 254,9	-787 401,6	-508 558,9	154,8
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits constatés)	-264 213,6	-270 521,4	-414 729,4	-215 891,0	-457 193,1	-174 610,3	261,8
C. FINANCEMENT	264 213,6	270 521,4	414 729,4	215 891,0	653 915,7	174 610,3	374,5
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	29 310,0	99 706,0	37 935,3	223 579,7	42 974,2	8 092,6	531,0
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	236 502,6	232 305,1	417 891,5	-103 311,6	610 941,5	166 517,7	366,9
a. Secteur bancaire	248 385,9	250 535,1	372 001,5	-131 261,6	652 635,4	125 927,5	518,3
b. Secteur non bancaire	-11 883,3	-18 230,0	45 890,0	27 950,0	-39 040,0	40 590,2	-96,2
3. ERREURS ET OMISSIONS	-1 598,9	-61 489,6	-41 097,4	95 622,8	-198 348,6		
En pourcentage du PIB							
Recettes et dons	17,7	20,0	19,1	19,3	19,5	-	
Dépenses	22,2	24,4	25,2	22,1	24,5	-	
Solde primaire	-4,1	-3,9	-4,9	-0,3	-2,9	-	
Solde budgétaire global hors dons	-8,0	-8,4	-9,5	-6,0	-8,5	-	
Solde budgétaire global dons inclus	-4,5	-4,4	-6,1	-2,8	-5,0	-	
Pour mémoire: PIB (en milliards de BIF)	5 914,4	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9		

Source : MFBPE et BRB

II.3.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 21,5%, s'établissant à 1.798,4 Mrds de BIF, en liaison avec l'augmentation des recettes intérieures (18,7%) et les dons en capital (35,7%).

Par rapport aux prévisions budgétaires (1.878,5 Mrds de BIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 95,7%, les recettes intérieures et les dons ayant été réalisés à 95,1% et de 98,9% respectivement.

Tableau 30 : Recettes et dons (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation (2022/2021)	
						en valeur	%
I. RECETTES	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	1 237 322,0	1 468 152,1	230 830,1	18,7
1. Recettes fiscales	770 877,9	890 452,3	970 491,0	1 098 871,5	1 234 128,8	135 257,3	12,3
-Impôts sur les revenus	171 677,7	218 012,3	218 521,2	230 064,9	320 269,5	90 204,6	39,2
Sociétés	106 417,0	147 127,6	139 866,5	140 723,4	210 900,2	70 176,8	49,9
Personnes physiques	64 979,4	70 668,6	78 461,2	89 020,4	108 987,4	19 966,9	22,4
Autres impôts sur les revenus	281,3	216,1	193,4	321,0	381,9	60,9	19,0
-Impôts sur le commerce intérieur	508 706,0	570 335,5	622 408,0	724 841,5	780 343,6	55 502,1	7,7
Taxes sur les transactions	300 362,4	340 843,1	370 183,7	438 001,2	508 493,4	70 492,2	16,1
Taxes de consommation sur le tabac	4 507,1	4 576,0	4 724,7	4 139,4	4 324,8	185,5	4,5
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	98 533,2	103 359,3	110 150,1	116 953,2	121 901,3	4 948,1	4,2
Autres impôts intérieurs	105 303,4	121 557,1	137 349,5	165 747,8	145 624,1	-20 123,7	-12,1
-Impôts sur le commerce extérieur	75 904,2	90 806,4	121 784,6	130 012,6	114 940,8	-15 071,8	-11,6
Taxes à l'importation	66 621,7	82 159,9	114 162,7	123 091,3	106 707,2	-16 384,0	-13,3
Taxes à l'exportation	1 099,2	324,0	187,5	416,7	220,6	-196,1	-47,1
Autres impôts sur le commerce extérieur	8 183,3	8 322,5	7 434,4	6 504,7	8 013,0	1 508,3	23,2
Compensation COMESA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
-Autres recettes fiscales	14 589,9	11 298,1	7 777,2	13 952,5	18 574,9	4 622,4	33,1
2. Recettes non fiscales	66 011,3	99 618,4	102 776,4	138 450,5	234 023,3	95 572,8	69,0
Dividendes	16 607,1	41 922,6	43 507,4	40 530,2	68 354,1	27 823,9	68,6
Autres recettes	49 404,2	57 695,8	59 269,0	97 920,3	165 669,2	67 748,9	69,2
3. Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
II. DONNS	211 336,6	253 936,9	257 023,4	243 363,9	330 208,5	86 844,6	35,7
Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dons en capital	211 336,6	253 936,9	257 023,4	243 363,9	330 208,5	86 844,6	35,7
TOTAL	1 048 225,8	1 244 007,7	1 330 290,8	1 480 686,0	1 798 360,6	317 674,6	21,5

Source : MFBPE et BRB

II.3.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 18,7% par rapport à l'année précédente

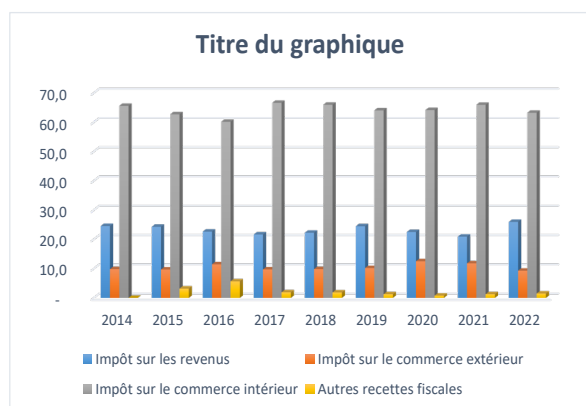
(1.468,2 contre 1.237,3 Mrds de BIF), en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales et non fiscales.

II.3.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 12,3%, atteignant 1.234,1 Mrds de BIF, grâce à la performance de la collecte fiscale par l'OBR. Le taux de réalisation s'est établi à 90,0 %.

La progression des recettes fiscales a principalement concerné l'impôt sur les revenus (39,2%) et l'impôt sur le commerce intérieur (7,7%). L'impôt sur le commerce extérieur a, par contre, baissé (-11,6%).

Graphique 5 : Composition des recettes fiscales (en % du total)



Source : BRB sur base des statistiques MFBPE

La structure des recettes fiscales montre qu'elles sont dominées par l'impôt sur le commerce intérieur (63,2%) suivi par l'impôt sur les revenus (26,0%) et par l'impôt sur le commerce extérieur (9,3%). La part des autres recettes fiscales étant moins importantes (1,5%).

II.3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 69,0%, s'établissant à 234.023,3 contre 138.450,5 MBIF. Cette hausse est liée à la progression des recettes de la sous rubrique « autres recettes » (69,2%) et les dividendes (68,6%).

II.3.1.2. Dons

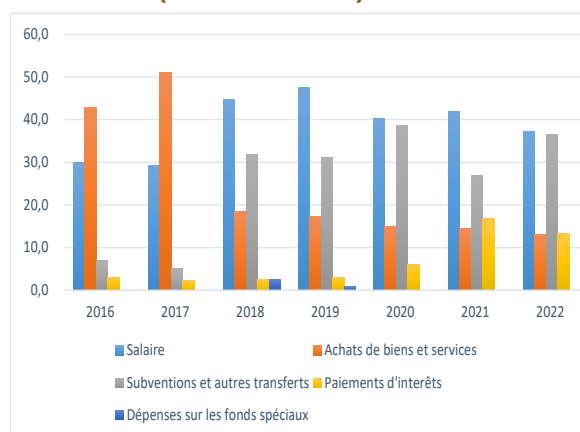
Les appuis extérieurs ont augmenté de 35,7% par rapport à l'année précédente et se sont établis à 330.208,5 MBIF. Par rapport aux prévisions de 333.948,6 MBIF, les dons ont été réalisés à hauteur de 98,9%.

II.3.2. Dépenses

Par rapport à l'année précédente, les dépenses publiques totales ont augmenté de 33,0%, passant de 1.696,6 à 2.256,6 Mrds de BIF. Cette augmentation a concerné les dépenses courantes (26,0%) et les dépenses en capital (48,0%).

Au niveau de leur structure, les dépenses courantes et les dépenses en capital représentaient respectivement 64,7% et 35,2% des dépenses totales. S'agissant des dépenses courantes, elles sont principalement constituées de salaires (37,2%), des achats de biens et autres services (13,0%), des subventions et autres transferts (36,6%) ainsi que des paiements d'intérêts (13,2%).

Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en % du total)



Source : BRB sur base des statistiques du MFBPE

Les dépenses en capital ont été financées par des ressources internes à raison de 392.623,1 MBIF et par des ressources externes sous forme de dons en capital (330.208,5 MBIF) et de tirages sur emprunts extérieurs (73.757,7 MBIF).

II.3.3. Solde global et financement

Le déficit des finances publiques (dons compris) s'est établi à 457.193,1 contre 215.891,0 MBIF en 2021 et a été financé par les ressources intérieures (610.941,5 MBIF) et extérieures (42.974,2 MBIF). Le financement intérieur net a porté sur la hausse des engagements nets

de l'Etat envers le secteur bancaire (652.635,4 MBIF) et le financement extérieur net a porté sur les tirages sur prêts directs (73.757,7 MBIF).

II.3.4. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 22,7%, passant de 4.353,3 à 5.339,4 Mrds de BIF. Cette augmentation a concerné aussi bien la dette intérieure (+30,8%) que la dette extérieure (+3,4%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 57,9 en 2022 contre 56,7% en 2021.

Tableau 31 : Structure de la dette publique (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
DETTE INTERIEURE	1 937 821,9	2 314 927,1	2 850 353,5	3 063 201,0	4 005 281,9
1. Bons et obligations du Trésor	1 106 829,2	1 497 527,9	1 816 692,6	2 046 057,7	2 185 496,9
2. Engagements envers la B.R.B.	772 108,5	746 479,4	894 667,8	901 529,1	1 731 217,0
3. Autres	58 884,2	70 919,8	138 993,1	115 614,2	88 568,0
DETTE EXTERIEURE	815 659,1	948 429,4	1 046 573,0	1 290 078,5	1 334 152,7
1. Dette directe	813 791,5	946 831,8	1 045 131,6	1 288 596,5	1 332 844,8
2. Dette indirecte	1 867,6	1 597,6	1 441,4	1 482,0	1 307,9
TOTAL	2 753 481,0	3 263 356,5	3 896 926,5	4 353 279,5	5 339 434,6
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	70,4	70,9	73,1	70,4	75,0
1. Bons et obligations du Trésor	40,2	45,9	46,6	47,0	40,9
2. Engagements envers la B.R.B.	28,0	22,9	23,0	20,7	32,4
3. Autres	2,1	2,2	3,6	2,7	1,7
DETTE EXTERIEURE	29,6	29,1	26,9	29,6	25,0
1. Dette directe	29,6	29,0	26,8	29,6	25,0
2. Dette indirecte	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	32,8	37,2	41,9	39,9	43,5
DETTE EXTERIEURE	13,8	15,3	15,4	16,8	14,5
TOTAL	46,6	52,5	57,3	56,7	57,9
PIB	5 914,4	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9

Source: BRB et MFBPE

II.3.4.1. Dette intérieure

La dette intérieure s'est accrue de 30,8%, passant de 3.063,2 à 4.005,3 Mrds de BIF. Cette augmentation est principalement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers la BRB (+92,0%), qui sont passées de 901,5 à 1.731,2 Mrds de BIF et les engagements des banques commerciales sous forme de bons

et obligations du Trésor (+9,8%), passant de 1.816,1 à 1.994,5 Mrds de BIF. Toutefois, les engagements de l'Etat envers le secteur non bancaire sous forme de bons et obligations ont baissé (-17,0%), revenant de 230.000,0 à 190.960,0 MBIF.

Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
Banques Commerciales	932 439,2	1 341 367,9	1 614 642,6	1 816 057,7	1 994 536,9
Bons	88 202,7	57 683,0	99 484,0	135 495,9	259 067,9
Obligations	844 236,5	1 283 684,9	1 515 158,6	1 680 561,8	1 735 469,0
Secteur non Bancaire	174 390,0	156 160,0	202 050,0	230 000,0	190 960,0
Bons	103 240,0	17 360,0	14 450,0	21 600,0	5 160,0
Obligations	71 150,0	138 800,0	187 600,0	208 400,0	185 800,0
Total général	1 106 829,2	1 497 527,9	1 816 692,6	2 046 057,7	2 185 496,9
Bons	191 442,7	75 043,0	113 934,0	157 095,9	264 227,9
Obligations	915 386,5	1 422 484,9	1 702 758,6	1 888 961,8	1 921 269,0
Total	1 106 829,2	1 497 527,9	1 816 692,6	2 046 057,7	2 185 496,9

Source : BRB et MFBPE

II.3.4.2. Dette extérieure

La dette extérieure s'est accrue de 3,4%, passant de 1.290,1 à 1.335,2 Mrds BIF d'une fin d'année à l'autre. Ce résultat a découlé des tirages sur emprunts extérieurs (73.729,8 MBIF) et des plus-values de réévaluation (2.127,9 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette (30.783,4 MBIF).

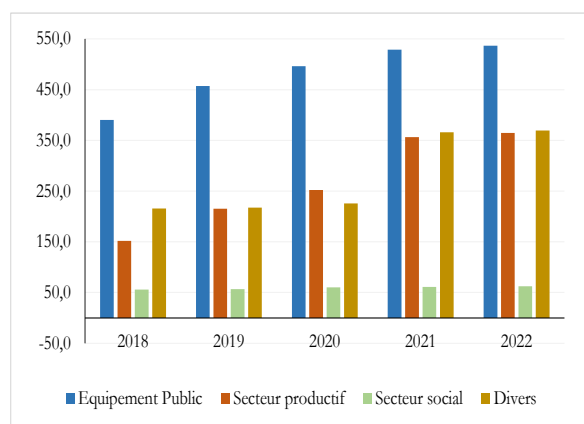
Les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant principalement, de la BEI (14.834,6 MBIF), de la BADEA (13.593,4 MBIF) et de l'OPEP (26.507,0 MBIF). Ces financements ont été essentiellement orientés vers les secteurs des routes (28,9%), de l'agriculture et élevage (68,1%) et des mines et énergie (2,9%).

Tableau 33 : Dette extérieure (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	776 284,5	813 791,5	946 831,8	1 045 131,6	1 288 596,5
b. Tirages	41 254,6	117 453,5	56 841,1	245 861,4	73 757,7
c. Réévaluation	8 005,2	32 998,4	60 153,8	19 885,1	2 080,2
d. Amortissements	11 752,8	17 411,6	18 695,1	22 281,6	30 561,6
Encours fin période	813 791,5	946 831,8	1 045 131,6	1 288 596,5	1 333 872,7
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	2 008,0	1 867,6	1 597,6	1 441,4	1 482,0
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	51,5	65,9	54,4	40,7	47,7
d. Amortissements	191,8	335,9	210,6	0,0	221,8
Encours fin période	1 867,6	1 597,6	1 441,4	1 482,0	1 307,9
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	778 292,4	815 659,1	948 429,4	1 046 573,0	1 290 078,5
b. Tirages	41 254,6	117 453,5	56 841,1	245 861,4	73 757,7
c. Réévaluation	8 056,7	33 064,3	60 208,2	19 925,8	2 127,9
d. Amortissements	11 944,6	17 747,5	18 905,8	22 281,6	30 783,4
Encours fin période	815 659,1	948 429,4	1 046 573,0	1 290 078,5	1 335 180,6
DETTE TOTALE/ PIB (en %)	13,8	15,3	15,4	16,8	14,5
PIB	5914,4	6216,9	6805,6	7676,4	9213,9

Source : BRB et MFBPE

La dette extérieure a principalement financé les équipements publics (40,3%), les secteurs productifs (27,3%), les projets divers (27,7%) et les secteurs sociaux (4,7%).

Graphique 7 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)

Source : BRB sur base des statistiques du MFBPE

II.3.4.3. Service de la dette

En 2022, le service de la dette publique a augmenté de 12,1%, se fixant à 75.538,8 contre 67.414,9 MBIF l'année précédente. Cette augmentation a essentiellement porté sur le remboursement de la dette en principal (49.189,9 contre 40.504,6 MBIF).

Le ratio du service de la dette par rapport aux recettes intérieures a diminué, se fixant à 4,2 contre 4,6% l'année précédente. Le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est accru, passant de 5,5 à 5,9% d'une année à l'autre.

Tableau 34 : Service de la dette (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
Service de la dette publique supporté par le budget	66 464,0	71 865,5	69 089,3	67 414,9	75 538,8
. Dette intérieure	49 416,2	44 502,4	41 761,8	34 764,2	35 721,0
Principal	31 229,2	26 985,5	25 656,0	18 222,9	18 415,4
Intérêts	18 187,0	17 516,9	16 105,8	16 541,3	17 305,5
. Dette extérieure	17 047,9	27 363,1	27 327,5	32 650,7	39 817,9
Principal	11 944,6	17 747,5	18 905,8	22 281,6	30 783,4
Intérêts	5 103,3	9 615,6	8 421,7	10 369,0	9 034,4
Recettes d'exportations de biens et services non facteurs	535 898,3	552 106,0	519 761,9	538 222,6	671 794,9
	En pourcentage				
Service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget	5,1	4,7	4,0	4,0	3,3
. Dette intérieure	3,8	2,9	2,4	2,0	1,6
. Dette extérieure	1,3	1,8	1,6	1,9	1,8
Service de la dette publique par rapport aux ressources du budget	6,3	5,8	5,3	4,6	4,2
. Dette intérieure	4,7	3,6	3,2	2,3	2,0
. Dette extérieure	1,6	2,2	2,1	2,2	2,2
Service de la dette extérieure/recettes d'export. de biens et services non facteurs	3,2	5,0	5,3	5,5	5,9

Service : BRB

II.4. Secteur monétaire et financier

II.4.1. Situation monétaire

Les ressources et les emplois des institutions de dépôt se sont accrus à un rythme accéléré que celui de l'année précédente (35,1 contre 22,3%), s'établissant à 5.383,0 contre 3.985,3 Mrds de BIF. Cette accélération a porté à la fois sur la

masse monétaire M3 (37,2 contre 20,3%) et les autres ressources (25,2 contre 32,7%) d'une part, et sur les créances nettes sur l'Etat (31,2 contre -4,7%) et les créances sur l'économie (43,6 contre 65,4%), d'autre part.

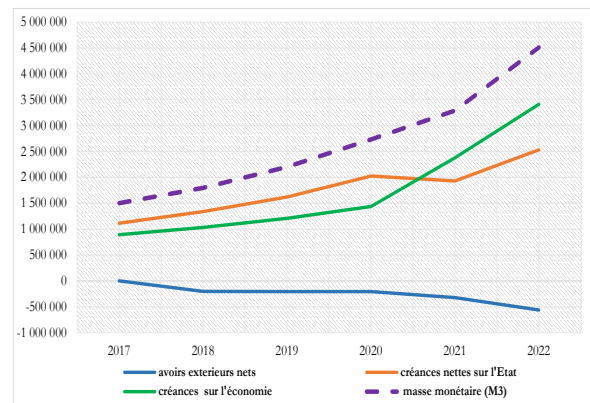
Tableau 35: Situation monétaire² à fin d'année (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
a) Avoirs extérieurs bruts	289 845,9	381 432,6	446 649,7	778 510,2	616 194,3
b) Engagements extérieurs	493 046,9	587 772,9	651 665,8	1 100 900,7	1 178 120,6
c) Créances nettes sur l'Etat	1 337 534,0	1 618 917,6	2 025 750,7	1 930 723,8	2 532 697,6
Crédit à l'Etat	1 763 431,9	2 158 766,3	2 647 828,5	2 833 201,0	3 814 321,9
Dépôts du secteur gouvernemental	425 897,9	539 848,7	622 077,8	902 477,2	1 281 624,3
d) Créances sur l'économie	1 031 951,6	1 208 667,7	1 437 282,0	2 376 988,8	3 412 227,1
Crédit	1 009 475,3	1 173 629,2	1 397 633,7	2 334 152,7	3 378 530,5
Autres créances	22 476,3	35 038,5	39 648,3	42 836,1	33 696,6
Ressources (I+II) = Emplois (a-b+c+d)	2 166 284,6	2 621 245,0	3 258 016,6	3 985 322,1	5 382 998,4
I. Masse monétaire (M3)	1 797 468,9	2 202 818,6	2 733 847,0	3 289 945,4	4 512 504,7
Masse monétaire (M2)	1 625 958,7	2 014 729,8	2 526 518,5	3 035 234,7	4 212 292,6
.Monnaie (M1)	1 210 240,6	1 430 096,8	1 803 120,5	2 047 999,1	2 976 655,1
-Circulation fiduciaire hors banques	295 598,6	359 960,0	433 279,2	478 831,7	565 046,5
-Dépôts à vue	914 642,0	1 070 136,8	1 369 841,3	1 572 670,1	2 411 608,6
.Quasi monnaie	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 235,6	1 235 637,5
Dépôts en devises des résidents	171 510,2	188 088,8	207 328,5	254 710,7	300 212,1
II. Autres ressources	368 815,7	418 426,4	524 169,6	695 376,7	870 493,7

Source: BRB

La contribution des avoirs intérieurs nets à la croissance de la masse monétaire a été de 40,1 points de pourcentage, dont 18,4 3 points des créances nets sur l'Etat et 31,5 points des créances sur l'économie avec une incidence négative des autres postes nets de 5,3 points de pourcentages.

En revanche, la diminution des avoirs extérieurs nets a exercé une incidence restrictive sur la croissance de M3 à hauteur de 7,3 points de pourcentage.

Graphique 8 : Masse monétaire et ses contreparties (en Mrds de BIF)


Source : BRB

Tableau 36 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)

	2018	2019	2020	2021	2022
Masse monétaire M3	19,9	22,6	24,1	20,3	37,2
1. Avoirs extérieurs nets	-3,2	-0,2	0,1	-4,3	-7,3
2. Avoirs intérieurs nets	23,1	22,8	24,0	24,6	40,1
- Crédit intérieurs nets	24,3	25,5	28,8	30,9	49,8
Créances nettes sur l'Etat	15,0	15,7	18,4	-3,5	18,3
Créances sur l'économie	9,3	9,8	10,4	34,4	31,5
- Autres postes nets	-1,2	-2,7	-4,8	-6,3	-5,3

Source: BRB

² Situation consolidée de la BRB et des autres institutions de dépôts

II.4.1.1. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 37,2% à fin décembre 2022 contre 20,3% à la fin de l'exercice précédent, passant de 3.289,9 à 4.512,5 Mrds de BIF. Cette progression du rythme de croissance a concerné l'agrégat monétaire M2 (38,8 contre 20,1%), tandis que les dépôts en devises des résidents ont décéléré leur rythme de croissance (17,9 contre 22,9%).

S'agissant de M2 et ses composantes, sa progression a concerné les dépôts à vue (53,3 contre 14,8%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (18,0 contre 10,5%), alors que les dépôts à terme et d'épargne ont décéléré leur rythme de croissance (25,2 contre 36,5%).

La part des disponibilités monétaires dans l'agrégat M3 a augmenté par rapport à l'année précédente, s'établissant à 66,0 contre 62,3%, tandis que celles des dépôts à terme et d'épargne et des avoirs en devises des résidents ont baissé, passant de 30,0 à 27,4 et de 7,7 à 6,7%, respectivement.

a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 45,3 contre 13,6% l'exercice précédent, passant de 2.047,9 à 2.976,6 Mrds de BIF. Cet accroissement a porté, à la fois, sur les dépôts à vue en BIF (53,3 contre 14,8%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt (18,0 contre 10,5%).

La part des dépôts à vue dans M1 a augmenté (81,0 contre 76,8%) tandis que celle de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt a diminué (19,0 contre 23,3%).

L'augmentation du taux de croissance des dépôts à vue (en BIF) a principalement porté sur les avoirs des ménages (35,1 contre 15,3 %), des autres sociétés non financières (61,4 contre 9,5%), les dépôts des sociétés non financières publiques (123,0 contre 88,0%), des administrations locales (821,4 contre 392,0%), des établissements financiers (247,3 contre -44,4%) et de ceux classés dans « autres comptes » (36,2 contre 17,4%).

Tableau 37 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022	
					en % du total	en % du total
Ménages	364 470,8	442 464,9	629 948,3	726 311,6	46,3	40,7
Autres sociétés non financières	435 018,3	508 679,3	597 243,0	653 924,0	41,7	43,8
Sociétés non financières publiques	31 328,4	23 681,2	28 337,7	53 288,8	3,4	4,9
Administrations locales	3 560,4	1 919,3	1 624,6	7 992,5	0,5	3,1
Etablissements financiers	7 176,6	10 257,9	7 490,8	4 166,9	0,3	0,6
Autres comptes	73 087,6	83 134,2	105 196,9	123 483,6	7,9	7,0
TOTAL	914 642,1	1 070 136,8	1 369 841,3	1 569 167,4	100,0	100,0

Source: BRB

Dans le total des dépôts à vue, la part des dépôts des ménages (40,7 contre 46,2%) de même que celle des dépôts classés dans les

autres comptes (7,0 contre 8,1%) a diminué. En revanche, la part des dépôts des autres sociétés non financières (43,8 contre 41,6%), des administrations locales (3,1 contre 0,5%),

des établissements financiers (0,6 contre 0,3%) et celle des sociétés non financières publiques (4,9 contre 3,4%) a augmenté.

b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont décéléré (25,2 contre 36,5%) en 2022, s'établissant à 1.235,6 contre 987,2 Mrds de BIF en 2021. Cette diminution du taux de croissance des

dépôts à terme et d'épargne a concerné les dépôts des ménages (15,6 contre 39,6%), ceux des sociétés non financières publiques (-39,7 contre -19,3%) et ceux classés dans les autres comptes (12,2 contre 26,7%). Toutefois, la croissance des dépôts des autres sociétés non financières s'est accélérée (38,3 contre 37,4%).

Tableau 38 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022		
					en % du total	en % du total	
Ménages	205 643,7	270 265,8	304 515,8	425 242,9	43,1	491 433,3	39,8
Autres sociétés non financières	126 812,6	222 431,4	326 371,1	448 324,3	45,4	619 820,0	50,2
Sociétés non financières publiques	16 996,3	13 628,7	7 813,2	6 305,4	0,6	3 803,2	0,3
Administrations locales	172,5	207,3	118,3	158,6	0,0	278,2	0,0
Etablissements financiers	4 437,6	4 674,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes	61 655,4	73 425,2	84 579,6	107 204,4	10,9	120 302,8	9,7
Total	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 235,6	100,0	1 235 637,5	100,0

Source : BRB

La part des dépôts à terme et d'épargne des autres sociétés non financières a augmenté (50,2% contre 45,4%) au détriment de celle des dépôts à terme et d'épargne des ménages (39,8 contre 43,1%) et des dépôts classés dans les autres comptes (9,7 contre 10,9%). Les parts des autres catégories demeurent marginales.

c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts en monnaies étrangères (300.212,1 contre 254.710,7 MBIF) ont augmenté en 2022, de 17,9% contre 22,9% l'année précédente.

Ce ralentissement de croissance est en liaison avec le faible accroissement des avoirs des ménages (6,4 contre 33,2%) et la forte décroissance des dépôts des sociétés non financières publiques (-61,0 contre -14,2%). Néanmoins, la croissance des dépôts en devises des autres sociétés non financières (34,5 contre 22,0%) et ceux classés dans les autres comptes (35,3 contre -3,3%) s'est accélérée.

Tableau 39 : Dépôts en devises par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022	
					en % du total	en % du total
Ménages	83 000,8	95 529,0	110 098,1	146 696,1	57,6	52,0
Autres sociétés non financières	51 930,9	45 705,3	56 022,7	68 347,8	26,8	30,6
Sociétés non financières publiques	3 378,1	972,7	1 710,3	1 468,0	0,6	0,2
Administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0
Etablissements financiers	1,4	1,4	2,4	0,0	0,0	0,0
Autres comptes	33 199,0	45 880,4	39 495,0	38 198,1	15,0	17,2
Total	171 510,2	188 088,8	207 328,5	254 710,7	100,0	100,0

Source : BRB

La prépondérance de la part des ménages dans le total des dépôts en devises des résidents a baissé (52,0 contre 57,6%), tandis que la part des dépôts des autres sociétés non financières (30,6 contre 26,8%) et ceux classés dans les autres comptes (17,2 contre 15,0%) a augmenté.

II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire ont progressé en 2022 en rapport avec l'accroissement des avoirs intérieurs alors que les avoirs extérieurs nets ont baissé.

II.4.1.2.1. Avoirs et engagements extérieurs

En glissement annuel, les avoirs extérieurs bruts du secteur bancaire ont diminué de 20,8% à fin décembre 2022, revenant de 778.510,2 à 616.194,3 MBIF, en liaison avec la diminution des réserves officielles, qui sont passées de 266,6 millions de dollars en 2021 à 176,2 millions de dollars en 2022. En termes de mois d'importations de biens et services, ces réserves couvraient 1,8 mois à fin décembre 2022, contre 3,2 mois l'année précédente.

Tableau 40 : Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)

	2018	2019	2020	2021	2022
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	289 845,9	381 432,6	446 649,7	778 510,2	616 194,3
- dont réserves officielles (en MUSD)	70,3	113,5	94,3	266,6	176,2
Engagements extérieurs (en MBIF)	493 046,9	587 772,9	651 665,8	1 100 900,7	1 178 120,6
Taux de change (fin de période)	1 808,3	1 881,6	1 946,4	2 006,1	2 063,5

Source : BRB

Les engagements extérieurs ont augmenté de 7,0%, s'établissant à 1.178,1 contre 1.100,9 Mrds de BIF. Cette augmentation a principalement porté sur les engagements des banques commerciales (+131.481,1 contre +58.638,4 MBIF une année avant).

II.4.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (5.944,9 contre 4.307,7 Mrds de BIF) s'est accru à un rythme plus accéléré qu'en 2021 (38,0 contre 24,4%), en liaison avec la progression des créances nettes sur l'Etat (31,2 contre -4,7%) couplée à celle des créances sur l'économie (43,6 contre 65,4%).

a. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a augmenté de 31,3% contre une diminution de 4,7% en 2021, s'établissant à 2.535,3 contre 1.930,7 Mrds de BIF. Cette augmentation a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès de la Banque Centrale qui a augmenté de 353,0% (ou +537.373,3 MBIF), se situant à 689.619,0 MBIF à fin décembre 2022, alors qu'il avait diminué de 62,9% (ou -258.315,1 MBIF) une année auparavant. Cette augmentation est due aux conventions de subvention des engrais chimiques et le rééchelonnement des avances de l'Etat au 30 juin 2022. En revanche, le rythme de progression de l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales a décéléré par rapport à 2021 (+3,5 contre 10,4%) s'établissant à 1.825,5 Mrds à fin décembre 2022.

b. Créances sur l'économie

En glissement annuel, les créances sur l'économie ont augmenté de 41,3% à fin décembre 2022, contre la croissance de 65,4% une année auparavant, passant de 2.376,9 à 3.359,16 Mrds de BIF. Ce ralentissement du rythme de croissance a porté sur les crédits à l'économie (42,4 contre 67,0%) et les autres créances sur l'économie qui ont baissé de 16,7% alors qu'elles avaient augmenté de 8,0% en 2021.

II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire

D'une fin d'année à l'autre, le total des facteurs autonomes a sensiblement augmenté en 2022 (+199.393,1 MBIF) alors qu'il avait baissé en 2021 (-267.875,7 MBIF). Cette variation à la hausse est attribuable à l'augmentation des créances nettes sur l'Etat (+537.373,3 MBIF) qui a largement dépassé l'effet restrictif des créances nettes sur l'étranger (-110.698,8 MBIF), des billets et pièces en circulation (-106.884,1 MBIF) et des divers nets (-120.397,3 MBIF).

Les avoirs des banques commerciales à la Banque Centrale ont augmenté de 225.151,3 MBIF contre la baisse de 61.691,0 MBIF en 2021 et par conséquent leur refinancement auprès de la Banque Centrale a faiblement varié comparativement à l'année précédente (+25.758,2 contre +206.184,7 MBIF).

Tableau 41 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
- Billets et pièces en circulation	-42 061,3	-64 607,3	-88 888,6	-63 860,3	-106 884,1
- Créances nettes sur l'Étranger	-20 515,4	35 605,1	8 812,7	-20 770,1	-110 698,8
- Créances nettes sur l'État	-88 610,8	-115 021,6	113 205,6	-285 787,9	537 373,3
- Divers	9 579,2	12 370,1	98 139,8	102 542,6	-120 397,3
Total facteurs autonomes	-141 608,3	-131 653,7	131 269,2	-267 875,7	199 393,1
-Refinancement	88 190,0	174 199,9	-123 478,7	206 184,7	25 758,2
dont : Secteur bancaire	88 190,0	174 199,9	-123 478,7	206 184,7	25 758,2
Etablissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Réserves	-53 418,3	42 546,2	7 790,5	-61 691,0	225 151,3
dont : Secteur bancaire	-54 787,5	41 745,0	8 125,3	-59 414,9	214 955,7
Etablissements financiers	1 369,2	801,2	-334,8	-2 276,1	10 195,6

Source : BRB

II.4.3. Liquidité de l'économie

En 2022, la liquidité de l'économie a accéléré son rythme de croissance par rapport à l'année précédente (30,2 contre 15,2%), s'établissant à 4.596,9 contre 3.529,6 Mrds de BIF. Cette pro-

gression a concerné la liquidité active (37,7 contre 14,4%), la liquidité passive ayant légèrement décéléré son rythme de croissance (16,6 contre 16,7%).

Tableau 42 : Composantes de la liquidité de l'économie

	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021 (en %)
Fin de la période						
I. Liquidité active	1 353 009,9	1 597 541,7	1 997 078,6	2 285 515,0	3 146 604,7	37,7
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	295 642,2	359 838,8	433 211,8	478 733,2	558 968,7	16,8
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	914 642,0	1 070 136,8	1 369 841,3	1 569 167,4	2 316 482,3	47,6
Dépôts à vue en devises des résidents	142 725,7	167 566,1	194 025,5	237 614,4	271 153,7	14,1
II. Liquidité passive	679 038,7	848 874,8	1 065 909,9	1 244 121,6	1 450 309,9	16,6
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 235,6	1 194 567,7	21,0
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	169 250,0	144 660,0	187 750,0	227 500,0	188 460,0	-17,2
Placements auprès des autres sociétés financières	70 511,2	99 059,0	141 458,9	12 289,7	38 223,8	211,0
Dépôts à terme en devises des résidents	28 784,5	20 522,8	13 303,0	17 096,3	29 058,4	70,0
Total (I+II)	2 032 048,6	2 446 416,5	3 062 988,5	3 529 636,6	4 596 914,6	30,2
Moyenne annuelle						
I. Liquidité active	1 232 323,4	1 515 931,8	1 746 169,4	2 211 011,3	2 765 109,6	25,1
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	263 827,0	308 598,1	372 102,9	437 028,6	496 404,6	13,6
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	819 863,6	1 048 722,6	1 186 953,1	1 559 830,0	2 006 026,7	28,6
Dépôts à vue en devises des résidents	148 632,8	158 611,1	187 113,4	214 152,6	262 678,3	22,7
II. Liquidité passive	653 431,9	746 719,4	982 274,2	1 182 089,0	1 314 933,7	11,2
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	387 066,7	464 951,6	659 865,2	851 674,4	1 066 389,3	25,2
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	181 916,6	173 860,0	184 643,3	203 931,7	203 786,7	-0,1
Placements auprès des autres sociétés financières	64 061,9	85 552,8	121 760,7	109 420,1	23 192,4	-78,8
Dépôts à terme en devises des résidents	20 386,7	22 355,0	16 005,0	17 062,8	21 565,3	26,4
Total (I+II)	1 885 755,3	2 262 651,2	2 728 443,6	3 393 100,2	4 080 043,3	20,2

Source : BRB

L'accélération du taux de croissance de la liquidité active a concerné les dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôts (47,6 contre 14,6%) et la circulation fiduciaire hors secteur financier (16,8 contre 10,5%) tandis que le rythme de croissance des dépôts à vue en devises des résidents a ralenti (14,1 contre 22,5%).

La diminution du taux de croissance de la liquidité passive, quant à elle, a résulté du ralentissement du rythme de progression des dépôts à terme et d'épargne auprès des institutions de dépôts (21,0 contre 36,5%) et la diminution des titres du Trésor détenus par le secteur non financier (-17,2 contre 21,2%). En revanche, la croissance des placements auprès des autres sociétés financières a repris (211,0

contre -91,3%) et le rythme de croissance des dépôts à terme en devises des résidents s'est accéléré (70,0 contre 28,5%).

En moyenne annuelle, le taux de croissance de la liquidité de l'économie a baissé (20,2 contre 24,4%), en liaison avec le ralentissement du rythme de croissance de la liquidité active (25,1 contre 26,6%) et de la liquidité passive (11,2 contre 20,3%).

Le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB n'a pas changé, (44,3 contre 44,2%) tandis que le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base de la DIB a baissé (35,4 contre 37,9%). De fait, la croissance de la production intérieure a été moins élevée (20,0 contre 12,8%) que celle de la dépense intérieure brute (28,9 contre 11,1%).

Tableau 43 : Taux de liquidité de l'économie

	2018 (p)	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	1 885 755,3	2 262 651,2	2 728 443,6	3 393 100,2	4 080 043,3
PIB au prix du marché (en MBIF)	5 914 419,0	6 216 903,0	6 805 587,3	7 676 400,0	9 213 892,1
Rapport liquidités/PIB (en %)	31,9	36,4	40,1	44,2	44,3
Dépense intérieure brute (1)	7 019 300,0	7 539 400,0	8 045 700,0	8 941 400,0	11 523 184,1
Rapport liquidités/DIB (en %)	26,9	30,0	33,9	37,9	35,4

(1) DIB= PIB + importations de biens et services - exportations de biens et services

p: provisoire

Source: BRB

II.4.4. Activité du secteur bancaire

L'activité du secteur bancaire s'est accrue de 31,0% à fin 2022. L'actif agrégé du secteur s'est établi à 6.462,4 à fin décembre 2022 contre 4.933,6 Mrds de BIF à fin décembre 2021.

Tableau 44 : Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire en MBIF

	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Dépôts de la clientèle	1 510 329,6	1 850 092,3	2 351 382,9	2 817 693,1	3 874 739,0	37,5
Refinancement auprès B.R.B.	249 569,1	427 469,4	299 090,5	530 833,2	557 316,7	5,0
Ressources Marché Interbancaire	164 241,1	199 768,6	273 457,5	428 857,4	571 108,5	33,2
Autres	656 527,6	784 797,8	970 320,3	1 156 261,8	1 459 223,3	26,2
Ressources = Emplois	2 580 667,4	3 262 128,1	3 894 251,2	4 933 645,5	6 462 387,5	31,0
Caisse	59 188,5	61 950,0	87 473,4	88 833,1	114 966,0	29,4
B.R.B.	165 395,0	216 492,3	222 808,9	176 351,2	439 252,2	149,1
Banques & Etablissements Financiers	73 981,7	83 580,5	88 671,7	136 371,8	114 280,8	-16,2
Titres du Trésor	939 208,8	1 356 976,3	1 631 786,6	1 818 696,8	1 996 178,4	9,8
Crédit à l'économie	937 823,1	1 071 414,2	1 310 911,8	1 987 312,5	2 846 119,3	43,2
Autres	405 070,3	471 714,8	552 599,0	726 080,1	951 590,8	31,1

Source: BRB

II.4.4.1. Ressources du secteur bancaire

Les dépôts de la clientèle ont cru de 37,5% en glissement annuel à fin 2022, atteignant 3.874,8 contre 2.817,7 Mrds de BIF à fin 2021. Les opérations de refinancements auprès de la Banque Centrale en faveur des établissements de crédit ont connu une hausse de 5,0% pour s'établir à 557,3 contre 530,8 Mrds de BIF à fin décembre 2021. Au contraire, la proportion des dépôts de la clientèle dans les ressources du secteur a haussé de 2,9 points de pourcentage, se fixant à 60,0 contre 57,1%. La proportion des refinancements a diminué de 2,2 points de pourcentage, s'établissant à 8,6 contre 10,8% à fin décembre 2021.

II.4.4.2. Emplois du secteur bancaire

Les principaux emplois du secteur bancaire sont constitués du crédit à l'économie et des investissements en titres du trésor. Le crédit à l'économie a enregistré un accroissement de 43,2%, atteignant 2.846,1 contre 1.987,3 Mrds

de BIF à fin décembre 2021. De même, la part du crédit à l'économie dans les emplois du secteur a augmenté de 3,8 points de pourcentage, passant de 40,2 à 44,0% à fin décembre 2022. Au contraire, la part des titres du Trésor dans l'actif a baissé de 6,0 points de pourcentage, s'établissant à 30,9 contre 36,9%.

II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

Le ratio de solvabilité globale a diminué, mais reste au-delà de la norme réglementaire de 14,5%. La qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est améliorée, le taux de détérioration du portefeuille s'est établi 2,7% à fin décembre 2022. Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 22,6% tandis que le résultat net a baissé de 7,1%. Les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont respectivement baissé pour s'établir à 2,4 et 20,4% à fin décembre 2022 contre 3,4 et 28,0% à fin décembre 2021.

³ Encours des crédits accordés par le secteur bancaire et les microfinances

Tableau 45 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

	2018	2019	2020	2021	2022
I. Evolution de la structure des Actifs					
Actifs liquides/ Total actifs (en %)	47,9	52,7	52,1	45,0	41,2
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	36	32,8	33,7	40,3	44,2
II. Evolution de la structure des ressources					
Dépôts de la clientèle (en %)	58,5	56,7	60,4	57,1	60,0
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	9,7	25,7	7,5	10,8	8,6
Banques & Etablissements Financiers (en %)	6,4	13,1	7,0	8,7	8,8
Indicateurs de santé financière					
III. Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	273 109,3	336 045,6	428 703,1	555 740,7	694 603,0
Fonds propres globaux (en MBIF)	298 561,0	364 576,9	460 427,1	954 492,9	760 979,7
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,6	20,3	20,8	21,5	18,7
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,7	22,0	22,4	23,0	20,4
Ratio de levier (norme 5%)	11,1	10,3	11,0	11,3	10,7
IV. Qualité et concentration des crédits					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	36,4	32,8	33,7	40,2	44,2
Taux des prêts non performants	9	5,7	5,3	3,4	2,7
Taux d'impayés	13,5	11,4	10,7	9,1	7,3
V. Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	211,7	232,0	213,5	192,8	169,2
Coefficient de liquidité en devises	142,3	137,4	172,4	135,5	161,5
Total crédits/total dépôts	62,2	57,9	55,8	70,8	73,6
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	176,6	102,1	106,7	101,0	86,3
V. Rentabilité et performance					
Résultat net de l'exercice (en MBIF)	61 551,3	118 686,4	141 069,1	166 615,3	154 730,0
Produit Net Bancaire (en MBIF)	211 722,2	256 477,4	293 545,9	331 106,3	405 957,6
Rentabilité des Fonds propres (en %)	22,5	32,6	30,6	28,0	20,3
Rentabilité des Actifs (en %)	2,4	3,6	3,6	3,4	2,4

Source: BRB

II.4.5.1. Adéquation des fonds propres du secteur bancaire

Le niveau des fonds propres du secteur bancaire s'est amélioré en 2022 par rapport à l'année précédente. En effet, les fonds propres de base du secteur se sont accrus de 25,0% à fin 2022, atteignant 694,6 contre 555,7 Mrds de BIF à fin 2021. Par conséquent, le ratio de solvabilité globale s'est établi à 20,4 contre 23,0% et le ratio de solvabilité de base est passé de 21,5 à 18,7% soit un recul de 2,8 points de pourcentage. De même, le ratio de levier s'est établi à 10,7 contre 11,3%, pour une norme réglementaire de 5,0%.

II.4.5.2. Qualité du portefeuille crédits et rentabilité du secteur bancaire

La qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est améliorée à fin décembre 2022. Le taux de détérioration du portefeuille s'est établi à 2,7% à fin décembre 2022 contre 3,4% à fin décembre 2021. Par conséquent, le taux de provisionnement des créances non performantes est à 46,6% à fin décembre 2022 alors qu'il était 54,2% à fin décembre 2021.

La rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée à fin décembre 2022 par rapport à l'année précédente.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 22,6%, se fixant à 405.957,6 contre 331.106,3 MBIF à fin décembre 2021. Par contre, le Résultat Net a baissé de 7,1%, atteignant 154.740,0 contre 166.615,3 MBIF à fin décembre 2021. De même, les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont baissé pour s'établir respectivement à 2,4 contre 3,4% et 20,4% contre 28,0% à fin décembre 2021.

II.4.6. . Activité et solidité du secteur de la microfinance

Le bilan agrégé du secteur de la microfinance a augmenté de 25,2% à fin décembre 2022, s'établissant à 948.605,1 contre 757.788,1 MBIF l'année précédente. Cet accroissement a principalement porté sur les dépôts (+20,2%) qui se sont établis à 513.267,4 contre 427.074,4 MBIF. Toutefois, la part de ces derniers dans le total des ressources a reculé, passant de 56,4 à 54,1% en 2022. L'augmentation des emplois a porté essentiellement sur les crédits qui ont progressé de 33,9%, passant de 463.357,7 à 620.312,8 MBIF.

II.4.6.1. Qualité du portefeuille crédits

La qualité du portefeuille crédits du secteur de la microfinance s'est dégradée par rapport à celle de l'année précédente. Le taux de détérioration du portefeuille à risque (PAR à 30 jours) s'est établi à 6,6 contre 6,3%, alors que la norme est fixée à 5,0%. Les prêts non performants se sont accrus, passant de 29.874,0 à 42.259,4 MBIF à fin décembre 2022.

II.4.6.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur de la Microfinance se sont améliorés de 17,5% en 2022, se fixant à 204.889,6 contre 174.350,4 MBIF. En outre, le secteur de la microfinance est demeuré rentable: le résultat net de l'exercice s'est accru de 38,4%, s'établissant à 16.745,1 contre 12.095,4 MBIF. La rentabilité des actifs et des fonds propres s'est également améliorée en 2022, se fixant à 1,8 et 8,2% contre 1,6 et 6,9% en 2021, respectivement.

II.4.7. Crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie s'est accru l'année précédente, passant de 2.420,5 à 3.425,0 Mrds de BIF. Comparativement à l'année 2021, toutes les catégories de crédits ont fortement augmenté, en liaison avec le refinancement des secteurs porteurs de croissance.

De même, l'encours des engagements par signature a augmenté de 52,1% à fin 2022, passant de 149,0 à 226,7 Mrds de BIF. Cette augmentation a porté sur les crédits à change non couverts (+54.855,9 contre -2.794,1 MBIF) et les avals et cautions (+22.820,2 contre +30.545,0MBIF).

Tableau 46 : Encours des crédits à l'économie (en MBIF)

	2019		2020		2021		2022 (P)	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen
I. Encours de crédits	1 324 641,4	1 236 283,3	1 604 203,4	1 475 042,0	2 420 572,2	2 005 214,4	3 424 976,9	2 965 136,5
a) Crédits à court terme	824 112,9	761 181,1	973 337,3	912 333,2	1 366 736,7	1 157 873,8	1 828 947,6	1 657 415,9
-Importation après expédition	5 439,7	5 602,5	5 028,3	4 743,8	11 553,1	6 216,9	30 906,1	27 618,4
-Trésorerie et créances commerciales	810 020,8	745 101,0	966 389,0	904 913,9	1 312 575,6	1 130 110,0	1 736 448,7	1 581 572,9
-Exportation	8 652,4	10 477,6	1 920,0	2 675,5	42 608,0	21 546,9	61 592,8	48 224,6
b) Crédits à moyen terme	284 537,1	277 059,4	330 123,6	307 473,9	446 638,6	397 406,0	565 358,9	542 540,2
-Habitat	22 927,4	23 867,1	35 656,1	25 474,7	33 752,0	30 190,0	52 505,1	43 249,8
-Equipement	261 609,7	253 192,3	294 467,5	281 999,2	412 886,6	367 216,1	512 853,8	499 290,4
c) Crédits à long terme	215 991,4	198 042,8	300 742,5	255 234,9	607 196,9	449 934,6	1 030 670,4	765 180,4
-Habitat	140 100,4	128 305,5	184 590,1	159 181,5	282 066,5	224 968,6	318 011,2	300 899,0
-Equipement	75 891,0	69 737,3	116 152,4	96 053,4	325 130,4	224 966,0	712 659,2	464 281,4
II. Engagements par signature	107 121,0	98 624,4	121 283,9	110 218,4	149 034,8	158 999,4	226 710,9	196 340,7
a) Crédits à change non couvert	30 266,9	31 005,9	26 913,0	30 401,3	24 118,9	32 908,9	78 974,8	76 448,6
b) Avals et cautions	76 854,1	67 618,5	94 370,9	79 817,1	124 915,9	126 090,5	147 736,1	119 892,0
Total des risques	1 431 762,4	1 334 907,7	1 725 487,3	1 585 260,4	2 569 607,0	2 164 213,8	3 651 687,8	3 161 477,2

P=provisoire

Source: BRB

II.4.7.1. Crédits à court terme

En glissement annuel, les crédits à court terme ont augmenté de 33,8 contre 50,9% à fin 2021, s'établissant à 1.828,9 contre 1366,7 Mrds de BIF. Toutes les catégories de crédits ont fortement augmenté en 2022 qu'en 2021.

II.4.7.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont augmenté presque d'un même montant en 2022 qu'en 2021 (+118.720,3 contre +116.515,0 MBIF en 2021), en liaison avec l'augmentation des financements à l'équipement (+99.967,2 contre +118.419,1) et à l'habitat (+18.753,1 contre -1.904,1 MBIF).

II.4.7.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme ont fortement augmenté de 69,7% à fin décembre 2022 con-

tre l'augmentation de 101,9% une année auparavant, passant de 607,1 à 1.030,6 Mrds de BIF. Cet accroissement a concerné les crédits à l'équipement (+119,2%) et à l'habitat (12,7%).

II.4.7.4 Crédits par branche d'activité

Les crédits alloués à toutes les branches d'activité ont décéléré leur rythme de croissance à l'exception des crédits pour la campagne café qui ont augmenté alors qu'ils avaient baissé pour l'année 2021 (+96.404,3 contre -2.325,0 MBIF). Les crédits dédiés au commerce (51,1 contre 58,6%), à l'habitat et autres constructions (27,0 contre 64,3 %), à l'industrie (51,7 contre 62,9%), à l'agriculture (82,2 contre 516,0%) et les crédits divers (18,6 contre 19,6%) ont décéléré leur progression. En revanche, Les crédits alloués à l'hôtellerie et tourisme se sont fortement accrus (44,2 contre 10,9%) alors que ceux alloués à l'artisanat ont décru (-27,0%) après la hausse enregistrée à l'exercice 2021 (440%).

Tableau 47: Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022	
					part en %	part en %
Commerce	251 994,5	349 737,9	387 530,8	614 527,9	30,8	928 451,6
Café	42 849,8	17 944,0	9 909,2	7 584,2	0,4	103 988,5
Habitat et autres constructions	159 841,0	202 929,2	264 333,6	434 333,8	21,8	551 466,5
Industrie	73 101,9	47 468,4	104 490,2	170 241,8	8,5	258 263,9
Agriculture	17 717,6	20 939,9	23 159,8	142 674,9	7,1	259 906,4
Hôtellerie et Tourisme	38 620,6	30 005,5	25 171,0	27 908,2	1,4	40 241,5
Artisanat	1 214,3	982,4	1 128,6	6 094,4	0,3	4 446,1
Divers	358 710,1	404 503,4	495 414,3	592 529,1	29,7	702 563,2
Total	944 049,8	1 074 510,7	1 311 137,5	1 995 894,3	100,0	2 849 327,7

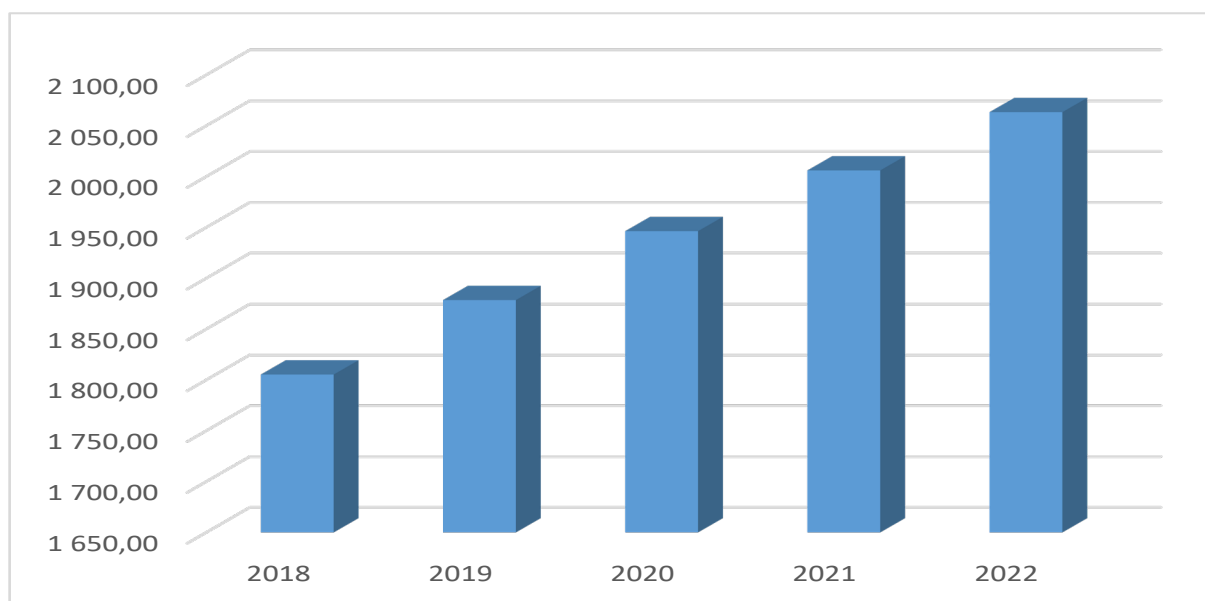
Source: BRB

S'agissant de leur pondération dans le total-crédit, les parts des crédits alloués au commerce (32,6 contre 30,8%), à l'industrie (9,1 contre 8,5%) et à l'agriculture (9,1 contre 7,1%) ont augmenté. Par contre, le poids des crédits alloués à l'habitat et autres constructions et celui des crédits divers a diminué à 19,4 contre 21,8% et 24,7 contre 29,7% respectivement. Les autres branches d'activité occupent des parts marginales.

II.4.8. Taux d'intérêt bancaires

Le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a légèrement baissé, se fixant à 12,95 contre 13,40% à fin décembre 2021.

Cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (13,78 contre 14,39%), et à long terme (11,68 contre 12,37%) tandis que le taux d'intérêt des crédits à moyen terme a augmenté (12,81 contre 12,57%). Le taux d'intérêt annuel moyen sur l'encours des crédits a également baissé, se fixant à 13,10 contre 14,53 en 2021. Il en est de même pour le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours de l'année 2022 qui a diminué par rapport à celui de 2021, en s'établissant à 12,07 contre 12,88%. Ce recul des taux est en rapport avec le financement des secteurs porteur de croissance à des taux préférentiels.

Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens

Source : BRB

Le taux créditeur moyen a légèrement augmenté à fin 2022, s'établissant à 6,15 contre 6,08% à la fin de l'année précédente. Cette augmentation a concerné les taux d'intérêt sur les dépôts à vue rémunérés (4,12 contre 3,20%), sur les comptes

sur livret (4,98 contre 4,87%) et sur les dépôts à terme (6,41 contre 6,28%). De même, le taux créditeur annuel moyen a légèrement augmenté, s'établissant à 6,11 contre 5,74% une année auparavant.

ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

La Loi n°1/34 du 02 Décembre 2008, portant statuts de la Banque de la République du Burundi lui confèrent la mission de formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix comme objectif principal. Sans préjudice à ce

dernier, la Banque veille à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. Politique monétaire : Objectif et instruments.

III.1.1. Objectif de politique monétaire.

La Banque Centrale a la responsabilité exclusive de définir et de mettre en application la politique monétaire, en toute indépendance, les objectifs monétaires intermédiaires, les instruments et les modalités d'application. Pour atteindre son objectif principal de stabilité des prix, la Banque de la République du Burundi utilise des instruments indirects lui permettant de contrôler la croissance des agrégats monétaires. Au cours de l'année 2022, la Banque a contribué à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays. Elle a poursuivi la mise en œuvre des nouvelles orientations de politique monétaire initiées dans la deuxième moitié de l'année 2019, visant à faciliter le financement des secteurs porteurs de croissance.

Ces mesures ont consisté à l'assouplissement des conditions de refinancements aux banques commerciales pour les inciter davantage à financer les investissements productifs, à moindre coût et sur une longue période.

Elles mettent un accent particulier sur le développement des chaînes de valeur et l'augmentation de la production des produits exportables et des substituts aux importations en vue d'accroître le niveau des réserves de change.

Les secteurs identifiés comme porteurs de croissance étaient les secteurs agro-pastoral et industriel, les logements sociaux, l'infrastructure ainsi que l'hôtellerie et tourisme. Toutefois, en date du 09 décembre 2022, la Banque de la République du Burundi a pris la décision de suspendre le refinancement de tous ces secteurs, à l'exception du secteur agro-pastoral, dans le but de soutenir les réformes en cours de politique monétaire et de change visant l'unification du taux de change.

III.1.2. Instruments de politique monétaire.

Les instruments de politique monétaire utilisés par la Banque de la République du Burundi sont qualifiés d'instruments indirects et sont notamment les appels d'offres de liquidité, les facilités de prêt marginal et les réserves obligatoires.

A cet égard, la Banque conduit les opérations d'appels d'offres, d'apport ou de reprise de liquidité sur une fréquence hebdomadaire (maturité de 7 jours) où le taux d'intérêt est librement fixé par les banques soumissionnaires. Bien plus, la Banque effectue des refinancements sur des bases hebdomadaire, mensuelle et annuelle (pour les maturités de 7,28 et 365 jours) dans le cadre de soutenir le financement des secteurs porteurs de croissance, y compris la campagne café. Pour ces interventions, les taux d'intérêt sont fixés à 2% si les établissements de crédits financent directement les projets et à 1% s'ils financent les Institutions de Microfinance (IMF), et le taux d'intérêt maximal appliqué au bénéficiaire final du crédit ne doit pas dépasser 8,0% par an.

Pour les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques de placer auprès de la Banque Centrale des liquidités sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

La Banque de la République du Burundi met à la disposition des banques une facilité permanente de prêt marginal à laquelle elles peuvent recourir, à leur initiative, pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour. Le taux d'intérêt sur cette facilité de prêt marginal était déterminé en 2022, sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Pour contrôler le pouvoir de création monétaire des banques commerciales, la BRB leur exige de constituer des réserves obligatoires sous formes de dépôts non rémunérés. Ces réserves

sont constituées séparément, en BIF, en dollar américain et en euro, dans les livres de la BRB. Le coefficient des réserves obligatoires est demeuré de 3,0 % en 2022 aussi bien en BIF qu'en devises.

III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire

Dans la première moitié de l'année 2022, la BRB a poursuivi la mise œuvre de la politique monétaire accommodante pour stimuler l'activité économique à travers des injections de liquidité dans le secteur bancaire. Suite à la surliquidité observée dans le secteur bancaire et face aux pressions inflationnistes, la BRB a suspendu les interventions à travers la fenêtre de refinancements à 7 jours à partir du deuxième trimestre de l'année 2022. Toutefois la politique de refinancements des secteurs porteurs de croissance a continué avant d'être suspendu en décembre 2022 à l'exception du secteur agropastoral. Cette politique a consisté à encourager les établissements de crédit à recourir davantage au refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de la croissance.

III.1.3.1. Marché monétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, 58 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, pour une moyenne de 16.911 MBIF par opération, ont été effectuées en 2022 contre 273 opérations enregistrées en 2021 pour une moyenne de 30.215 MBIF par opération.

Cette baisse des interventions normales est liée à l'adhésion des Etablissements de crédit aux nouvelles orientations de politique monétaire ainsi qu'à la suspension des interventions à travers la fenêtre d'apport de liquidité à 7 jours depuis le mois de juillet 2022. Au 31 décembre

2022, l'encours du refinancement dédié aux secteurs porteurs de croissance déjà débloqué par la BRB est de 527,2 milliards de BIF contre 349,7 milliards de BIF au 31 décembre 2021, et ce montant est réparti entre 13 Etablissements de crédit.

Les banques commerciales ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins ponctuels de trésorerie. En effet, 218 opérations ont été enregistrées en 2022 pour une moyenne de 15.339 MBIF par opération, contre 317 opérations pour une moyenne de 23.762 MBIF par opération l'année précédente.

Au cours de l'année 2022, le marché interbancaire a été dynamique. En effet, 274 opérations pour un montant de 3.114.080 MBIF ont été enregistrées contre 229 opérations pour un montant de 1.618.340 MBIF observées au cours de l'année 2021, soit une moyenne de 259.507 contre 134.869 MBIF par opération. Notons que toutes les opérations interbancaires enregistrées en 2022 sont des opérations de pensions livrées garanties par les titres du Trésor.

Il sied de noter que toutes les banques se sont conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises, au cours de l'année 2022.

III.1.3.2. Marché primaire et secondaire des titres du Trésor

Au cours de l'année 2022, la BRB a poursuivi, pour le compte de l'Etat, l'émission des bons et obligations du Trésor ainsi que l'attribution des obligations du Trésor issues de la conversion des arriérés de l'Etat envers ses fournisseurs. Les obligations du Trésor attribuées dans la

titrisation ont sensiblement diminué revenant de 37.550 à 50 MBIF à fin 2022. L'encours total des titres du Trésor est passé de 2.060.394 à 2.203.495 MBIF à fin 2022, soit une augmentation de 6,94%.

Le marché secondaire des titres du Trésor a également permis aux acquéreurs des obligations du Trésor issues de la titration des arriérés de l'Etat d'avoir de la liquidité par la cession de leurs titres sur ce marché. Ces opérations du marché secondaire des titres du Trésor sont faites, d'une manière automatisée, par l'infrastructure du marché : le Dépositaire Centrale des Titres (CSD).

III.1.3.3. Les taux d'intérêts du marché monétaire

Le recours au financement intérieur du Trésor et le besoin de liquidité dans le système bancaire a entraîné des variations des taux d'intérêts des bons du trésor et du marché monétaire.

En effet, d'une fin d'année à l'autre; les taux d'intérêt du marché monétaire, ont baissé dans l'ensemble à l'exception de celui sur les opérations d'apport de liquidité aux banques pour le refinancement des secteurs porteurs de croissance qui est resté inchangé (taux fixe de 2 %). En outre, les taux moyens d'apport normal de liquidité n'ont pas cessé de diminuer, revenant de 2,93 % à 2,00%. Les taux moyens de la facilité de prêt marginal avaient affiché une tendance baissière revenant de 6,88 à 5,00%, tiré par la baisse de celui des bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 3,88 à 2,00%. De même, le taux sur les opérations du marché interbancaire a diminué, revenant de 5,78 à 2,52% de l'année précédente.

III.2. Marché des changes et taux de change

Au cours de l'année 2022, la politique de change a été conduite dans un contexte marqué par la décélération de l'activité économique du Burundi (1,8 contre 3,1% l'année précédente), et par le ralentissement de l'économie internationale, en raison principalement des effets de la guerre russo-ukrainienne.

Malgré le contexte difficile qui a principalement perturbé l'approvisionnement en importations de matières premières, la BRB a poursuivi ses interventions sur le marché de changes pour financer les importations du carburant, des matières premières industrielles, des produits médicaux et pharmaceutiques, etc. Ces interventions ont permis d'éviter les fortes fluctuations du taux de change.

Le volume des interventions de la BRB sur ce marché n'a pas beaucoup varié en 2022 par rapport à l'année précédente, il a totalisé un montant de 449,8 contre 437,6 Millions de USD en 2021.

Concernant l'évolution du BIF par rapport aux autres monnaies, le BIF s'est déprécié, d'une fin d'année à l'autre, par rapport au dollar américain (2,86%) et au Franc Suisse (1,79%), tandis qu'il s'est apprécié par rapport au Yen Japonais (10,69%), au Livre Sterling (8,21%), à l'Euro (3,23%) et au DTS (2,19%).

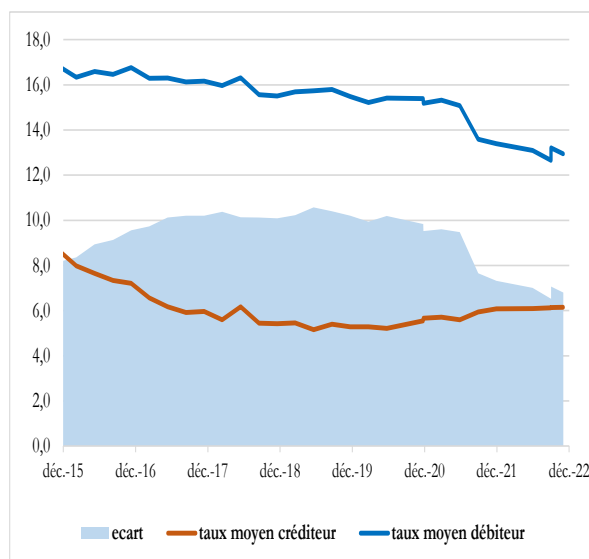
Tableau 48 : Cours de change de fin période des principales monnaies en BIF

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2013	1 541,99	2 127,95	2 382,42	2 541,12	1 737,16	14,69
2014	1 553,05	1 888,20	2 249,41	2 417,01	1 569,77	12,98
2015	1 617,13	1 767,52	2 243,36	2 397,48	1 635,03	13,43
2016	1 688,59	1 779,10	2 268,23	2 074,10	1 654,99	14,46
2017	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
2018	1 808,27	2 066,67	2 514,93	2 294,42	1 834,97	16,38
2019	1 881,60	2 109,09	2 601,92	2 467,62	1 944,00	17,32
2020	1 946,40	2 392,71	2 803,34	2 651,19	2 207,55	18,87
2021	2 006,10	2 271,51	2 807,73	2 708,84	2 195,58	17,43
2022	2 063,45	2 198,19	2 746,13	2 486,46	2 234,99	15,57
Variation 2022/2021 en %	2,86	-3,23	-2,19	-8,21	1,79	-10,69

Source: BRB

En moyenne annuelle, le BIF s'est apprécié par rapport à la plupart des monnaies, notamment le Yen japonais (13,53%), l'euro (8,32%), le Livre sterling (7,42%), le DTS (3,26%) et le franc Suisse (1,41%). Par contre, il s'est déprécié de 2,95% face au dollar américain.

Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)



Source: BRB

Tableau 49 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2013	1 555,09	2 065,14	2 363,04	2 432,17	1 677,52	15,97
2014	1 546,69	2 056,73	2 347,81	2 551,82	1 692,98	14,66
2015	1 571,92	1 744,58	2 199,49	2 390,19	1 633,66	12,99
2016	1 654,63	1 831,25	2 299,71	2 241,77	1 679,74	15,29
2017	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
2018	1 782,88	2 106,75	2 524,64	2 381,30	1 823,98	16,15
2019	1 845,62	2 066,42	2 549,86	2 356,66	1 857,35	16,94
2020	1 915,05	2 186,30	2 667,84	2 458,96	2 041,95	17,95
2021	1 975,95	2 338,26	2 814,41	2 718,67	2 162,37	18,01
2022	2 034,31	2 143,78	2 722,75	2 516,91	2 131,84	15,58
Variation 2022/2021 en %	2,95	-8,32	-3,26	-7,42	-1,41	-13,53

Source : BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal a augmenté de 3,3% en 2022, passant de 87,2 à 90,1 en rapport avec la dépréciation du BIF vis-à-vis de certaines monnaies des principaux pays partenaires commerciaux du Burundi.

S'agissant du taux de change effectif réel, il a augmenté de 14,4%, s'établissant à 113,9 contre 99,6 suite à la hausse plus importante des prix locaux que les prix étrangers.

Tableau 50 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)

Période	Nominal	Réel
2018	103,2	85,2
2019	104,9	93,7
2020	100,5	94,3
2021	85,8	95,0
2022	90,9	105,7
2020		
Mars	92,6	96,2
Juin	91,2	95,0
Septembre	88,0	91,8
Décembre	85,4	92,3
2021		
Mars	86,48	94,44
Juin	84,89	94,18
Septembre	85,14	95,05
Décembre	87,21	99,57
2022		
Mars	87,88	96,52
Juin	90,81	103,95
Septembre	94,80	111,44
Décembre	90,11	113,94

Source : BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a augmenté de 5,9%, s'établissant à 90,9 en 2021 contre 85,8 une année avant, en rapport avec la dépréciation du BIF vis à vis des monnaies des principaux partenaires

commerciaux. De même, le taux de change effectif réel a augmenté de 11,2%; se fixant à 105,7 contre 95,0 suite à la hausse des prix relatifs partiellement contrebalancée par la hausse du taux de change effectif nominal.

III.3. Circulation fiduciaire

Dans sa mission d'assurer l'émission des billets de Banque et des pièces de monnaie et de veiller à la qualité des billets et pièces en circulation, la Banque de la République du Burundi a mis à la disposition du public des billets et pièces de monnaie en toutes dénominations en réponse aux besoins exprimés par l'économie burundaise. Des billets de 100 BIF, 500 BIF, 1.000 BIF, 2.000 BIF, 5.000 BIF et 10.000 BIF, ainsi que des pièces de 1 BIF, 10 BIF et 50 BIF ont été émis pour faciliter les paiements de biens et services.

D'une année à l'autre, la valeur des billets et pièces en circulation a augmenté, passant de 567,6 à 675,0 Mrds en 2022, soit un accroissement de 18,9%. Les billets de 10.000 BIF, 5.000 BIF, 2.000 BIF, 1.000 BIF, 500 BIF, 100 BIF, 50 BIF, 20 BIF et 10 BIF représentaient, respectivement 61,25% ; 29,00% ; 3,60% ; 3,10% ; 1,37% ; 1,33% ; 0,09% ; 0,06% ; et 0,05% des billets en circulation au 31 décembre 2022.

Les pièces de 50 BIF, 10 BIF, 5 BIF et 1 BIF représentaient une part marginale de la circulation fiduciaire, soient 0,12% ; 0,02% ; 0,02% et 0,01%, respectivement.

Dans sa politique de lutte contre la contrefaçon des billets et pièces, la Banque a saisi 18 faux billets d'une valeur prétendue de 130.000 BIF au cours de l'année 2022, dont 8 faux billets de 10.000 BIF et 10 faux billets de 5.000 BIF.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et en vue d'harmoniser les pratiques de manipulation des billets de Banque selon les standards de la Communauté Est Africaine (CEA) par le secteur bancaire burundais, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP), des critères standards de tri des billets et pièces tout en appliquant la matrice des sanctions y relative en cas de manquement à ses obligations.

III.4. Systèmes de paiement et de règlement

Au cours de l'année 2022, la Banque de la République du Burundi a mis en production, au mois de février, un nouveau Système d'Information Bancaire appelé « Dynamics Navision ». Toutes les opérations bancaires de la BRB sont traitées au niveau de ce dernier avec interaction avec les systèmes de paiement pour celles qui impactent les autres banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP).

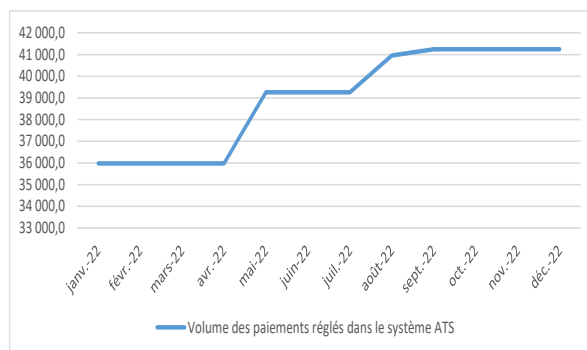
La couverture légale du fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement au Burundi qui était assurée principalement par la Loi n°01/07 du 11 mai 2018 portant Système

National de Paiement a été renforcée par deux règlements en vue de mieux sécuriser leur fonctionnement opérationnel dans le respect des standards internationaux et des bonnes pratiques en la matière. Il s'agit notamment du Règlement n°1/2022 du 14/04/2022 régissant la participation au Système Intégré de Paiement et de Règlement du Burundi (SIPREBU), ainsi que le règlement n°1/2022 du 14/04/2022 régissant la participation au système CSD.

La Banque de la République du Burundi a poursuivi l'exploitation opérationnelle des systèmes de paiement et de règlement en production depuis février 2017. Quant aux

transactions de paiement réglées dans les systèmes de paiement et de règlement, leur volume et valeur continuent à augmenter comme en témoignent les graphiques ci-après.

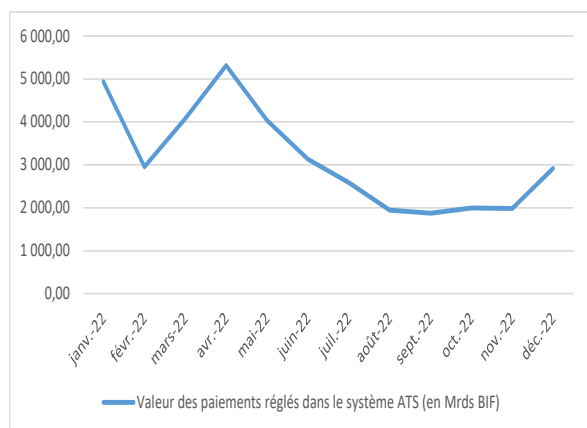
Graphique n° 11 : Volume des paiements réglés dans le système ATS



Source: BRB - Données du Système ATS

Avec l'exploitation opérationnelle du système de paiement ATS depuis plus de cinq ans, le volume des transactions de paiements réglés dans le système continue à augmenter.

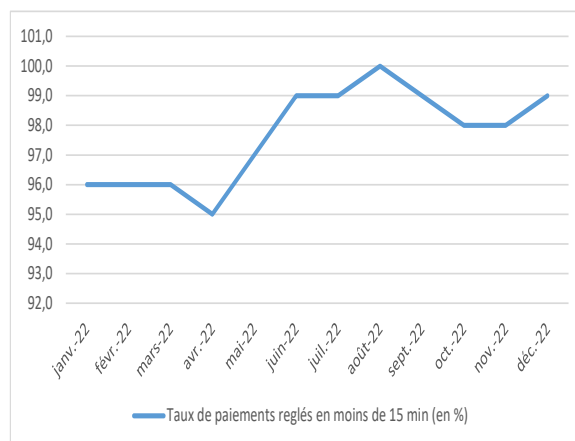
Graphique n°12: Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mrds BIF)



Source: BRB - Données du Système ATS

En outre, le taux moyen annuel des transactions de paiements réglés en moins de 15 minutes est de 98,0%; qui est largement supérieur au taux de 90% indiqué dans les normes régissant le fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement.

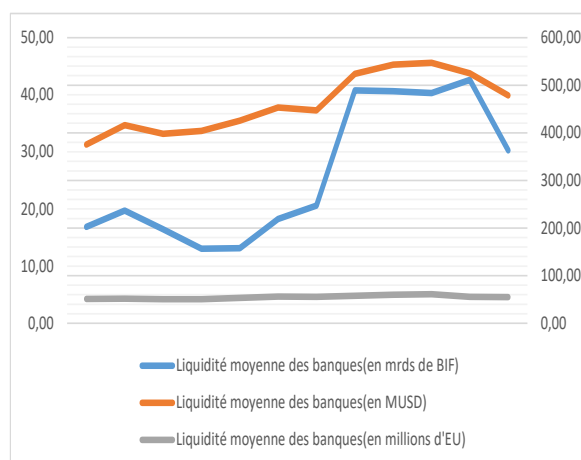
Graphique n° 13 : Taux des paiements réglés en moins de 15 minutes



Source: BRB - Données du Système ATS

Dans le cadre de la conduite de la politique monétaire, la Banque de la République du Burundi a effectué toutes ses opérations d'apport de liquidités et accordé des facilités de prêt marginal au secteur bancaire à travers le système de traitement automatisé des opérations sur les titres avec règlement en espèces dans le RTGS, et toutes les opérations ont été effectuées avec succès dans un délai très court.

Graphique n° 14: Liquidité moyenne des banques dans le système en BIF, en USD et en Euros



Source: BRB - Données du Système ATS

III.5. Supervision des établissements de crédit, des institutions de microfinances et des établissements non bancaires

III.5.1. Organisation de la supervision

Conformément à l'article 7 des Statuts de la BRB et à l'article 60 de la Loi n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires au Burundi, la BRB est chargée de la supervision de l'ensemble des Etablissements de crédit, des Institutions de Microfinance et des Etablissements non-bancaires. A ce titre, elle délivre les agréments et les autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité bancaire et de microfinance, édicte les règles prudentielles et comptables, contrôle les Etablissements assujettis, sanctionne les infractions aux dispositions légales et réglementaires, traite les difficultés bancaires et de microfinance, et veille à la protection des consommateurs des produits et services financiers.

Dans le cadre de la supervision des Etablissements assujettis, la BRB utilise deux types d'approches complémentaires, reposant, d'une part; sur un contrôle permanent ou sur pièces qui s'effectue sur base des documents transmis périodiquement par ces établissements et, d'autre part; sur un contrôle sur place à travers des missions de contrôle ponctuel ou thématique et de contrôle général. Le contrôle exercé selon ces deux approches s'appuie sur la méthodologie de « supervision basée sur les risques ».

III.5.1.1. Agrément

Avant d'exercer leurs activités, les Etablissements assujettis demandent l'agrément auprès de la Banque Centrale. Pour qu'un

Etablissement assujetti commence ses activités, il faut préalablement son agrément ainsi que l'agrément de ses organes de gestion et des Commissaires aux comptes.

III.5.1.2. Contrôle permanent ou sur pièces

Dans le cadre du suivi continu de la situation individuelle des Etablissements de crédit et des Institutions de Microfinance, les superviseurs en charge du contrôle permanent ou sur pièces apprécient les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques et évaluent la situation financière et prudentielle, conformément aux dispositions légales et réglementaires. A l'aide des reportings statistiques et périodiques, ils procèdent à la surveillance proactive et prudentielle et au suivi de l'évolution de leurs activités.

Ils analysent également les rapports annuels sur le contrôle interne et gestion des risques, les rapports produits par les Commissaires aux comptes, ainsi que les diverses correspondances des Etablissements de crédit et des autres partenaires.

Les travaux réalisés par les superviseurs portent sur l'examen des documents comptables et leurs annexes transmis périodiquement, à la BRB, par les Etablissements assujettis. Les analyses portent également sur les rapports annuels sur le contrôle interne et gestion des risques transmis par les mêmes Etablissements ; les rapports produits par les Commissaires aux comptes relatifs aux états financiers et au système de contrôle interne des Etablissements

qu'ils audient. En plus des documents susmentionnés, le contrôle permanent tient compte des recommandations émises dans les rapports des contrôles sur place et des autres partenaires.

III.5.1.3. Contrôle sur place

En complément au contrôle sur pièces, le contrôle sur place consiste en la vérification de l'organisation de l'institution, de la qualité de ses systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, de sa situation financière et du respect de la réglementation.

Les missions de contrôle sur place peuvent être soit de portée générale quand elles concernent l'ensemble des activités et des processus de l'Etablissement assujéti, soit thématique quand elles se limitent à des points précis tels la gouvernance ou le système de contrôle interne. Ces missions de contrôle sur place peuvent être ponctuelles ou transversales après que le contrôle permanent ait relevé des lacunes avérées. Au terme de ces missions, la BRB formule des recommandations conséquentes à l'endroit des Etablissements assujettis ayant fait objet de contrôle.

L'autre objectif principal des contrôles sur place est de s'enquérir de la fiabilité des informations communiquées à la BRB par les Etablissements supervisés.

Selon les profils de risque des Etablissements supervisés, le Contrôle sur Place se fait sur base d'un programme annuel des missions de contrôle, toujours dans le cadre de mise en application progressive de la Supervision basée sur les risques.

En application de la loi n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires et de ses

textes d'application, les activités de supervision portent aussi sur une veille comptable, des études et des projets ainsi que sur le contrôle des Etablissements de paiement.

III.5.2. Autres activités de supervision réalisées

III.5.2.1. Agrément et non-objection

Les dossiers relatifs aux agréments et approbations qui ont été traités durant l'exercice 2022 sont repris ci-après :

- Agrément de vingt-six (26) Institutions de Microfinance de troisième catégorie dont vingt-trois (23) Coopératives d'Epargne et de Crédits, d'un (1) Etablissement de paiement de monnaie électronique et enregistrement de quarante-sept (47) Groupements Financiers Communautaires;
- Agrément de trois (3) Dirigeants, de dix (10) Administrateurs et de cinq (5) cabinets des commissaires aux Comptes pour les Etablissements de crédit ;
- Agrément de septante-sept (77) Dirigeants, de deux cent quarante-quatre (244) Administrateurs et de quatre (4) Commissaires aux Comptes pour les Institutions de Microfinance ;
- Agrément de quatre-vingt-trois (83) membres du Conseil de Surveillance pour les Institutions de Microfinance ;
- Onze (11) non objections accordées aux Etablissements de crédit pour ouverture et délocalisation des guichets et agences ainsi que le déménagement d'un (1) siège;
- (13) non objections / autorisations aux Institutions de Microfinance dont trois (3) Agences et dix (10) Guichets ainsi que le

- déménagement d'un (1) siège ;
- Enregistrement de quatre-vingt-trois (83) membres des Comités de Gestion des Groupements Financiers Communautaires;
- Accord de non objection à trois (3) Institutions de Microfinance pour l'offre des services financiers numériques en partenariat avec un Etablissement de paiement de monnaie électronique ;
- Approbation de deux (2) Institutions de Microfinance pour l'offre de services financiers numériques avec sa propre plateforme ;
- Une mission de contrôle sur la fonction comptable a eu lieu pour les Etablissements de crédit;
- Trois missions de contrôle sur place auprès des Institutions de Microfinance de première, troisième et quatrième catégorie.

III.5.2.2. Surveillance prudentielle

La BRB a veillé au respect des dispositions de la Loi n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires et de ses textes d'application. Dans cette surveillance, les travaux suivants et qui s'avèrent de routine sont effectués :

- La collecte des données financières à travers, notamment, les reportings statistiques et prudentiels via l'outil de supervision Bank Supervision Application « BSA »;
- Le contrôle des cohérences, analyse et traitement des données collectées ;
- L'élaboration, vérification et transmission des ratios prudentiels trimestriels ;
- L'élaboration des tableaux de bord et leur consolidation ;
- L'analyse des risques sur base des états financiers, de rapports et des statistiques ;

- Le suivi du respect des normes réglementaires et prudentielles ainsi que de la gestion et de la surveillance des risques par les établissements concernés ;
- Le suivi de la mise en œuvre des recommandations des rapports de contrôle de la BRB, des Commissaires aux comptes et des autres partenaires ainsi que des rapports annuels ;
- Le traitement des différents rapports (des Commissaires aux comptes, annuels, de contrôles internes et des autres partenaires) et des correspondances des Etablissements de crédit, des Institutions de Microfinances et des particuliers.

Cette surveillance micro-prudentielle a trait à l'examen de la solidité du secteur et à assurer la protection des déposants et des tiers.

Pour bien asseoir les meilleures pratiques et un contrôle bancaire efficace, la BRB a bénéficié de l'assistance technique des Partenaires Techniques et Financiers, tels que le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International (AFRITAC Centre).

Dans l'optique de la révision du plan comptable bancaire burundais, la BRB a mis les observations dans les livrables fournis par le groupement PLURIEX-BCPA (deux cabinets d'expertise comptable) qui a gagné, pour (2) deux ans, le marché pour aider l'exécution du projet de révision du plan comptable bancaire.

III.5.3. Renforcement du cadre légal et réglementaire

Au cours de l'année 2022, les Etablissements assujettis ont progressivement continué à se conformer aux textes d'application de la Loi

n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires.

En 2022, la BRB a assuré le traitement des réclamations et doléances (ou des demandes de levées d'équivoque) qu'elle reçoit des clients des Etablissements assujettis, en veillant au strict respect des dispositions du Règlement n° 001/2019 relatif à la protection des consommateurs des produits et services financiers édicté en date du 03 janvier 2019, en application des dispositions de la Loi n° 01/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires.

En effet, sur 15 Etablissements de Crédits, 69 Institutions de Microfinance et 4 Etablissements de Paiement supervisés par la BRB à fin 2022, 2349 plaintes ont été enregistrées. Le secteur bancaire enregistre 98,98% du total des plaintes et le secteur des microfinances n'enregistre que 1,02%.

Sur 2.349 plaintes, 34 (1,45%) n'avaient pas encore été résolues à fin 2022 ; 418 (17,79%) ont été résolues dans un délai dépassant dix (10) jours ouvrables après leur réception et 28 cas de recours à la Banque Centrale ont été reçus et traités.

Il convient de signaler qu'en dépit de la priorité qui a été accordée aux échanges avec les clients et avec les Etablissements concernés, 307 demandes de levée d'équivoque sur les personnes homonymes ont été reçues et 100 % de ces demandes ont été traitées.

III.5.4. Défis des Etablissements assujettis

Les Etablissements de crédit et les Institutions de Microfinance font face à des défis divers liés à leurs activités et à l'environnement dans lequel ils opèrent. Les principaux défis sont les suivants :

- Le manque d'une Centrale des risques et d'un identifiant unique pour évaluer convenablement la solvabilité des emprunteurs ;
- Le problème de réalisation des garanties ;
- Le problème de sectorisation des activités économiques en lignes métiers ;
- L'absence du taux d'usure ;
- L'absence du taux d'intérêt effectif global ;
- Le manque d'un fonds de garantie des dépôts pour garantir les dépôts du public.

III.5.5. Projets et perspectives

Dans le but d'accomplir ses missions conformément à ses Statuts, et en application de la Loi n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires, la BRB va poursuivre son chantier d'élaboration des outils et dispositifs réglementaires conformes aux principes de Bâle et aux différents critères de convergence convenus dans le cadre de l'intégration régionale au sein de la Communauté Est Africaine et de la zone COMESA.

Les chantiers à venir portent, notamment, sur :

- L'actualisation du référentiel comptable des Etablissements de crédit et celui des Institutions de Microfinance ;
- L'élaboration des circulaires d'application du règlement n° 001/2017 relatif aux services de paiement et aux activités des Etablissements de paiement ;

- La détermination des taux effectifs globaux dans la perspective de fixer le taux d'usure ;
- L'élaboration d'une circulaire en rapport avec le ratio de liquidité à long terme (le NSFR);
- L'élaboration d'une circulaire en rapport avec le risque de taux dans le portefeuille bancaire (IRRBB) ;
- L'élaboration d'une circulaire en rapport avec l'ICAAP/ILAAP ;
- La traduction des textes légaux et règlementaires en Kirundi ;
- La migration du logiciel BSA vers une version supérieure ;
- L'implémentation effective du logiciel BSA au niveau des Institutions de Microfinance ;
- La mise à jour des seuils des indicateurs d'alerte précoce ;
- L'autoévaluation sur les meilleures pratiques en matière de régulation et de contrôle bancaires, cas des principes de Bâle ;
- La poursuite de la mise en place progressive de la Supervision Basée sur les Risques (SBR), avec l'opérationnalisation des méthodes de notation des Etablissements assujettis (SEPREC pour les Etablissements de crédit et CAMELI/CAMECI pour les Institutions de Microfinance);
- La poursuite du processus de mise en place d'un Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR).

III.6. Recherche et statistique

Dans le domaine de la statistique, la Banque a poursuivi les actions visant la production des statistiques de bonne qualité et dans les délais, et cela a concerné tous les types de statistiques produites au sein de la Banque, à savoir les statistiques monétaires et financières, les statistiques du secteur extérieur, des finances publiques ainsi que celles du secteur réel, pour éclairer la Direction de la Banque et informer le public sur l'évolution de l'activité économique nationale.

Au cours de l'année 2022, la Banque a bénéficié des missions d'assistance technique de la part de ses partenaires techniques, notamment le Fonds Monétaire International et le Secrétariat Général de la Communauté Est Africaine, ces dernières avaient pour objectif d'accompagner

la Banque dans le chantier entamé depuis plusieurs années, en vue d'améliorer la production des statistiques de bonne qualité, harmonisées, comparables et répondant aux normes et standards internationaux.

En vue d'informer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la production des notes conjoncturelles, des bulletins mensuels, des Rapports de Politique Monétaire, du Rapport Annuel et d'autres publications déposées à la Bibliothèque de la Banque et sur son site web: www.brb.bi. Des ouvrages ont été commandés pour enrichir la Bibliothèque qui reste ouvert au personnel de la BRB et au public externe à la Banque.

III.7. Projet de développement du marché financier

Au cours de l'année 2022, le processus de mise en place du Marché des Capitaux au Burundi a été poursuivi en se focalisant sur la mise en place effective et l'opérationnalisation des deux institutions majeures : l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux et la Bourse des Valeurs Mobilières.

Concernant l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux, comme le prévoit la loi, le concours de recrutement du Directeur Général a été effectué par passation d'un test et les résultats de ce dernier ont été envoyés par le Conseil d'Administration au Ministre de Tutelle qui, en son tour, devrait les transmettre à la Présidence pour la décision de sa nomination par Décret Présidentiel.

Les membres du Conseil d'Administration de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux ont travaillé, avec l'appui technique et financier des services de la BRB, à la validation des projets de règlements jugés indispensables pour le lancement officiel du Marché des Capitaux du Burundi. Ils ont analysé et validé aussi d'autres documents à savoir l'organigramme de l'Autorité de Régulation, certains formats et formulaires et les Termes de Références pour le recrutement du personnel de l'Autorité. L'avant-projet de décret portant plan du marché des capitaux a été élaboré et doit être validé par le Conseil d'Administration avant son introduction dans

le circuit de signature. Les membres du Conseil ont suivi une formation sur les fondements du marché des capitaux et ils ont élaboré un plan d'action qui vise l'opérationnalisation effective de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi.

La BRB, en collaboration avec les banques commerciales du Burundi, a également amorcé le processus de la mise en place de la Bourse du Burundi. La plupart des banques commerciales ont souscrit au capital social de la Bourse du Burundi et la BRB a aussi obtenu du Gouvernement l'autorisation de participation au capital social de la Bourse du Burundi par Décret Présidentiel du 18 Juillet 2022. C'est ainsi qu'une réunion technique des souscripteurs au capital social de la Bourse des Valeurs Mobilières a été tenue, pour élaborer les Statuts et le Protocole d'Accord de la Société Bourse du Burundi.

La Bourse du Burundi, étant une société à but lucratif de caractère commercial, elle attend la création effective et l'opérationnalisation de l'Autorité de Régulation pour continuer et finaliser le processus de sa mise en place et de son exploitation.

Au cours de l'année 2022, des activités de sensibilisation à l'égard des journalistes intéressés par le projet de mise en place du marché des capitaux du Burundi ainsi que les pratiques de ce marché ont été organisées.

III.8. Intégration régionale et coopération

Dans le cadre de l'intégration régionale, la Banque de la République du Burundi est restée très engagée dans le processus d'intégration régionale notamment au niveau de la Communauté Est Africaine et du Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale (COMESA). La Banque est également membre de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).

III.8.1. Intégration au niveau de la Communauté Est Africaine

Suite à la pandémie de Covid-19 qui a entraîné les restrictions sur les mouvements des personnes, beaucoup de réunions présentielle regroupant les sous-comités en charge de l'harmonisation des politiques monétaire et budgétaire au niveau de la Communauté n'ont pas eu lieu. L'essentiel des réunions ont été tenues virtuellement afin de limiter la contamination et la propagation de cette pandémie.

Au cours de ces réunions virtuelles, il a été convenu d'accélérer le processus d'harmonisation des pratiques de politique monétaire pour migrer vers le ciblage des prix. En outre, il a été convenu d'accélérer le processus de création de l'Institut Monétaire de la Communauté Est Africaine (EAMI), structure qui va coordonner toutes les étapes de mise en place de la monnaie unique au niveau de la Communauté.

La Banque de la République du Burundi a assuré le rapportage et présidé les réunions de la CEA, respectivement pendant la première et la deuxième moitié de l'année 2022. Il s'agit notamment des réunions des groupes de travail techniques d'harmonisation des statistiques macroéconomiques organisées par le Secrétariat Général de la Communauté Est Africaine où la Banque de la République du Burundi a participé aux réunions du groupe de travail technique d'harmonisation des statistiques monétaires et financières ainsi que à celles relatives à l'harmonisation des statistiques de la balance des paiements. La BRB a également présidé la réunion de révision de la feuille de route de l'Union Monétaire de la Communauté Est Africaine et a pris part à la réunion du Conseil Sectoriel des Affaires Economiques et Monétaires. En outre, la BRB a été représentée dans les réunions organisées par le Secrétariat Général de l'EAC portant sur les affaires relatives à la Zone de Libre Echange Continentale Africaine.

Le processus d'intégration régionale passe par le suivi et le respect des critères de convergence macroéconomiques convenus entre les pays membres. Cependant, suite à l'environnement macroéconomique national qui a été très affecté par conséquences néfastes de la COVID-19, encore perceptibles et les effets de la guerre en Ukraine, le Burundi n'a pas pu respecter tous les critères de convergence macroéconomique pour l'année 2022.

Tableau 51 : Evolution des critères de convergence macroéconomique du Burundi

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	16,1	-2,6	-0,7	7,5	8,3	18,9
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	4,3	4,5	4,4	6,1	2,8	5,0
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	42,5	46,6	52,5	57,3	56,7	57,9
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	1,7	1,0	1,5	1,1	3,2	1,8

Source : BRB

III.8.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe

Au cours de l'année 2022, la Banque de la République du Burundi a participé à l'atelier virtuel de validation d'un guide de l'utilisateur basé sur les tests de résistance budgétaire pour les banques centrales et les ministères des finances des pays membres du Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale.

La BRB a participé comme panéliste aux entretiens pour le poste de secrétaire exécutif de la chambre de compensation du COMESA et pour le poste de directeur de l'Institut monétaire du COMESA.

D'autres ateliers régionaux auxquels la BRB a participé ont porté notamment sur :

- La validation des études menées par les experts des banques centrales membres du COMESA sur le taux de change effectif réel d'équilibre et la mise en œuvre de la politique monétaire ;
- L'Initiative de Financement à Long Terme (FLT) et le Tableau de bord-Programme de renforcement des capacités statistiques, Phase 5 ;
- Participation à la 42ème réunion d'experts du Bureau du Comité des gouverneurs des banques centrales du COMESA ;

- Participation à la 26ème réunion du Comité d'experts sur les affaires financières et monétaires du COMESA ;
- Participation à la 42ème réunion des membres du Bureau du Comité des Gouverneurs des banques centrales du COMESA ;
- Participation à la 26ème réunion du Comité des Gouverneurs des banques centrales du COMESA.

III.8.3. Association des Banques Centrales Africaines

La Banque de la République du Burundi a participé aux activités de l'Association des Banques Centrales de l'Afrique notamment la réunion ordinaire du Bureau de l'Association des Banques Centrales organisée virtuellement le 17 Février 2022.

Dans le processus d'instaurer une monnaie unique africaine, les pays membres de l'ABCA évaluent l'état des lieux des critères de convergence macroéconomique, chaque année. A cet effet, lors de l'assemblée ordinaire des gouverneurs des banques centrales africaines, ils ont analysé l'état d'avancement du programme de coopération monétaire africain en vue de créer une banque centrale africaine, le 20 juillet 2022. Au terme de celle-ci, la Banque de la République du Burundi a été désigné président de la sous-région Afrique de l'Est.

L'évaluation de ces critères montrent qu'à part le critère qui exige le taux d'inflation annuel à 7% maximum, le Burundi est en conformité avec le reste des critères de convergence primaires à savoir le déficit budgétaire par rapport au PIB ($\leq 5\%$), les prêts de la Banque Centrale au Gouvernement ($\leq 5\%$ des recettes fiscales de l'année précédente), le niveau des réserves extérieures en mois d'importation (≥ 3 mois)

et la dette publique totale par rapport au PIB ($\leq 65\%$). En ce qui est des critères secondaires, un seul critère sur trois a été rempli. Il s'agit de la variabilité du taux de change qui doit être dans la bande de $\pm 10\%$. Les autres critères secondaires sont les recettes fiscales par rapport au PIB ($\geq 20\%$) et le niveau d'investissement public par rapport aux recettes fiscales ($\geq 30\%$).

Au cours de l'année 2022, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions conformément à la loi n°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En vertu de ces statuts, les organes de la Banque Centrale sont le Conseil Général, le Comité de Direction et les organes de contrôle.

Au cours de l'année 2022, Monsieur Dieudonné MURENGERANTWARI a été nommé Gouverneur, par le décret n°100/097 du 08 août 2022, en remplacement de Monsieur Jean CIZA, qui terminait son mandat pour lequel il avait été nommé par le décret n° 100/153 du 09 août 2017. Au cours de la même année, Monsieur Désiré MUSHARITSE et Madame Marie Goreth NDAYISHIMIYE ont été également nommés respectivement Premier Vice-Gouverneur et Deuxième Vice-Gouverneur par le décret n° 100/113 du 16 septembre 2022, en remplacement de l'Honorable Audace NIYONZIMA et de l'Honorable Pascal NYABENDA, qui avaient été nommés à ces fonctions par le décret n°100/112 du 14 avril 2021 et le décret n° 100/046 du 25 août 2020, respectivement.

Pour renforcer le cadre réglementaire interne, la Direction de la Banque a émis de nouveaux ordres de service portant sur ses différents processus.

Au niveau organisationnel, la Banque a continué la mise en œuvre de la réforme de gestion des ressources humaines axée sur la performance

et l'édition des instruments réglementaires permettant la mise en œuvre réussie de ladite réforme.

IV.1. CONSEIL GENERAL

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême qui définit la vision et les politiques de la Banque. En plus des membres du Comité de Direction de la Banque, le Conseil Général est composé de cinq membres nommés par Décret présidentiel en fonction de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2022, le siège d'un membre du Conseil Général, Monsieur François NIBIZI est devenu vacant suite à sa nomination à la Direction Générale de la Banque de l'Habitat du Burundi, par le décret n° 100/023 du 09 mars 2022.

Le Conseil Général a tenu cinq réunions statutaires qui ont porté, notamment, sur l'adoption du rapport annuel de la Banque, exercice 2021, l'adoption du rapport de supervision 2021, l'adoption du rapport de stabilité financière 2021, l'adoption de la révision budgétaire de l'exercice 2021-2022, l'adoption du budget de l'exercice 2022-2023, l'adoption des rapports de politique monétaire et de gestion des réserves de change, la nomination d'un membre du Comité d'audit, l'analyse du rapport d'audit externe sur les états financiers annuels de l'exercice clos au 30 juin

2021, l'adoption du plan d'action annuel de la BRB pour la période de juillet 2022 à juin 2023 ainsi que l'adoption du rapport annuel du Comité d'audit pour l'exercice 2021.

IV.2. COMITE DE DIRECTION

Le Comité de Direction, composé du Gouverneur et des deux Vice-Gouverneurs, a tenu quatorze réunions qui ont, entre autres, porté sur l'analyse des rapports du Comité de politique monétaire, les rapports du Comité de Gestion des réserves de change, les états financiers trimestriels et annuel, les rapports d'audit, la révision budgétaire pour l'exercice 2021-2022, l'analyse du budget de l'exercice 2022-2023, l'analyse du rapport d'audit externe sur les états financiers annuels clos au 30 juin 2021, l'adoption du plan d'action de la BRB pour la période de juillet 2022 à juin 2023, l'adoption des fiches de postes et des contrats de performance du personnel de la BRB, l'adoption de l'alignement de la gestion des ressources humaines à l'exercice comptable et budgétaire, l'analyse de l'état d'avancement des travaux sur les chantiers de la BRB, l'analyse du rapport du Fonds Monétaire International sur l'évaluation des sauvegardes, l'analyse du rapport annuel 2021, du rapport de supervision 2021 et du rapport de stabilité financière 2021.

IV.3. ORGANES DE CONTRÔLE

En vertu des Statuts régissant les activités de la Banque de la République du Burundi, les organes de contrôle sont constitués de :

- Comité d'Audit;
- Auditeurs Internes;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Ce Comité a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

L'année 2022 a été marquée par l'exécution d'une mission d'évaluation des sauvegardes de la BRB par le FMI, en dates du 20 au 30 juin 2022. Cette évaluation des sauvegardes a été menée en lien avec l'assistance financière au Burundi dans le cadre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) approuvée par le Conseil d'Administration du FMI le 25 octobre 2021.

L'évaluation des sauvegardes est un examen-diagnostic effectué par le FMI sur cinq grands volets du cadre de gouvernance et de contrôle d'une Banque Centrale, dénotés par l'acronyme anglais ELRIC , à savoir le mécanisme d'audit externe, la structure légale et autonomie, l'information financière, le mécanisme d'audit interne et le système de contrôle interne.

Le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette dernière indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité d'Audit vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que de l'audit interne et des auditeurs externes. Le Comité d'Audit a ainsi tenu sept réunions ordinaires qui ont porté à la fois, sur les activités de l'Audit Interne et celles de l'Audit Externe. Sur les activités de l'Audit Interne, le Comité de Direction a tenu six réunions pour analyser, entre autres, le Plan Général d'Audit et le Plan Annuel d'Audit 2022-2023, la matrice de suivi des recommandations d'audit à fin décembre 2021 et fin juin 2022, les Rapports d'activités

trimestriels de l'Audit Interne, ainsi que les projets de Chartes du Comité d'Audit et de l'Audit Interne. La réunion avec les auditeurs externes a été organisée pour analyser l'état d'avancement des travaux d'audit des comptes de la Banque de la période allant du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021.

L'Audit Interne et les auditeurs externes ont, quant à eux, continué d'exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit. Au cours de l'exercice 2022, l'Audit Interne a réalisé 13 missions d'audit. L'audit externe des comptes annuels de la Banque est confié au Cabinet Mazars Cameroun dont le mandat couvre les états financiers jusqu'à fin juin 2022. Au cours de l'exercice 2022, le Cabinet Mazars a finalisé la certification des comptes de la Banque clos au 30 juin 2021.

IV.4. GESTION DES RISQUES

Au cours de l'exercice 2022, la BRB a actualisé sa cartographie globale des risques. Cet exercice a été aussi marqué par l'évaluation de la gestion des risques et de la continuité des activités de la BRB par les Banques Centrales de la Communauté Est Africaine en vue d'identifier les forces et les points nécessitant des améliorations.

Bien plus, le Comité Stratégique de Gestion des Risques et de la Continuité des Activités a tenu régulièrement ses réunions et des rapports y relatifs ont été produits et soumis aux organes dirigeants.

Dans le cadre du suivi des incidents perturbateurs des activités de la BRB, des rapports y relatifs ont été produits. Dans le but de renforcer la culture du risque au sein

de la BRB, des séances de sensibilisation ont été organisées à l'endroit des responsables des entités et des points focaux des entités en charge de la gestion des risques.

Dans le cadre de la gestion de la continuité des activités, la BRB a continué à entretenir son Plan de Continuité des Activités en actualisant les Plans de Continuité Métiers.

IV.5. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE

Dans sa culture de planification, la Banque de la République du Burundi a, au début de l'année 2022, approuvé le nouveau Plan Stratégique Juillet 2021-juin 2022. Ce dernier s'inscrit toujours dans la continuité de la Vision des précédents plans stratégiques, de moderniser les ressources tant matérielles qu'humaines, pour faire de la Banque, une référence dans la sous-région.

Les objectifs contenus dans ce plan s'inspirent des avancées notables déjà faites par les autres banques centrales en matière de la conduite de la politique monétaire, la supervision du secteur bancaire et de la microfinance ainsi que la promotion des systèmes de paiement au niveau national et international.

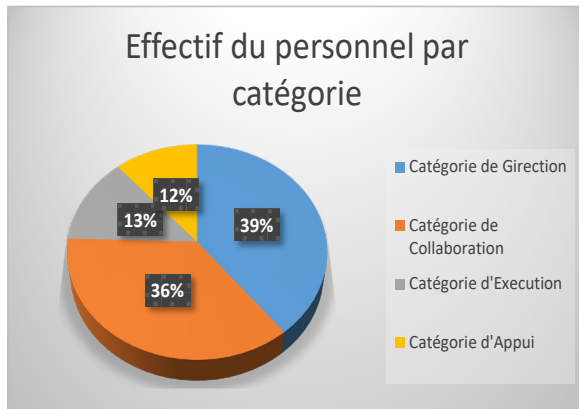
IV.6. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

IV.6.1. Effectif du personnel

L'effectif du personnel de la Banque s'est accru de 7,2% en 2022, atteignant 825 unités contre 770 l'année précédente. La banque a recruté 88 unités au courant de 2022 et a enregistré un nombre important de départ (5,6% de son personnel) pour diverses raisons.

Au niveau de la répartition du personnel, les catégories de Direction et de collaboration sont restées prédominantes dans l'effectif du personnel de la Banque, à hauteur de 75,5%

Graphique 15: Effectif du personnel par catégorie



Source : BRB

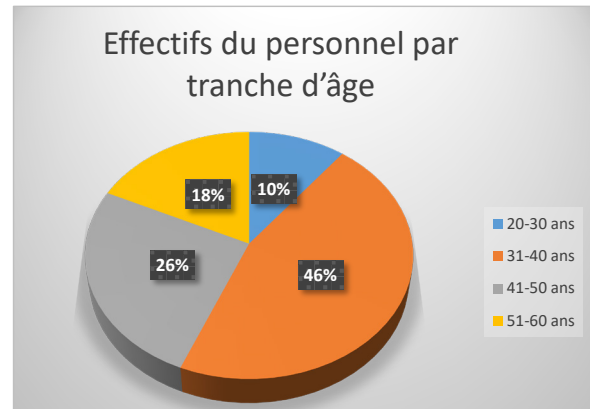
Dans la Banque, soucieux de la promotion de l'égalité du genre, la représentativité de son personnel féminin dans l'effectif total est importante (soit 37,6%), mais en légère recul de 0,4 points par rapport à l'année précédente.

IV.6.2. Politique sociale

Des avantages sociaux ont été accordés aux agents pour assurer leur bon épanouissement conformément aux Statuts et à la réglementation de la Banque.

du personnel. Par tranches d'âge, 82,1% du personnel de la Banque avaient l'âge compris entre 20 et 50 ans tandis que 17,9% du personnel dépassaient l'âge de 50 ans.

Graphique 16: Effectifs du personnel par tranche d'âge



IV.6.3. Formation

Suite aux mesures d'assouplissement des restrictions contre la pandémie de la Covid-19 au cours de l'année 2022, certaines formations classiques organisées sur place par les centres de renforcement des capacités ont eu lieu et d'autres ont été substituées par les formations virtuelles sur la plateforme Zoom.

CONCLUSION GENERALE

Au cours de l'année 2022, l'activité économique nationale a décéléré à 1,8 contre 3,1% de l'année précédente en rapport avec d'une part, aux chocs externes liés principalement aux conséquences de la guerre Russo-Ukrainienne et d'autres part, internes notamment dus aux conditions climatiques et la disponibilité limitée de fertilisants. L'activité dans le secteur primaire a reculé (-1,5 contre 4,7%) à la suite de la décroissance du secteur d'élevage (-3,0 contre 15,1%) et du ralentissement de la branche de l'agriculture vivrière (1,5 contre 5,3%) combinée à la baisse de la production du thé et du coton.

Pour contribuer à surmonter les difficultés de la conjoncture économique, la BRB a poursuivi la politique monétaire accommodante initiée depuis la deuxième moitié de l'année 2019. Toutefois, à partir de la deuxième moitié de l'année 2022, elle a adopté la politique monétaire restrictive pour faire face aux pressions inflationnistes afin de rendre efficace les réformes de modernisation de la politique monétaire et de change.

Au niveau du secteur bancaire, le niveau des fonds propres a augmenté de 25,0% par rapport à l'année précédente, atteignant 694,6

contre 555,7 Mrds de BIF à fin 2021. Toutefois, le ratio de solvabilité globale a diminué de 2,3 points de pourcentage, se fixant à 20,7% mais restant au-delà de la norme réglementaire de 14,5%. Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 22,6% tandis que le résultat net a baissé de 7,1%. De même, les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont respectivement baissé pour s'établir à 2,4% et 20,4% à fin décembre 2022 contre 3,4% et 28,0% à fin décembre 2021.

Dans les perspectives, les projections du cadrage macroéconomiques prévoient une reprise de la croissance économique pour l'année 2023 (3,0 contre 1,8% en 2022) et bénéficierait de la performance des secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8 contre 2,7%). La croissance du tertiaire va stagner à 3,2%. Dans un contexte de fortes pressions inflationnistes, en raison des chocs internes et externes, et qui tardent à s'estomper, la Banque de la République du Burundi poursuivra les réformes entreprises et mènera une politique monétaire restrictive visant à assurer la stabilité des prix et du système financier du Burundi.

Annexe 1: Principales productions industrielles

	Unité/année	2018	2019	2020	2021	2022
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	11 801	15 248	9 633	12 956	12 962
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	20 074	10 366	18 580	7 952	23 726
Thé	T	10 701	10 823	10 763	11 097	10 734
Coton	T	2 066	870	763	1 010	-
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	HI	2 450 875	2 497 857	2 629 652	2 784 108	2 817 381
Huile de coton	Litre	15 685	18 015	17 810	27 420	8 510
Riz (1)	T	1 107	1 645	-	-	-
Cigarettes	('000)	710 060	635 935	980 095	882 565	1 422 370
Sucre	T	19 535	18 574	20 436	15 880	19 479
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Savons						
- de ménage	T	14 683	14 384	15 502	16 811	19 581
- de toilette	T	425	630	836	844	688
Peinture	T	734	900	973	1 256	1 368
Oxygène	M3	33 214	51 950	59 559	90 221	48 305
Casiers en plastique	Unité	268 735	194 185	130 166	193 307	167 405
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Tubes en PVC	Kg	47 835	116 141	38 714	17 575	11 326
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Profilés acier (2)	T	19	23	31	40	33

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

Annexe 2 : Opérations financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
A. RECETTES ET DONNS	1 048 225,7	1 244 007,7	1 302 582,0	1 480 686,0	1 798 360,6
1. RECETTES	836 889,2	990 070,8	1 073 267,4	1 237 322,0	1 468 152,1
Recettes fiscales	770 877,9	890 452,3	970 491,0	1 098 871,5	1 234 128,8
Recettes non fiscales	66 011,3	99 618,4	102 776,4	138 450,5	234 023,3
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. DONNS	211 336,6	253 936,9	229 314,7	243 363,9	330 208,5
Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons en capital	211 336,6	253 936,9	229 314,7	243 363,9	330 208,5
B. DEPENSES	1 312 439,4	1 514 529,1	1 717 311,4	1 696 577,0	2 256 581,6
1. DEPENSES COURANTES	914 155,8	929 222,8	1 318 231,3	1 158 405,1	1 459 992,3
dont: Dépenses sur biens et services	578 213,8	603 298,9	728 860,6	652 028,3	732 680,6
-Salaires	408 657,4	441 630,5	532 122,9	484 297,8	542 715,4
-Achats de biens et autres services	169 556,4	161 668,4	196 737,6	167 730,6	189 965,2
Subventions et autres transferts	290 373,5	289 936,8	508 935,2	310 520,5	534 422,2
Paiement d'intérêts	22 802,0	28 263,8	80 435,5	195 856,2	192 889,6
Solde courant hors dons	-77 266,7	60 848,0	-244 963,9	78 917,0	8 159,8
Solde courant dons compris	134 069,9	314 784,9	-15 649,3	322 280,9	338 368,3
2. DEPENSES EN CAPITAL	398 283,5	585 306,3	399 080,1	538 171,9	796 589,3
Solde global hors dons (base droits constatés)	-475 550,2	-524 458,4	-644 044,1	-459 254,9	-787 401,6
Solde global dons compris (base droits const.)	-264 213,6	-270 521,4	-414 729,4	-215 891,0	-457 193,1
C. FINANCEMENT	264 213,6	270 521,4	414 729,4	215 891,0	653 915,7
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	29 310,0	99 706,0	37 935,3	223 579,7	42 974,2
Tirages sur prêts directs	41 254,6	117 453,5	56 841,1	90 367,6	73 757,7
Tirages sur les prêts budgétaires(FRC FMI)	-	-	-	155 493,8	-
Moins amort. de la dette extérieure	-11 944,6	-17 747,5	-18 905,8	-22 281,6	-30 783,4
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	236 502,6	232 305,1	417 891,5	-103 311,6	610 941,5
a. Secteur bancaire	248 385,9	250 535,1	372 001,5	-131 261,6	652 635,4
B.R.B.	-64 686,6	-105 306,5	72 498,0	-266 489,1	572 586,2
Banques commerciales	312 790,3	355 992,1	297 445,0	137 957,9	73 731,9
Microfinances	0,0	-195,1	-81,7	-2 177,2	3 172,8
CCP	282,2	44,6	2 140,2	-553,2	3 144,5
b. Secteur non bancaire	-11 883,3	-18 230,0	45 890,0	27 950,0	-39 040,0
Etablissements financiers	5 140,0	6 360,0	2 800,0	-11 800,0	0,0
Secteur non financier	-17 023,3	-24 590,0	43 090,0	39 750,0	-39 040,0
3. ERREURS ET OMISSIONS	-1 598,9	-61 489,6	-41 097,4	95 622,8	-198 348,6

Source: MFBPE

Annexe 3: Dette publique extérieure par catégorie et par créancier (en MBIF)

	Encours fin 2021	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2022
A. Dette directe	1 288 596,5	72 729,8	2 080,2	30 561,6	9 151,3	1 332 844,8
AID	284 480,94	0,0	-6 467,70	5 069,33	1 095,09	272 943,9
BAD	1 438,74	-	-32,72	-	-	1 406,0
B.E.I	58 883,87	14 834,6	-2 815,48	-	195,2	70 903,0
BADEA	104 471,02	13 593,4	3 159,72	5 741,50	408,7	115 482,6
FAD	46 715,61	0,0	-1 079,15	1 668,57	483,69	43 967,9
FIDA	99 319,26	0,0	-2 258,59	-	-	97 060,7
Fond koweïtien	61 653,60	0,0	977,12	498,9	394,42	62 131,9
Fonds saoudien	93 367,11	0,0	2 494,12	314,8	1 199,00	95 546,5
OPEP	180 779,28	26 506,98	5 371,64	16 834,58	3 453,06	195 823,3
Autres	357 487,05	17 794,82	2 731,18	434,0	1 922,20	377 579,1
B. Dette rétrocedée	1 482,0	0,0	47,7	221,8	5,2	1 307,9
Fonds Abu Dhabi	1 482,05	0,0	47,69	221,8	5,2	1 307,9
Total	1 290 078,5	72 729,8	2 127,9	30 783,4	9 156,6	1 334 152,7

Source: MFBPE

Annexe 4 : Opérations de la dette publique extérieure par secteur (en MBIF)

	Encours fin 2021	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2022
I. Dette directe	1 312 134,8	6 049,5	17 157,6	2 497,0	486,7	1 332 844,8
A. Equipements publics	528 708,0	1 751,0	6 453,4	274,8	77,8	536 637,6
1. Transport	407 809,8	1 751,0	3 096,0	274,8	77,8	412 382,1
a) Routes	407 809,8	1 751,0	3 096,0	274,8	77,8	412 382,1
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	43 736,0	-	1 048,0	-	-	44 783,9
3. Divers	77 162,2	-	2 309,4	-	-	79 471,6
B. Secteurs productifs	356 351,4	4 298,4	5 184,6	1 275,8	303,5	364 558,7
1. Agriculture et Elevage	139 209,1	4 121,8	2 108,2	1 275,8	303,5	144 163,3
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	217 142,3	176,6	3 076,4	-	-	220 395,4
C. Secteur social	60 885,7	-	1 326,6	0,0	0,0	62 212,3
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	60 885,7	-	1 326,6	0,0	0,0	62 212,3
D. Divers	366 189,8	0,0	4 193,0	946,5	105,4	369 436,3
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 641,6	-	39,3	-	0,0	1 680,9
5. Autres	364 548,2	-	4 153,7	946,5	105,3	367 755,3
II. Dette rétrocedée	1 305,1	-	2,8	0,0	-	1 307,9
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	1 305,1	-	2,8	0,0	0,0	1 307,9
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	1 305,1	-	2,8	-	-	1 307,9
3. Energie	-	-	-	-	-	-
III. Dette garantie	(5 004,5)	-	-2 461,0	104,6	27,9	(7 570,1)
Secteurs productifs	(5 004,5)	-	-2 461,0	104,6	27,9	(7 570,1)
1. Agriculture	(394,3)	-	-454,9	-	-	(849,2)
2. Télécommunications	(1,0)	-	-0,5	-	-	(1,5)
3. Industrie	(842,9)	-	-409,7	-	-	(1 252,6)
4. Divers	(3 766,3)	-	-1 595,9	104,6	27,9	(5 466,8)
Total	1 313 439,9	6 049,5	17 160,3	2 497,0	486,7	1 334 152,7

Source : MFBPE

Annexe 5 : Evolution des réserves internationales (en MBIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BRB						
Avoirs extérieurs	194 000,2	145 607,1	241 766,3	250 872,7	593 226,4	427 908,5
Réserves officielles de change	180 587,6	127 036,3	213 443,9	183 574,4	534 875,8	363 481,2
-Or	2 211,8	2 234,6	2 767,8	3 553,5	3 523,9	3 488,0
-DTS	1 985,5	12 311,3	493,8	17 838,6	432 179,4	213 520,0
-Tranche de réserve FMI	49 876,8	48 581,8	50 296,9	29 695,1	28 605,0	27 235,2
-Devises	126 513,5	63 908,6	159 885,4	132 487,2	70 567,5	119 238,0
Autres créances	13 412,6	18 570,8	28 322,4	67 298,3	58 350,6	64 427,3
- Engagements extérieurs	338 480,6	310 824,2	371 157,0	343 978,0	734 574,5	679 955,4
Banques commerciales	-9 919,6	-37 983,9	-76 949,6	-111 910,8	-181 042,4	-309 521,5
- Avoirs extérieurs	146 133,0	144 238,8	139 666,3	195 777,0	185 283,8	188 285,8
- Engagements extérieurs	156 052,6	182 222,7	216 615,9	307 687,8	366 326,2	497 807,3

Source: BRB

Annexe 6 : Situation monétaire (en MBIF)

	2018	2019	2020	2021	2022
a) Avoirs extérieurs bruts	289 845,9	381 432,6	446 649,7	778 510,2	616 194,3
b) Engagements extérieurs	493 046,9	587 772,9	651 665,8	1 100 900,7	1 178 120,6
c) Créances nettes sur l'Etat	1 337 534,0	1 618 917,6	2 025 750,7	1 930 723,8	2 532 697,6
Crédit à l'Etat	1 763 431,9	2 158 766,3	2 647 828,5	2 833 201,0	3 814 321,9
Dépôts du secteur gouvernemental	425 897,9	539 848,7	622 077,8	902 477,2	1 281 624,3
d) Créances sur l'économie	1 031 951,6	1 208 667,7	1 437 282,0	2 376 988,8	3 412 227,1
Crédit	1 009 475,3	1 173 629,2	1 397 633,7	2 334 152,7	3 378 530,5
Autres créances	22 476,3	35 038,5	39 648,3	42 836,1	33 696,6
RESSOURCES (I+II) = EMPLOIS (a-b+c+d)	2 166 284,6	2 621 245,0	3 258 016,6	3 985 322,1	5 382 998,4
I. Masse monétaire (M3)	1 797 468,9	2 202 818,6	2 733 847,0	3 289 945,4	4 512 504,7
Masse monétaire (M2)	1 625 958,7	2 014 729,8	2 526 518,5	3 035 234,7	4 212 292,6
.Monnaie (M1)	1 210 240,6	1 430 096,8	1 803 120,5	2 047 999,1	2 976 655,1
-Circulation fiduciaire hors banques	295 598,6	359 960,0	433 279,2	478 831,7	565 046,5
-Dépôts à vue	914 642,0	1 070 136,8	1 369 841,3	1 572 670,1	2 411 608,6
.Quasi monnaie	415 718,1	584 633,0	723 398,0	987 235,6	1 235 637,5
Dépôts en devises des résidents	171 510,2	188 088,8	207 328,5	254 710,7	300 212,1
II. Autres ressources	368 815,7	418 426,4	524 169,6	695 376,7	870 493,7

Source: BRB

Annexe 7 : Crédit du secteur financier (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2018													
I. CREDITS A COURT TERME	630 053,8	641 248,2	651 526,5	655 767,1	652 813,4	694 154,0	734 002,5	742 378,0	753 077,4	786 346,9	754 440,9	707 381,7	700 265,9
- Mobilisation des créances commerciales	136 064,0	140 069,0	157 753,5	157 141,5	152 480,0	154 717,6	162 918,2	166 376,3	165 717,4	163 734,7	163 179,9	143 274,5	155 285,6
- Crédits à l'exportation	9 003,0	8 104,6	7 114,3	4 740,2	4 710,3	9 256,8	19 772,0	20 072,8	18 713,7	25 279,1	13 389,2	21 128,0	13 440,3
- Crédits à l'importation après expédition	2 551,6	3 459,0	4 490,6	4 242,6	4 176,6	4 053,8	3 737,4	3 927,6	3 548,3	3 292,1	4 565,8	5 697,8	3 978,6
- Crédits de trésorerie	482 435,2	489 615,6	482 168,1	489 642,8	491 446,5	526 125,8	547 574,9	552 001,3	565 098,0	594 041,0	573 306,0	537 281,4	527 561,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	200 318,9	207 487,7	193 889,9	198 583,2	194 889,2	207 831,7	201 463,7	214 631,5	214 070,1	214 908,5	249 341,3	252 708,1	212 510,3
- Habitat	24 672,2	25 642,7	28 196,6	27 553,9	26 955,8	27 605,1	27 264,1	27 618,2	27 187,7	27 380,0	25 816,1	24 586,2	26 706,6
- Equipement	175 646,7	181 845,0	165 693,3	171 029,3	167 933,4	180 226,6	174 199,6	187 013,3	186 882,4	187 528,5	223 525,2	228 121,9	185 803,8
III. CREDITS A LONG TERME	147 805,3	151 505,1	155 413,3	156 464,8	157 483,9	158 870,3	162 203,4	156 172,2	162 276,8	161 905,9	166 934,6	176 828,7	159 488,7
- Habitat	81 758,7	83 930,7	84 253,3	89 160,9	89 563,7	91 292,4	93 233,3	95 603,4	100 835,6	104 041,4	105 677,6	112 629,1	94 331,7
- Equipement	66 046,6	67 574,4	71 160,0	67 303,9	67 920,2	67 577,9	68 970,1	60 568,8	61 441,2	57 864,5	61 257,0	64 199,6	65 157,0
TOTAL	978 178,0	1 000 241,0	1 000 829,7	1 010 815,1	1 005 186,5	1 060 856,0	1 097 669,6	1 113 181,7	1 129 424,3	1 163 161,3	1 170 716,8	1 136 918,5	1 072 264,9
2019													
I. CREDITS A COURT TERME	695 073,8	701 189,7	709 056,2	701 665,1	723 527,4	746 264,1	781 864,4	783 895,6	801 785,8	820 659,6	845 081,5	824 112,9	761 181,3
- Mobilisation des créances commerciales	134 489,5	131 967,7	127 790,0	121 114,7	131 001,2	128 837,3	133 338,5	131 102,8	125 161,5	122 551,7	137 576,1	115 234,3	128 347,1
- Crédits à l'exportation	17 415,4	15 134,4	14 064,4	11 062,9	7 536,1	6 687,9	6 125,3	8 616,4	10 534,6	10 329,0	9 572,9	8 652,4	10 477,6
- Crédits à l'importation après expédition	5 900,0	5 576,9	6 195,9	6 156,9	5 934,0	5 715,4	5 537,5	5 860,9	4 647,0	4 059,8	6 205,8	5 439,7	5 602,5
- Crédits de trésorerie	537 268,9	548 510,7	561 005,9	563 330,6	579 056,1	605 023,5	636 863,1	638 315,5	661 442,7	683 719,1	691 726,7	694 786,5	616 754,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	254 063,9	256 379,2	267 703,7	273 227,8	276 845,6	282 596,8	284 932,8	285 872,5	292 577,9	287 879,1	278 096,1	284 537,4	277 059,4
- Habitat	24 963,0	23 812,2	24 770,8	24 439,9	23 846,5	23 874,0	23 974,2	23 664,8	23 082,0	24 079,2	22 971,1	22 927,7	23 867,1
- Equipement	229 100,9	232 567,0	242 932,9	248 787,9	252 999,1	258 722,8	260 958,6	262 207,7	269 495,9	263 799,9	255 125,0	261 609,7	253 192,3
III. CREDITS A LONG TERME	178 481,8	185 064,0	183 895,0	187 903,9	189 477,4	193 347,3	197 644,9	207 661,7	209 484,9	210 211,0	217 350,1	215 991,4	198 042,8
- Habitat	115 039,7	118 859,5	120 857,7	125 499,4	125 499,3	128 660,2	130 820,8	131 579,8	133 372,2	134 089,8	135 287,5	140 100,4	128 305,5
- Equipement	63 442,1	66 204,5	63 037,3	62 404,5	63 978,1	64 687,1	66 824,1	76 081,9	76 112,7	76 121,2	82 062,6	75 891,0	69 737,3
TOTAL	1 127 619,5	1 142 632,9	1 160 654,9	1 162 796,8	1 189 850,4	1 222 208,2	1 264 442,1	1 277 429,8	1 303 848,6	1 318 749,7	1 340 527,7	1 324 641,7	1 236 283,5
2020													
I. CREDITS A COURT TERME	844 621,3	829 116,7	853 255,3	861 113,0	920 544,6	909 733,4	943 967,6	978 541,1	937 460,3	945 449,7	950 856,9	973 337,3	912 333,1
- Mobilisation des créances commerciales	104 328,8	105 940,5	135 858,9	135 909,3	134 663,3	126 403,1	116 701,3	123 766,2	133 036,6	142 894,6	144 695,7	136 464,0	128 388,5
- Crédits à l'exportation	1 520,5	7 088,3	4 868,7	686,6	591,5	591,6	3 704,2	1 926,4	3 846,7	2 926,4	2 434,5	1 920,0	2 675,5
- Crédits à l'importation après expédition	5 190,9	5 813,2	5 505,7	4 597,0	4 525,8	3 700,7	4 269,4	4 448,1	3 981,4	4 416,9	5 447,7	5 028,3	4 743,8
- Crédits de trésorerie	733 581,1	710 274,7	707 022,0	719 920,1	780 764,0	779 038,0	819 292,7	848 400,4	796 595,6	795 211,8	798 279,0	829 925,0	776 525,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	290 854,5	294 830,5	292 092,6	293 865,5	289 842,3	296 475,0	315 625,4	322 129,1	314 345,7	318 678,7	330 822,7	330 123,6	307 473,8
- Habitat	24 120,0	23 091,1	23 792,5	22 312,6	23 087,8	23 170,8	23 562,5	23 166,5	23 882,8	32 282,3	27 570,8	35 656,1	25 474,7
- Equipement	266 734,5	271 739,4	268 300,1	271 552,9	266 754,5	273 304,2	292 062,9	298 962,6	290 462,9	286 396,4	303 251,9	294 467,5	281 999,2
III. CREDITS A LONG TERME	219 412,4	221 599,9	229 142,9	231 806,3	240 414,3	249 907,3	259 800,4	260 685,3	276 405,9	279 791,7	293 109,0	300 742,5	255 234,8
- Habitat	140 833,6	142 194,7	141 359,2	146 392,8	149 299,2	151 320,3	160 556,0	166 642,0	171 092,2	176 721,7	179 175,9	184 590,1	159 181,5
- Equipement	78 578,8	79 405,2	87 783,7	85 413,5	91 115,1	98 587,0	99 244,4	94 043,3	105 313,7	103 070,0	113 933,1	116 152,4	96 053,4
TOTAL	1 354 888,2	1 345 547,1	1 374 490,8	1 386 784,8	1 450 801,2	1 456 115,7	1 519 393,4	1 561 355,5	1 528 211,9	1 543 920,1	1 574 788,6	1 604 203,4	1 475 041,7
2021													
I. CREDITS A COURT TERME	992 236,3	1 006 320,1	1 041 059,0	1 061 869,4	1 094 289,4	1 125 058,5	1 158 017,2	1 185 802,9	1 238 147,2	1 275 581,8	1 349 367,0	1 366 736,7	1 157 873,8
- Mobilisation des créances commerciales	141 444,4	140 636,7	141 706,4	137 155,4	145 782,8	151 246,6	158 407,5	149 005,1	160 875,4	169 660,1	170 532,2	176 290,4	153 561,9
- Crédits à l'exportation	593,0	0,0	0,0	0,0	325,0	325,0	4 027,0	4 081,9	42 183,4	48 136,9	41 982,5	42 608,0	21 546,9
- Crédits à l'importation après expédition	5 626,5	5 499,9	5 796,6	4 930,7	5 504,7	4 915,7	3 357,2	2 635,2	1 583,2	1 573,3	21 627,1	11 553,1	6 216,9
- Crédits de trésorerie	844 572,4	860 183,5	893 556,0	919 783,3	942 676,9	968 571,2	955 925,5	992 080,7	1 033 505,2	1 056 211,5	1 115 225,2	1 136 285,2	976 548,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	336 037,0	344 250,0	355 407,3	359 060,2	357 045,5	397 212,0	389 046,0	433 512,4	440 548,1	462 665,5	447 449,9	446 638,6	397 406,0
- Habitat	28 608,8	28 189,0	29 800,6	30 437,6	17 405,4	29 936,0	30 823,2	33 389,5	31 381,0	34 444,4	34 112,3	33 752,0	30 190,0
- Equipement	307 428,2	316 061,0	325 606,7	328 622,6	339 640,1	367 276,0	358 222,8	400 122,9	409 167,1	428 221,1	413 337,6	412 886,6	367 216,1
III. CREDITS A LONG TERME	305 454,5	321 394,0	332 123,9	336 591,5	389 207,9	443 595,1	484 683,3	513 041,5	531 027,0	551 443,4	583 455,9	607 196,9	449 934,6
- Habitat	188 410,9	191 730,2	195 537,0	200 065,3	218 460,0	212 458,1	217 996,5	231 103,8	236 737,9	252 769,4	272 287,8	282 066,5	224 968,6
- Equipement	117 043,6	129 663,8	136 586,9	136 526,2	170 747,9	231 137,0	266 686,8	281 937,7	294 289,1	298 674,0	311 168,1	325 130,4	224 966,0
TOTAL	1 633 727,8	1 671 964,1	1 728 590,2	1 757 521,1	1 840 542,8	1 965 865,6	2 031 746,5	2 132 356,8	2 209 722,3	2 289 690,7	2 380 272,8	2 420 572,2	2 005 214,4
2022													
I. CREDITS A COURT TERME	1 368 988,8	1 423 740,3	1 466 223,4	1 523 247,5	1 609 674,1	1 643 956,8	1 728 240,9	1 764 206,9	1 858 837,8	1 851 053,7	1 876 606,2	1 883 853,2	1 666 552,5
- Mobilisation des créances commerciales	168 403,8	169 931,7	161 361,8	154 990,3	155 630,2	164 894,3	247 687,5	253 024,1	278 317,4	271 500,1	274 146,9	272 354,8	214 353,6
- Crédits à l'exportation	43 018,6	43 017,1	44 269,6	44 870,1	43 972,6	42 488,1	42 692,2	43 544,3	43 784,5	63 822,6	61 622,2	61 592,8	48 224,6
- Crédits à l'importation après expédition	11 542,8	11 532,											

Annexe 8 : Taux d'intérêts moyens débiteurs appliqués par les banques (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
Court terme	15,8	15,8	15,7	14,4	13,8
- Exportations	7,7	7,0	7,0	0,0	0,0
- Importations	14,8	15,8	15,3	7,1	7,5
- Trésorerie	15,8	17,2	16,8	15,7	15,6
- Autres	16,1	15,3	15,2	13,9	12,9
Moyen terme	15,0	15,2	15,7	12,6	12,8
- Habitat	18,3	17,9	18,3	13,4	13,7
- Equipement et divers	14,9	15,2	15,7	12,5	12,7
Long terme	15,4	14,2	12,1	12,4	11,7
- Habitat	18,3	16,6	15,9	13,9	13,4
- Equipement et divers	15,3	14,2	12,1	11,2	11,0
Moyenne générale	15,5	15,5	15,2	13,4	13,0

Source: BRB

Annexe 9 : Taux d'intérêts moyens créditeurs appliqués par les banques (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépôts à vue (1)	2,70	1,92	2,75	3,20	4,12
Comptes sur livrets	4,54	4,56	4,74	4,87	4,98
Dépôts à terme	6,72	6,23	6,10	6,28	6,41
1 mois au plus	6,19	5,02	5,13	5,07	5,11
1 an au plus	6,89	6,78	6,51	6,75	6,86
2 ans au plus	7,58	9,72	10,90	6,61	5,74
plus de 2 ans	7,71	8,11	7,94	7,19	7,42
Bons de caisse	-	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-
1 an au plus	-	-	-	-	-
plus d'un an	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
Epargne à la source	-	-	-	-	-
Bons d'épargne	-	-	-	-	-
Moyenne générale	5,43	5,28	5,66	6,08	6,15

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source : BRB

Annexe 10 : Importations par rubriques douanières (en MBIF et en tonnes)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2018		2019		2020		2021		2022	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
01	Animaux vivants	2 191,9	688	419,4	49	2 865	744	2 236	334	2 798	447
02	Viandes	5 279,1	315	15,8	7	1 778	241	1 014	162	326	122
03	Poissons	2 906,7	5 369	5 609,8	3 883	7 687	4 966	7 062	4 589	6 541	4 223
04	Produits laitiers	1 074,7	459	2 154,9	614	1 286	422	1 954	764	1 899	633
07	Légumes	7 459,9	12 584	5 249,5	9 693	5 232	11 785	11 717	76 372	4 065	12 423
08	Fruits	241,5	199	298,8	413	330	277	517	908	423	588
1001	Froment et méteil	36 562,2	81 140	57 130,0	118 514	43 790	83 639	48 680	73 751	67 654	76 826
1005	Mais autre que de semence	15 607,5	33 612	11 484,4	23 693	9 455	16 000	8 594	8 352	10 264	13 174
1006	Riz	16 926,3	15 627	27 118,9	16 961	14 812	17 975	23 131	26 812	23 385	19 440
1101	Farine de froment	3 965,8	4 919	207,2	261	2 510	3 061	4 052	5 481	1 050	1 147
1107	Malt	18 041,5	19 492	13 490,7	13 815	17 597	17 017	17 710	16 364	22 886	17 911
1209	Graines	421,3	21	852,3	23	1 146	57	1 756	38	1 755	51
1302	Sucs et extraits végétaux	2 295,3	31	770,6	11	1 558	22	3 044	44	1 927	29
1507-1515	Huiles végétales	20 700,4	14 810	16 928,3	12 400	12 227	7 688	15 888	7 956	12 352	5 116
1517	Margarine	512,2	145	712,1	198	672	191	897	238	1 104	181
16	Préparations viandes et poissons	3 045,3	297	8 888,1	673	10 190	857	8 742	610	14 352	1 230
17019110-9910	Sucre cristallisé	31 826,6	22 985	25 055,1	16 649	30 389	22 785	34 550	28 351	50 918	44 496
1704	Suceries sans cacao	4 000,8	2 078	6 997,6	3 266	7 912	3 325	9 400	8 239	10 000	3 694
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	1 476,8	216	5 758,4	2 556	927	101	1 204	118	1 163	128
1902	Pâtes alimentaires	1 093,5	1 349	1 106,3	1 247	1 414	1 466	1 887	1 796	1 971	1 727
190531	Biscuits	2 741,9	2 050	2 710,9	1 904	4 136	2 745	6 325	10 324	5 688	3 235
20	Préparations légumes et fruits	3 151,3	2 040	3 432,8	1 735	4 640	2 538	4 759	2 356	7 340	4 188
21	Préparations alimentaires diverses	9 599,9	3 091	18 890,9	4 682	20 498	6 223	36 630	7 842	19 361	5 006
2203	Bières	5 100,0	3 192	5 555,5	3 680	5 791	2 661	9 454	7 366	13 695	6 720
2204	Vins	1 784,5	368	1 877,2	405	2 479	516	2 837	795	3 658	1 044
2205	Vermouths	15,1	2	58,5	16	140	28	199	40	44	8
2207-08	Liqueurs et autres boissons spiritueuses	3 214,0	1 188	4 197,5	1 946	6 768	3 082	11 359	5 334	14 314	5 880
2401	Tabac	5 968,7	667	4 024,4	433	3	6	2 408	202	0	0
240220	Cigarettes	144,2	3	164,7	4	5 888	505	120	3	505	24
2501	Sel	7 000,3	31 969	7 542,8	33 019	8 741	33 858	9 203	37 884	9 533	40 033
252310	Ciments non pulvérisés dits clinkers	18 690,5	88 911	64 222,4	198 794	36 302	115 627	33 773	104 245	9 047	29 942
252329	Ciment portland	16 028,9	76 705	16 735,7	72 070	21 935	84 096	41 927	152 473	53 535	200 976
2710113-14-1911	Essence d'avion et Kérozène	6 109,0	4 900	6 866,0	5 178	2 914	2 158	3 489	2 655	10 945	5 137
2710111-15	Essence autres	119 777,5	96 031	120 822,2	96 201	117 145	107 472	152 399	111 751	221 426	101 182
27101921-23-31-39	Gas oil et fuel oil	135 388,4	108 935	146 759,5	112 909	130 196	121 859	157 100	124 076	321 670	144 919
27101912-14	Pétrole	51,7	27	10,9	3	1 720	1 273	2	2	4	2
2710119-1910-19-26	Huiles et graisses	5 334,1	2 622	3 892,2	1 714	7 441	3 199	2 472	1 118	6 127	2 077
271091-99-1941-42	Déchets d'huile	3 295,8	4 562	4 445,1	4 421	3 398	3 224	1 197	1 112	352	461
2711-2715	Asphaltes, bitumes	3 923,3	3 346	2 935,5	2 621	8 662	14 468	6 211	6 463	5 558	3 483
28	Produits chimiques inorganiques	9 815,8	7 568	10 796,2	9 183	9 930	8 902	7 211	7 131	17 061	10 008
29	Produits chimiques organiques	3 781,1	941	6 228,3	1 352	3 794	864	6 127	1 194	5 539	739
30	Produits pharmaceutiques	107 819,1	4 628	115 646,2	6 041	123 557	5 247	139 533	13 741	117 404	4 903
31	Engrais	64 536,5	62 849	50 746,7	56 292	65 634	86 381	53 717	56 782	155 043	83 501
32	Matières colorantes	9 858,1	3 839	9 789,5	3 929	11 335	4 156	12 191	7 796	15 452	4 296
33	Produits de parfumerie	16 388,2	4 099	18 925,8	3 809	19 969	3 750	15 965	4 956	26 147	4 195
3401-05	Savons et produits d'entretien	4 150,5	2 473	5 089,2	2 988	5 501	2 913	8 141	5 178	9 946	4 810
3605	Allumettes	244,7	89	168,3	50	111	36	141	30	486	248
37	Produits photographiques et cinématographiques	180,4	23	122,0	12	170	8	107	7	264	29
380810	Insecticides	0,0	0	332,6	28	6 362	102	2 664	333	1 113	164
380840	Désinfectants	0,0	0	123,3	12	397	54	431	73	890	59
39	Matières plastiques	38 841,6	13 337	35 886,8	13 918	42 603	14 021	67 553	26 745	79 726	24 051
4011-12	Pneumatiques	14 787,0	2 654	14 026,3	3 217	14 687	3 005	19 393	4 280	21 933	4 061
4013	Chambres à air	899,3	270	926,8	328	550	230	1 048	323	1 066	300
42	Ouvrages en cuir	6 066,5	521	2 400,8	965	2 280	804	1 618	674	3 057	1 382
44	Bois et ouvrages en bois	2 226,6	2 843	2 732,2	2 370	3 135	2 732	4 472	3 373	4 344	3 086
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	17 136,2	6 695	27 527,2	10 930	31 736	16 520	28 827	9 591	38 688	12 537
49	Articles de librairie	5 960,0	562	21 695,5	1 143	10 515	993	8 946	1 641	14 386	1 049
5206-12	Tissus de coton	8 836,7	1 340	7 798,2	1 596	13 327	2 459	13 628	3 057	14 869	1 898
5407-08	Tissus synthétiques et artificiels continus	957,0	154	268,4	39	192	48	499	67	310	37
5512-16	Tissus de fibres textiles synthétiques discontinus	618,3	372	1 897,8	636	1 270	496	2 614	915	5 214	1 167
5607	Ficelles et cordes	101,7	67	151,4	81	573	148	348	1 370	488	166
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	18,7	2	11,6	1	40	12	136	60	47	12
61	Vêtements et accessoires du vêt., en bonneterie	5 763,1	1 405	6 631,1	1 394	5 105	1 260	5 078	1 276	4 945	1 302
62	Vêtements et acc. du vêt. autres qu'en bonneterie	11 001,3	698	13 053,7	1 126	5 468	1 090	9 040	1 818	9 085	1 964
6308-10	Fripierie	20 782,0	14 760	20 109,4	13 582	23 390	15 226	19 617	15 156	46 623	18 687
64	Chaussures	9 081,2	1 871	10 092,9	2 336	12 434	6 983	13 898	5 562	14 399	2 946
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	1 141,6	966	1 697,9	2 778	1 820	6 985	1 889	2 254	2 979	2 320
69	Produits céramiques	7 589,3	15 865	10 006,7	20 758	14 082	27 386	16 582	27 487	21 148	31 843
701090	Bouteilles	4 952,3	4 643	3 158,7	1 696	7 821	4 439	12 139	6 468	13 184	7 339
72	Fonte, fer et acier	95 172,2	48 583	102 747,5	48 676	122 428	59 297	183 027	85 462	160 586	63 504
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	17 979,5	10 109	29 607,5	12 788	38 020	18 917	47 667	18 855	51 146	19 588
76	Ouvrages en aluminium	2 997,4	770	5 273,6	1 155	7 926	2 732	7 841	1 404	5 456	963
8201-07	Ouvrages divers	2 587,4	1 187	3 561,4	1 943	2 493	1 207	4 178	1 831	7 280	2 765
82013010	Houes	1 427,3	963	1 581,9	1 284	2 055	1 369	1 906	1 056	5 025	1 991
8212	Rasoirs et leurs lames	124,6	68	263,2	79	294	65	323	56	369	66
83	Ouvrages en métaux	5 560,9	2 324	7 658,9	2 644	9 976	3 116	10 364	3 274	10 854	2 505
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	83 446,1	7 368	76 091,9	7 332	99 045	11 165	123 181	12 588	1 469	726
8501	Machines génératrices	303,3	33	3 000,9	191	824	102	5 139	432	137 300	11 533
8504	Transformateurs électriques	2 101,7	208	2 982,9	292	13 482	1 014	8 240	606	1 079	118
8506-07	Piles et accumulateurs électriques	8 535,3	2 790	11 812,2	2 765	11 714	2 793	8 750	2 431	7 197	487
8525-29	Appareils de radio	5 737,7	555	4 691,6	522	5 726	523	7 360	633	10 861	2 809
8701	Tracteurs	395,2	41	1 099,6	102	4 687	705	3 574	262	7 389	589
8702-03	Voitures automobiles	52 789,8	7 141	75 599,5	14 570	89 739	12 000	76 362	9 469	1 488	185
8704	Camions	22 872,1	5 148	36 056,2	6 973	33 830	8 272	45 324	8 401	84 641	9 117
8708	Pièces de rechange pour véhicules	6 891,3	1 136	11 239,7	4 037	10 630	1 476	9 224	1 772	32 040	6 490
8711-14	Vélos, motos et leurs pièces	9 929,9	2 568	17 517,4	3 620	18 278	3 816	23 847	4 160	9 645	1 656
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	23 896,8	850	25 701,8	789	29 835	1 131	34 528	1 052	22 259	4 351
92	Instruments de musique d'enregistrement	1 040,8	78	1 591,0	125	699	96	483	110	39 649	1 124
9401-04	Mobilier et articles de literie	6 224,5	1 651	6 560,0	1 978	7 313	2 066	9 869	2 164	663	139
95	Jouets et articles de sport	4 219,8	707	1 547,4	507	1 610	474	1 307	323	13 471	5 849
9603	Balais et brosses	288,5	232	274,7	282	440	344	600	377	1 926	418
9608	Stylos et crayons à bille	1 116,2	159	1 587,7	241	2 160	256	2 719	349	732	472
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	13,1	4	6,1	3	18	5	2	1	2 814	357
	Tous autres articles (1)	162 527,5	79 542	206 934,1	101 722	228 322	127 443	260 000	168 186	254 741	140 888
	TOTAL	1 414 662,1	976 694	1 638 427,4	1 143 866	1 741 908	1 175 731	2 035 264	1 331 987	2 455 553	1 265 690

(1) : Exclut les objets personnels

Source : OBR

Annexe 11 : Structures des importations (en MBIF et en Tonnes)

Période	2018		2019		2020		2021		2022	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	629 446,0	686 636	739 588,9	854 148	750 547	873 078	933 269	965 489	1 335 033	986 202
10. Métallurgie	82 689,4	42 222	91 848,7	43 466	119 438	57 423	178 967	83 365	155 630	61 147
11. Agriculture et élevage	71 873,1	67 638	62 155,7	61 704	85 020	93 602	77 740	65 593	179 024	100 959
12. Alimentation	85 689,9	128 071	109 486,9	156 605	104 347	148 871	124 461	142 075	145 821	131 702
13. Textile	690,3	265	916,8	279	1 891	580	1 587	393	3 191	697
14. Construction	49 998,7	198 450	100 828,4	314 995	90 978	278 541	113 734	378 140	113 713	358 059
15. Bois	1 211,9	1 236	1 902,7	1 568	1 722	1 675	2 550	2 179	2 725	2 072
16. Papier	2 505,7	1 525	6 060,9	3 653	4 111	2 443	3 537	1 978	8 270	3 757
17. Cuir	256,9	185	178,3	75	38	18	155	272	82	256
18. Autres biens de production:	334 530,0	247 043,3	366 210,5	271 804,4	343 003,1	289 925,3	430 539,2	291 495,3	726 578	327 553
180. Chimiques	23 403,8	8 708	26 074,9	11 467	34 762	11 713	51 409	10 620	47 604	13 362
181. Combustibles solides	204,3	227	2 607,1	10 316	813	4 531	1 946	10 042	4 208	10 441
182. Huiles minérales	274 147,6	221 211	296 812,2	232 319	263 208	238 848	329 495	247 847	601 720	283 910
183. Autres	36 774,3	16 898	40 716,3	17 703	44 220	34 833	47 689	22 987	73 046	19 840
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	275 997	40 096	278 900	50 071	364 785	55 127	387 420	57 618	414 265	57 282
20. Chaudières, engins mécaniques	83 276,2	7 101	76 091,9	7 332	99 045	11 165	123 181	12 588	142 770	11 990
21. Pièces et outillages	17 571,0	10 235	17 917,2	9 839	29 136	14 717	38 911	15 934	45 665	18 738
22. Matériel électrique	75 603,9	6 957	63 272,4	7 332	105 762	9 675	83 536	8 820	79 663	7 557
23. Tracteurs, véhicules et engins/ transport	68 878,9	12 228	94 714,3	24 358	97 572	17 787	104 989	18 745	101 989	16 816
24. Autres biens d'équipement	30 667,1	3 575	26 903,8	1 210	33 270	1 783	36 803	1 530	44 177	2 180
III. BIENS DE CONSOMMATION:	509 218,9	249 962,2	619 938,9	239 647,4	626 575,4	247 526,2	714 574,5	308 880,9	814 927	294 635
30. Durables:	211 516,4	65 336	304 369,3	78 546	282 300	81 420	327 204	99 874	405 252	100 677
300. Textiles	55 789,0	18 398	87 898,2	18 273	60 222	14 634	78 936	22 704	98 203	19 926
301. Véhicules	42 344,3	7 275	66 287,0	9 760	80 604	13 328	76 695	10 854	84 410	17 262
302. Autres	113 383,2	39 663	150 184,1	50 513	141 473	53 459	171 574	66 317	222 639	63 490
31. Non durables:	297 702,4	184 626	315 569,6	161 101	344 275	166 106	387 371	209 006	409 675	193 958
310. Alimentaires	159 271,9	165 638	159 449,9	140 639	174 058	139 718	195 999	176 723	210 959	165 623
311. Pharmaceutiques	107 981,7	4 638	117 435,0	6 107	123 812	5 256	140 848	13 787	124 670	5 059
312. Autres	30 448,8	14 349,7	38 684,7	14 354,8	46 404,9	21 132,2	50 522,9	18 495,9	74 046	23 276
TOTAL	1 414 662,1	976 694	1 638 427,5	1 143 866	1 741 908	1 175 731	2 035 264	1 331 987	2 564 225	1 338 120

Source: OBR

Annexe 12 : Importations par pays de provenance (en tonne et en MBIF)

Période	2018		2019		2020		2021		2022	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. Europe	134 943,4	260 568,6	157 247,7	282 983,7	142 004,8	303 211,7	135 327,7	292 613,7	106 334	310 797,7
1. Union Européenne	44 381,9	192 957,6	78 896,4	207 411,9	52 258,5	220 928,3	54 724,2	210 905,5	72 601	233 507,9
Allemagne	5 359,2	22 362,5	41 097,7	41 468,4	5 099,7	24 223,9	4 951,5	29 356,1	4 560	36 245,5
Belgique	14 338,2	47 858,9	16 274,4	68 331,5	18 687,4	91 637,1	22 543,6	69 283,2	16 563	57 366,4
Danemark	1 296,9	28 195,9	678,6	33 761,2	452,0	23 599,4	751,9	28 512,0	404	14 601,7
Espagne	222,0	2 502,6	226,6	3 060,1	147,9	1 125,9	2 795,1	3 314,7	250	3 901,1
France	7 223,5	47 454,5	5 144,3	24 182,4	7 693,6	32 831,2	6 537,9	30 353,4	10 411	32 981,4
Grèce	56,7	560,7	50,0	364,1	78,4	319,3	89,1	694,8	117	1 058,3
Irlande	3 062,9	4 100,4	17,5	29,6	35,9	911,8	4,9	1 377,9	37	521,0
Italie	5 390,1	12 741,9	3 024,7	11 318,9	4 491,8	9 928,9	9 560,1	21 823,1	4 348	18 896,5
Pays-Bas	2 912,7	20 187,9	2 099,7	12 757,4	1 994,1	17 390,0	5 874,8	18 763,9	4 674	18 537,1
Portugal	2 571,5	2 589,6	832,1	819,4	502,4	4 949,6	484,6	296,1	81	326,1
Roumanie	0,0	2,0	11,6	320,1	2,9	547,7	11,4	110,4	22	173,9
Autres pays de l'U.E.	1 948,2	4 400,7	9 439,2	10 998,9	13 072,4	13 463,6	1 119,6	7 020,0	31 134	48 898,7
2. AUTRES	90 561,5	67 611,0	78 351,3	75 571,8	89 746,3	82 283,4	80 603,4	81 708,1	33 734	77 289,8
Suisse	58,3	2 344,8	97,7	2 559,2	106,0	2 546,5	468,6	2 944,4	676	6 607,4
Turquie	8 346,8	11 289,0	10 060,2	13 301,1	15 076,6	19 443,7	14 741,8	21 743,7	18 894	43 139,9
Russie	77 933,2	37 830,3	50 085,9	26 107,5	36 068,0	36 853,9	30 325,9	32 800,7	2 444	15 019,5
Royaume-Uni	2 892,4	14 256,8	17 753,6	30 226,9	33 488,5	18 168,7	34 917,8	23 676,2	10 286	9 473,9
Autres pays d'Europe	1 330,7	1 890,2	353,9	3 377,0	5 007,2	5 270,6	149,3	543,1	1 434	3 049,0
II. Asie	417 494,8	780 541,9	411 464,4	862 569,9	435 571,4	896 184,0	462 294,1	1 085 756,3	448 932	1 338 606,4
Arabie Saoudite	201 137,3	242 634,2	196 687,6	247 251,4	194 016,7	206 169,1	196 554,7	258 302,1	153 978	328 886,1
Bangladesh	260,1	916,2	294,1	1 430,6	275,9	1 549,0	131,2	1 297,9	297	2 199,1
Corée du Nord	45,5	118,6	250,0	1 107,3	315,0	1 602,5	266,2	1 115,6	191	1 579,6
Corée du Sud	592,3	4 845,6	397,9	2 765,5	646,2	4 434,7	1 124,7	11 184,7	1 556	10 117,1
Emirats Arabes Unis	81 122,8	124 525,7	66 644,8	115 439,6	68 142,5	119 178,5	70 899,2	146 903,4	102 836	267 094,8
Hong-Kong	103,5	27 088,0	234,4	3 984,3	495,4	5 676,5	241,7	8 409,5	134	5 098,9
Iran	551,5	397,7	31,8	39,4	108,9	92,2	392,5	310,0	108	105,5
Japon	13 825,6	54 612,4	13 769,2	58 436,5	14 731,4	71 153,0	13 006,8	65 843,2	16 968	81 408,4
Pakistan	5 455,9	9 755,7	4 497,0	7 719,4	2 167,5	3 897,5	4 467,7	5 124,4	2 617	6 407,8
Rép. Pop. de Chine	63 772,5	183 503,6	79 224,7	247 222,7	84 629,7	271 561,4	101 220,2	369 742,6	93 602	356 488,4
Taiwan	666,8	1 302,6	25,2	157,0	5,5	310,0	70,2	751,9	33	334,1
Union Indienne	25 931,3	99 781,1	30 828,3	126 217,6	47 833,3	165 074,0	60 588,6	174 675,3	50 914	214 438,9
Autres pays d'Asie	24 029,6	31 060,3	18 579,3	50 798,7	22 203,5	45 485,6	13 330,3	42 095,5	25 698	64 447,8
III. AFRIQUE	410 038,2	348 030,1	548 194,7	459 134,2	579 513,8	511 735,1	717 434,7	622 089,3	665 399	749 207,6
Afrique du Sud	6 019,0	16 817,5	13 755,1	36 019,4	7 404,6	28 884,6	2 829,5	18 719,1	2 579	18 335,9
Djibouti	1,7	4,5	0,1	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1	37,3
Egypte					12 009,6	40 709,5	13 767,6	40 489,5	8 648	29 549,5
Kenya	34 790,7	69 955,9	46 853,8	88 405,1	33 573,4	90 447,6	55 233,1	112 051,4	56 557	132 156,3
Ouganda	44 208,0	72 669,7	36 408,3	70 388,4	43 307,9	87 634,5	53 680,3	114 566,3	64 453	151 510,1
R.D.C.(1)	6 108,4	6 989,5	2 396,7	2 942,1	29 001,3	16 256,9	48 525,3	31 195,4	14 536	21 436,0
Rwanda	6 695,3	8 101,8	14 339,0	19 338,2	1 971,2	3 872,6	3 806,7	6 746,5	4 056	8 387,0
Tanzanie	207 470,4	88 799,9	203 526,0	105 908,3	284 942,4	149 409,2	353 119,3	204 268,8	393 777	316 109,5
Zambie	85 916,2	45 203,6	205 471,3	80 807,9	149 219,1	62 888,2	179 513,1	73 878,6	112 805	50 198,2
Zimbabwe	36,1	100,2	36,2	104,4	18,8	78,5	3,8	156,1	2 000	3 034,6
Autres pays d'Afrique	18 792,4	39 387,5	25 408,2	55 216,8	18 065,6	31 553,6	6 956,1	20 017,8	5 986	18 453,1
IV. Amérique	13 773,8	24 459,0	26 583,1	32 953,5	18 295,5	28 731,3	13 043,5	30 708,1	35 358	47 398,2
Etats-Unis	6 187,8	17 066,4	18 887,3	24 627,4	10 792,4	21 190,7	5 212,7	18 753,9	5 852	17 594,7
Canada	4 912,6	4 619,3	7 555,6	7 039,2	2 441,0	3 344,7	2 075,9	4 184,6	4 079	8 361,0
Autres pays d'Amérique	2 673,4	2 773,3	140,2	1 286,9	5 062,0	4 195,9	5 754,9	7 769,6	25 427	21 442,5
V. Océanie	443,4	1 062,4	350,6	746,2	345,8	2 046,0	3 887,3	4 096,3	9 668	9 554,3
Australie	360,2	1 038,2	342,1	681,1	312,4	2 021,8	3 870,5	4 061,9	9 657	9 523,5
Autres	83,2	24,2	8,5	65,1	33,4	24,2	16,9	34,4	12	30,8
VI. Pays non spécifiés	0,0	0,0	26,0	39,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0
TOTAL	976 693,6	1 414 662,1	1 143 866,4	1 638 427,4	1 175 731,2	1 741 908,0	1 331 987,4	2 035 263,8	1 265 692,1	2 455 564,2

(1) : République Démocratique du Congo

Source : OBR

Annexe 13 : Structure des exportations (en Tonne et en MBIF)

	2018		2019		2020		2021		2022	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Produits primaires	40 320	253 182,4	38 937	260 871,2	44 499,8	210 716,9	35 194,5	216 238,4	33 209,6	279 251,6
café marchand	16 899	72 827,9	21 684	69 796,3	12 896,2	58 726,9	9 211,9	54 427,9	12 228,1	109 019,4
coton	29	12,7	0	0,0	0,0	0,0	10,0	5,4	19,0	1,0
peaux brutes	1 157	2 657,8	803	1 854,7	696,6	1 299,6	689,0	239,7	3 092,2	686,0
thé	10 525	46 407,2	10 081	40 663,8	8 832,2	40 192,4	10 809,2	45 394,7	9 572,2	46 103,7
huile de palme brute	101	362,7	3	8,1	166,3	180,9	7,5	16,1	1,5	0,9
minéral de nobilium	592	21 913,8	613	²	578,3	12 389,7	602,4	27 072,2	433,6	15 903,7
métaux de terres rares	425	1 826,4	75	239,4	319,5	3 053,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	2	100 775,8	2	123 428,5	0,9	88 036,5	0,7	80 170,5	0,9	105 579,2
animaux vivants	5	16,5	0	0,0	0,0	0,0	9,2	11,7	0,0	0,0
poissons vivants	0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	10 585	6 381,6	5 677	6 209,5	21 009,8	6 837,0	13 854,5	8 900,2	7 862,1	1 957,6
Produits manufacturés	62 898	68 073,0	63 784	70 473,1	61 358,0	100 276,3	67 305,3	110 008,7	91 083,7	143 623,8
limonades, eaux gazeuses	450	373,6	3	4,6	14,9	16,8	325,4	727,4	162,1	418,1
bouteilles en verre foncé	366	735,0	2 754	2 127,1	1 192,8	5 163,7	2 329,8	7 660,8	2 629,0	9 492,2
bières	5 495	5 809,1	8 068	5 735,5	12 326,3	8 886,9	17 279,4	14 086,7	22 776,1	20 225,7
cigarettes	490	6 445,5	613	7 476,8	989,2	13 185,0	876,6	12 090,3	1 461,9	20 924,1
tissus de coton	56	120,9	23	63,1	15,7	212,0	48,4	294,9	4,5	23,4
sucré	201	300,7	0	0,1	0,5	0,2	0,4	0,2	50,5	92,2
farine de blé	16 069	16 095,3	19 172	19 014,8	17 395,7	17 656,2	9 179,9	10 655,5	11 990,3	18 994,4
farine de maïs	3	6,3	1	1,1	593,1	579,7	12,4	16,1	1,5	1,4
ciment portland	961	391,5	229	65,3	133,4	60,6	1,8	0,2	0,0	0,0
savons	1 752	2 034,9	1 376	1 703,9	677,8	763,3	2 816,5	1 027,8	8 132,7	2 012,4
Kérozène	3 730	9452,2	3 158	8 474,9	1 982,5	5 365,2	1 716,1	4 565,2	2 365,0	9 453,3
Gazole	616	1 103	0	0,0	0,0	0,0	601,0	661,0	0,0	0,0
autres (1)	32 708,70	25 204,36	28 388,90	25 806,0	26 036,1	48 386,9	32 117,7	58 222,5	41 510,1	61 986,5
Total	103 218	321 255,4	102 721	331 344,3	105 857,8	310 993,2	102 499,8	326 247,1	124 293,3	422 875,5

(1) : Non compris les objets personnels.

Sources : OBR et OTB.

Annexe 14 : Exportations par pays de destination (en Tonne et en MBIF)

Pays	2018			2019			2020			2021			2022		
	Q	V	Q	Q	V	Q	Q	V	Q	Q	V	Q	Q	V	
I. Europe	12 798	67 637,7	13 508	55 029	50 744	10 031	7 163	52 557	10 999	95 190,3					
1. Union Européenne	7 172	41 609,7	7 959	27 545	29 663	4 715	4 715	39 746	4 688	45 304,2					
Allemagne	3 188	13 480,9	3 091	12 121,4	11 650	2 283	11 650	10 485	722	7 331,9					
Belgique	2 856	21 662,8	2 968	11 889,1	15 485	2 818	2 626	27 281	3 360	31 555,5					
Danemark	1,5	7,6	6,7	28,5	6,3	0,1	0,3	4,3	0,6	3,8					
Espagne	5	50,1	0	0,0	13,1	0	0	0	0	0,0					
France	322	1 599,0	272	1 409,2	667	83	54	1 045	259	2 988,8					
Grèce	0,1	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0					
Irlande	0	0,0	0	1,3	0	0	0	7	20,4	312,6					
Italie	303	1 941,5	233	1 666,0	357	1 288	111	291	80	459,5					
Pays-Bas	428	2 512,4	49	213,7	14	6	49	366	244	2 648,1					
Portugal	0	0,0	0	0,0	0	0	18	197	0	0,0					
Roumanie	0,0	0,0	1 278,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0					
Autres pays de l'U.E.	68	350,1	61	216,1	420	63	3	69	1	1,0					
2. AUTRES	5 626	26 028,0	5 550	27 483	21 081	4 400	2 448	12 811	6 310	49 886,0					
Suisse	3 563	16 884,4	4 873	19 042,6	15 353	3 081	967	6 308	4 486	40 054,5					
Russie	212,3	594,0	414,1	7 234,2	5 257,9	1 142,3	1 412,7	6 017,5	1 657	9 645,7					
Royaume-Uni	1 768	8 146,3	1	18,5	39	25	0	0	0	0,0					
Autres pays d'Europe	83	403,3	261	1 188,2	432	151	69	485	168	185,8					
II. Asie	13 846	161 199,0	17 037	182 772,2	137 246	10 334	10 154	132 204	12 575	149 426,9					
Arabie Saoudite	1,1	21,3	0,0	0,0	86,8	16,9	3,9	10,0	23	205,3					
Bangladesh	1,0	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	3,0					
Corée du Nord	0	0,0	13	78,5	0	0	0	0	10	100,4					
Corée du Sud	27	754,0	3	76,7	0	0	3	0	19	139,3					
Hong-Kong	2	17,9	0	0,0	3	0	1	10	0,0	0,0					
Emirats Arabes Unis	804	1 09 306,1	1 210	1 30 084,9	1 544	100 215	686	89 861	252	109 181,0					
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0					
Japon	30	295,2	42	473,7	21	3	54	504	43	615,1					
Oman	0	0,0	0	0,0	11 124	2 411	3 025	10 998	2 669	7 679,6					
Pakistan	5 306	23 440,7	5 276	20 593,4	3 874	17 289	4 635	19 185	4 988	24 293,1					
Rép. Pop. de Chine	2 199	9 935,1	1 096	10 246,9	548	3 589	148	2 327	121	46,3					
Taiwan	15	166,7	50	225,9	3	0	0	0	0	0,0					
Union Indienne	861	866,9	899	616,1	124	690	52	20	8	26,0					
Autres pays d'Asie	4 601	16 392,3	8 447	20 376,1	4 791	1 247	1 547	9 274	4 442	7 137,8					
III. Afrique	75 820	87 828,9	71 886	89 696,7	119 394	84 939	84 606	136 615	88 026	154 347,8					
Afrique du Sud	103	291,3	235	707,2	488	166	245	845	99	495,9					
Djibouti	0,0	0,0	3,8	10,1	0,0	0,0	0,3	5,9	0,0	0,0					
Egypte	2 583	11 543,7	2 626	10 267,2	8 524	1 921	2 373	9 631	2 518	12 264,0					
Kenya	8 949	7 486,3	8 537	5 247,6	10 302	6 004	6 041	11 675	4 665	4 990,9					
Ouganda	13 532	7 906,9	10 239	11 590,1	6 606	4 596	5 679	12 810	7 091	5 464,3					
République D.Congo	33 790	33 711,0	34 411	34 858,2	60 946	44 815	44 168	67 692	48 343	76 288,4					
Rwanda	3 602	9 693,6	2 514	4 680,6	150	22	27	414	654	2 123,2					
Tanzanie	11 090	4 492,1	11 133	5 313,7	16 437	19 698	23 092	15 348	20 191	19 491,4					
Zambie	183	2 017,1	166	2 004,4	680	2 325	596	2 235	524	2 162,3					
Zimbabwe	5	495,6	0	2,5	5	1	1	2	0	1,45					
Autres pays d'Afrique	1 984	10 191,3	2 020	15 015,1	15 621	2 425	2 385	15 956	3 942	31 065,9					
IV. Amérique	702	4 305,7	543	4 399,0	3 271	468	489	4 141	546	5 010,9					
Etats-Unis	565	3 636,4	402	3 657,6	2 716	345	2 223	3 171	3 171	4 009,0					
Canada	116	587,2	140	735,8	66	66	257	1 917	116	947,2					
Autres pays d'Amérique	21,0	82,1	0,7	5,7	57,8	57,8	0,7	0,2	112	54,7					
V. Océanie	52	284,1	56	273,3	86	339	88	731	181	2 014,2					
Australie	38	219,0	38	0,0	13	147	38	233	19	238,8					
Autres pays de l'Océanie	13,9	65,1	56,1	273,3	73,0	73,0	50,3	497,9	162	1 775,4					
VI. Autres pays non spécifiés	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
Total	103 218	321 255,4	103 030	332 170,0	310 993,2	105 857,8	102 499,8	326 247,1	112 326,3	405 990,0					

Sources : OBR, OTB et Interpetrol energy SA

Annexe 15 : Position extérieure globale du Burundi (en MBIF)

	2018*	2019*	2020	2021	2022p
Position extérieure nette	-3 283 407,7	-3 427 240,0	-3 868 203,9	-2 385 438,9	-3 097 443,1
Avoirs	1 516 230,1	1 881 716,8	2 052 855,7	1 381 151,9	1 207 405,8
Investissements directs à l'étranger	4 268,9	5 649,5	7 824,0	10 256,2	14 249,4
Investissements de portefeuille	499 553,6	499 553,6	499 553,6	480 772,2	480 772,2
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	884 102,6	1 161 689,3	1 361 903,7	355 247,7	375 671,7
crédits commerciaux	718 968,8	990 981,6	1 090 644,3	109 113,8	119 288,3
Monnaie fiduciaire et dépôts	161 079,6	161 478,4	262 428,6	241 468,6	251 718,2
Autres avoirs	4 054,2	9 229,3	8 830,8	4 665,2	4 665,2
Avoirs de réserve	128 305,1	214 824,5	183 574,4	534 875,8	336 712,5
Engagements	4 799 637,8	5 308 956,8	5 921 059,6	3 766 590,8	4 304 848,9
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	972 210,2	980 482,6	997 185,9	1 050 871,2	1 114 085,1
Investissements de portefeuille	24 368,6	24 368,0	24 368,0	45 923,2	55 506,9
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0		
Autres investissements	3 803 058,9	4 304 106,2	4 899 505,7	2 669 796,4	3 135 257,0
Crédits commerciaux	2 525 220,9	2 801 553,4	3 242 754,1	293 642,1	642 906,7
Prêts	961 707,7	1 162 564,1	1 287 827,7	1 537 428,8	1 679 777,7
Autorités monétaires	115 083,0	163 729,4	129 886,0	79 149,4	34 079,9
Administrations publiques	815 659,1	948 429,4	1 035 965,0	1 275 253,6	1 334 152,7
Banques	61 798,0	81 059,7	152 162,4	183 025,8	311 545,1
Autres secteurs	-30 832,4	-30 654,4	-30 185,7		
Monnaie fiduciaire et dépôts	130 374,0	147 730,8	161 781,2	216 800,9	180 301,6
Autres engagements	185 756,3	192 257,8	207 142,7	621 924,6	632 271,0

*= Les années ne prennent pas en compte les données sur les IDE et IPF;

p = provisoire

Source : BRB